



Études économiques de l'OCDE RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

JUIN 2017 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : République slovaque 2017 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : République slovaque 2017 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/3b4a96cf-fr>.

ISBN 978-92-64-82283-2 (pdf)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : République slovaque
ISSN 1995-3534 (imprimé)
ISSN 1999-0596 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © K Photo/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

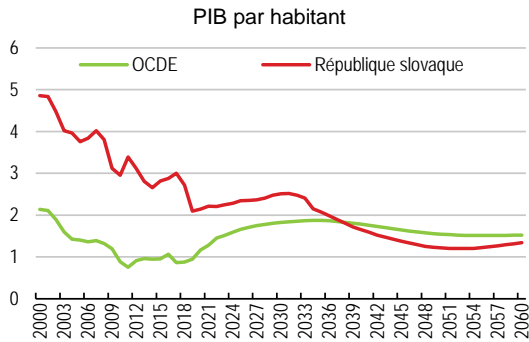
© OCDE 2019

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

RÉSUMÉ

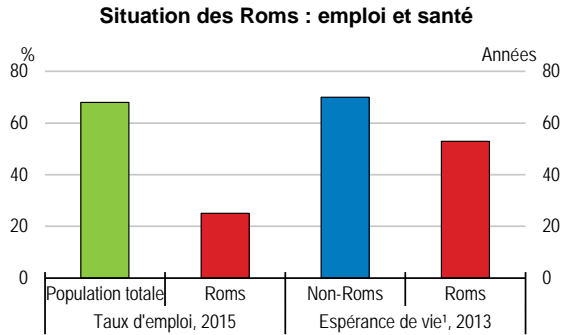
L'économie slovaque est en forte croissance

La croissance est vigoureuse, mais elle est appelée à fléchir du fait de l'évolution démographique



Source : OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE: statistiques et projections (base de données)*

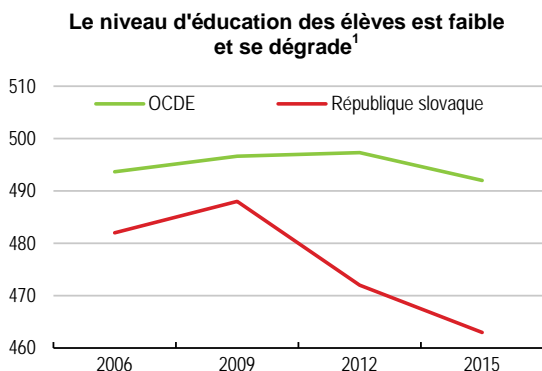
L'inclusivité doit être améliorée



1. Zones dans lesquelles la communauté rom représente de 10 à 25 % de la population totale.

Source : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ((2016) et B. Gavurová *et al.* (2014).

Améliorer l'efficacité dans le secteur public pour relever les niveaux de vie de tous



1. Moyenne des scores moyens en science, lecture et mathématiques.

Source : OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I): L'excellence et l'équité dans l'éducation*

La République slovaque continue d'afficher de solides résultats économiques. Sa compétitivité internationale est forte, elle mène des politiques budgétaires et financières prudentes, la pauvreté et les inégalités de revenu y sont modestes et l'empreinte écologique du pays a connu une amélioration sensible. L'emploi est en hausse, les prix sont stables et la balance extérieure est quasiment à l'équilibre. En revanche, le vieillissement de la population, qui devrait devenir l'un des plus marqués de l'OCDE, va constituer un problème à long terme en termes de politique budgétaire et de relèvement des niveaux de vie.

Les fruits de la croissance n'ont pas été équitablement partagés. De fait, les Roms ne sont pas très bien intégrés dans la société, et cette faiblesse d'intégration se reflète dans la médiocrité des résultats qu'ils obtiennent en termes de santé, d'éducation et d'emploi, ce qui nuit de manière permanente à l'inclusivité des performances économiques. Conjugée à une mobilité interrégionale faible de la main-d'œuvre, cette situation contribue aux disparités importantes entre Bratislava et la partie orientale du pays. La Slovaquie est en outre confrontée à une autre difficulté sociale qui concerne les jeunes mères : celles-ci restent en effet trop longtemps éloignées du marché du travail à cause de l'absence de structures d'accueil des jeunes enfants de qualité et de l'utilisation insuffisante du congé de paternité, ce qui nuit à l'égalité hommes-femmes.

Les résultats scolaires ont baissé, et le système d'éducation ne permet pas de préparer suffisamment les étudiants au marché du travail. Le chômage de longue durée est élevé malgré le dynamisme du marché du travail. Parallèlement, nombre de jeunes Slovaques talentueux étudient et travaillent à l'étranger. Par ailleurs, la productivité est freinée par la médiocrité de l'environnement offert aux entreprises dans le secteur des biens non exportables, notamment les services professionnels et les industries de réseau. Dans le secteur public, d'importantes défaillances, dont une efficacité faible, une corruption généralisée et des infrastructures inadéquates, font obstacle à l'inclusivité de la croissance. Le vieillissement de la population exercera une pression de plus en plus forte sur le système de santé, qui pâtit déjà d'une efficacité réduite et produit des résultats médiocres.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Politiques budgétaire et financière et réformes du secteur public

L'expansion économique se poursuit, mais les tensions sur les capacités augmentent et les prêts au logement augmentent rapidement.

La situation budgétaire est saine, dans la mesure où la forte croissance et les efforts déployés pour améliorer le recouvrement des impôts se traduisent par une augmentation rapide des recettes. L'éducation et l'intégration des Roms sont des domaines d'amélioration prioritaires. À moyen terme, le vieillissement de la population pèsera sur les dépenses.

Le plafond d'endettement actuel ne constitue pas une règle budgétaire opérationnelle efficace et risque de favoriser l'adoption de mesures procycliques lorsque la dette s'approche du plafond fixé.

Malgré des progrès considérables, la fraude fiscale reste significative.

La structure de la fiscalité impose une charge trop importante aux travailleurs peu qualifiés.

La qualité de l'air pâtit du fait que le lignite est très utilisé pour la production d'électricité.

La corruption est toujours perçue comme un problème.

Se tenir prêt à durcir encore les paramètres de la politique macroprudentielle si les risques ne diminuent pas dans le secteur financier.

Prendre les mesures nécessaires pour ramener le budget à l'équilibre d'ici à 2019, comme prévu.
Améliorer l'efficacité des dépenses publiques en élargissant et en approfondissant les examens de dépenses (initiatives d'« optimisation des ressources ») pour permettre d'accroître les dépenses consacrées à des domaines prioritaires tels que l'enseignement et l'intégration des Roms.

Compléter les plafonds d'endettement actuels par un objectif d'endettement non contraignant nettement plus bas, et mettre en place les plafonds de dépenses promis.

Fusionner l'administration fiscale/des douanes et l'organisme de sécurité sociale pour accroître les recettes.

Lier les systèmes informatiques de l'administration fiscale et des banques.

Continuer d'alléger la charge fiscale pesant sur le travail pour la réorienter sur des bases comme les biens immobiliers, l'alcool et les externalités environnementales telles que la pollution de l'air pour réduire les effets de distorsion.

Supprimer les aides dont bénéficient les activités d'extraction de lignite dans le secteur de la production d'électricité.

Faire réaliser par l'OCDE l'examen des dispositions législatives relatives à la lutte contre la corruption et l'évaluation connexe des risques pour l'intégrité. Assurer la mise en œuvre satisfaisante de l'ensemble des recommandations qui auront été formulées.

Promouvoir l'inclusivité et le bien-être

La mauvaise intégration des Roms est une menace sérieuse pour l'inclusivité.

La faible mobilité géographique de la main-d'œuvre contribue aux disparités régionales et se traduit en partie par le sous-développement du marché locatif.

La mortalité évitable est élevée, ce qui témoigne de la médiocrité des soins primaires et du manque de médecins généralistes.

Rehausser le taux de préscolarisation des enfants issus de foyers pauvres grâce au versement de transferts monétaires conditionnels.

Favoriser l'accès des Roms aux soins de santé en augmentant le soutien aux programmes de médiation pour les Roms qualifiés.

Développer les statistiques permettant de contrôler l'efficacité de l'aide en faveur des Roms.

Supprimer progressivement les incitations financières à l'accession à la propriété.

Développer des contrats de location à long terme protégeant mieux les droits des propriétaires, tout en garantissant stabilité et prévisibilité aux locataires.

Continuer d'augmenter le nombre de places dans les études de médecine généraliste et donner aux médecins généralistes un pouvoir de prescription plus large.

Développer le paiement à l'acte pour les soins primaires dispensés par les généralistes.

Le financement des soins hospitaliers est défaillant et leur gestion est médiocre. Les lits de soins aigus sont trop nombreux.

Mettre progressivement en place un système de financement hospitalier reposant sur des groupes homogènes de malades. Centraliser davantage les marchés publics pour les hôpitaux, professionnaliser leur gestion et découpler les salaires du salaire moyen national. Continuer de réduire le nombre des lits de soins aigus.

L'offre de soins de longue durée pour les personnes dépendantes est sous-développée et fragmentée.

Créer des guichets uniques régionaux dotés d'un personnel adéquatement formé pour coordonner et simplifier l'accès aux services de prise en charge de la dépendance.

Développer les compétences, favoriser l'emploi et stimuler la productivité

Les résultats scolaires, inférieurs à la moyenne de l'OCDE, sont en baisse, en partie à cause du manque de motivation et de formation des enseignants.

Continuer d'augmenter les salaires des enseignants, notamment pour les débutants, à condition que la qualité de l'enseignement s'améliore grâce à une formation professionnelle des enseignants de haute qualité et à une focalisation accrue sur les élèves défavorisés.

Il existe une grande marge d'amélioration de la qualité de la recherche universitaire. L'enseignement supérieur ne prépare pas correctement les étudiants au marché du travail.

Accroître la transparence et l'indépendance du cadre d'assurance-qualité de l'enseignement supérieur pour l'aligner sur les normes internationales. Développer le financement des recherches accréditées au niveau international. Mettre en place un système de suivi du parcours des diplômés pour améliorer la réactivité de l'enseignement supérieur par rapport aux besoins du marché du travail.

Les travailleurs qualifiés sont trop peu nombreux. L'émigration et les contre-incitations au travail des jeunes mères réduisent l'emploi et nuisent à l'inclusivité de la croissance.

Simplifier les procédures de visa et de résidence pour les travailleurs qualifiés. Accélérer le développement de structures de haute qualité pour l'accueil de jeunes enfants. Faire en sorte qu'une partie du congé parental, dont la durée est longue actuellement, ne puisse être prise que par les pères.

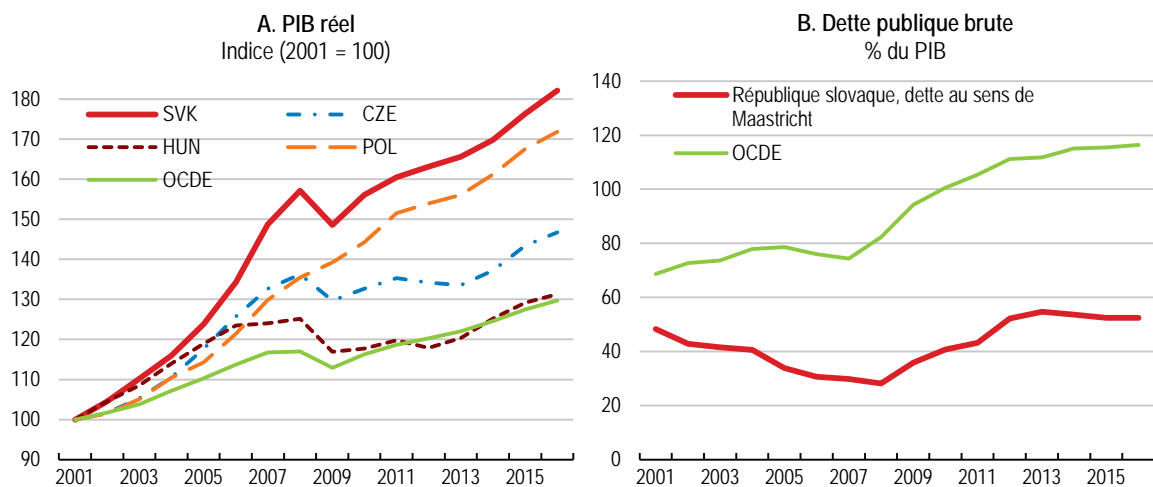
Dans les secteurs de biens non exportables, la productivité pâtit des obstacles à l'entrepreneuriat.

Abaisser les restrictions relatives aux autorisations pour les services juridiques, les architectes et les ingénieurs. Continuer de réduire la part du secteur public dans les industries de réseau.

ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS

1. L'économie de la Slovaquie continue d'afficher des résultats extrêmement satisfaisants, qu'il s'agisse de la situation macroéconomique ou des finances publiques (graphique 1). La croissance du PIB a été supérieure à 3.5 % en moyenne en 2015 et 2016, et devrait rester vigoureuse au cours des deux prochaines années. Les prix sont stables, le taux de chômage est passé en dessous de 10 %, soit son plus bas niveau en 7 ans, et la balance courante est proche de l'équilibre. La situation budgétaire est très saine, avec un déficit nettement inférieur à 2 % du PIB et une dette publique de l'ordre de 52 % du PIB, soit des niveaux très inférieurs à la moyenne de l'OCDE. La compétitivité internationale, la stabilité budgétaire et financière et l'ampleur de l'investissement direct étranger (IDE) sont autant de facteurs qui contribuent à une hausse soutenue des niveaux de vie.

Graphique 1. La Slovaquie affiche de solides résultats



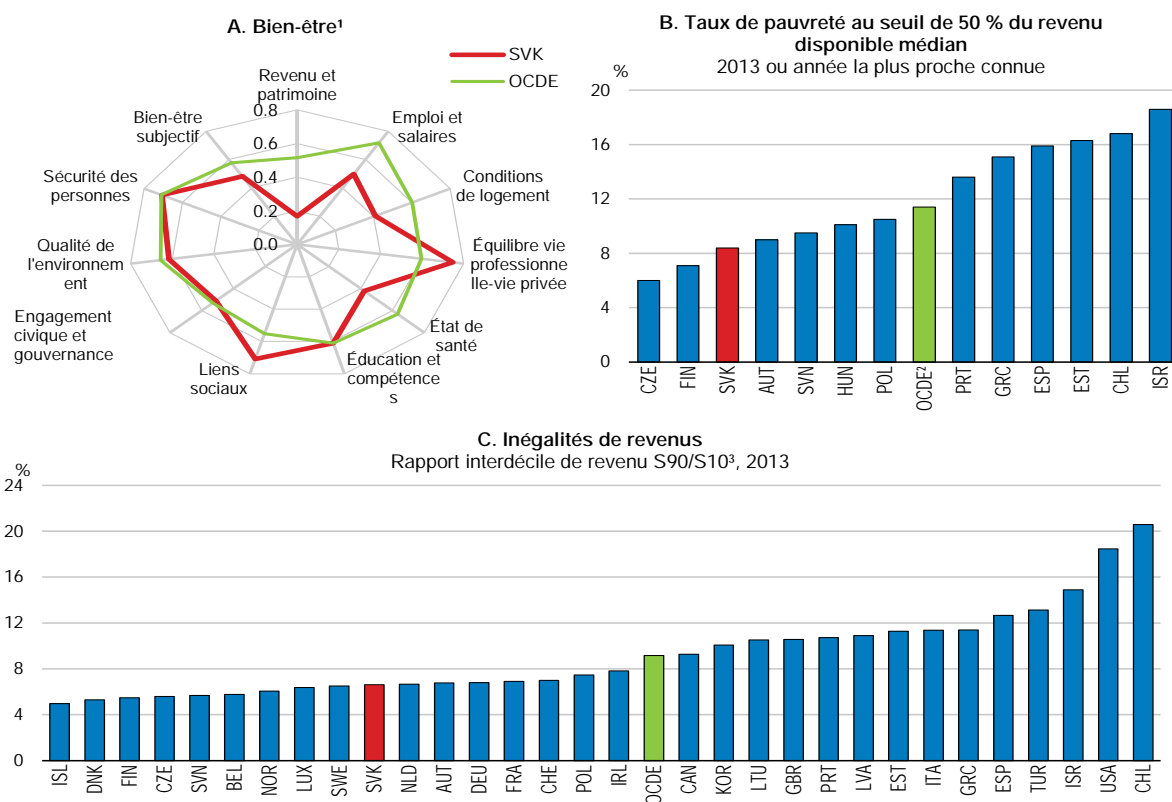
Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données)*.

2. De même, la Slovaquie obtient des résultats conformes, voire supérieurs, à la moyenne de l'OCDE dans plusieurs dimensions du bien-être, même si les revenus moyens accusent toujours un retard (graphique 2). Dans une certaine mesure, le niveau élevé du bien-être tient à la conjonction d'un taux de pauvreté relativement modeste (puisque 8 % seulement de la population appartient à des ménages vivant avec moins de 50 % du revenu disponible médian, qui constitue de seuil de pauvreté relative, et 2 % seulement disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté absolue) et d'une distribution des revenus relativement équilibrée (le rapport entre le revenu moyen des 10 % de ménages les plus riches et le revenu moyen des 10 % les plus modestes est faible en comparaison internationale). Les indicateurs sont également satisfaisants en ce qui concerne l'équilibre vie professionnelle-vie privée et les liens sociaux.

3. Cependant, comme dans de nombreux pays, la croissance par habitant a diminué depuis 2008-09, et le processus de rattrapage a ralenti (graphique 3, partie A). En outre, le vieillissement de la population, qui devrait être l'un des plus prononcés de l'OCDE au regard de l'évolution attendue du taux de dépendance des personnes âgées (partie B), sera source de difficultés sociales et d'enjeux pour l'action publique dans les décennies à venir. S'y ajouteront les problèmes posés par l'émigration persistante de jeunes et de personnes qualifiées, ainsi que par la trop faible intégration des Roms, les contre-incitations au travail des femmes et le chômage de longue durée, élevé, y compris pour les jeunes. Les différences très marquées entre les résultats du marché du travail observés à Bratislava et ceux qui concernent la partie orientale du pays contribuent également à de larges écarts régionaux en termes de PIB par habitant ainsi qu'au fonctionnement dual de l'économie, comme on l'a vu dans la précédente *Étude économique* (OECD, 2014a).

4. Dans une large mesure, ces problèmes traduisent la persistance de défaillances considérables dans le secteur public, parmi lesquelles on peut citer d'une manière générale une faible efficacité, des niveaux de corruption perçue élevés et des infrastructures inadéquates. Le système d'enseignement a du mal à assurer le développement du capital humain des citoyens et à leur donner les moyens d'exploiter leur potentiel pour s'adapter aux besoins du marché du travail et aux mutations technologiques futures. Des faiblesses d'ordre structurel affectent également le système de soins de santé et, malgré la forte hausse des dépenses, la santé de la population reste relativement médiocre, ce qui sape la productivité et le bien-être (graphique 2, partie A). De plus, aucun progrès n'a été enregistré en termes d'amélioration de l'offre de logements, comme on le voit d'après le nombre de pièces par personne, et par ailleurs, un Slovaque sur dix fait état d'une faible satisfaction à l'égard de la vie.

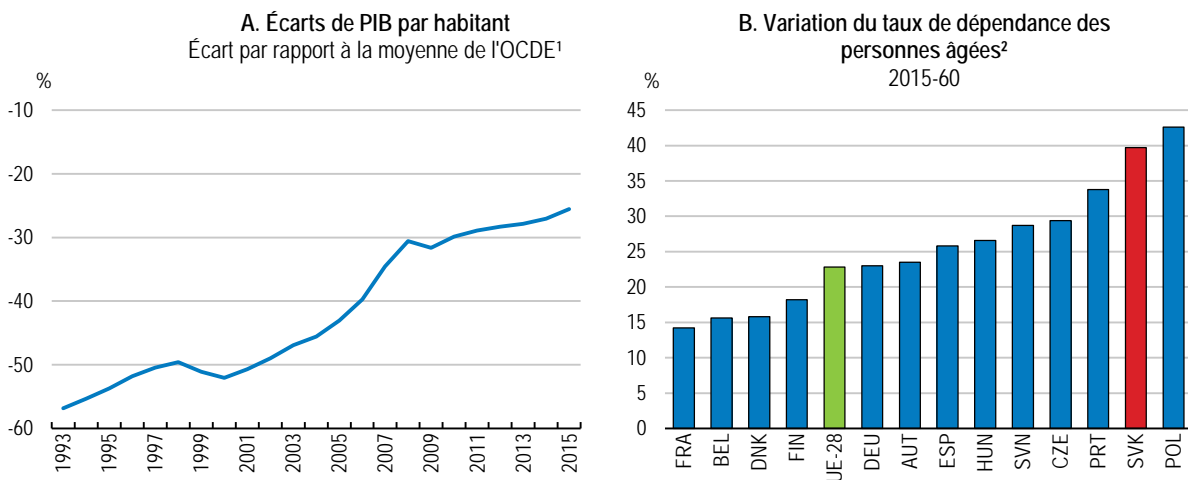
Graphique 2. La pauvreté et les inégalités sont faibles, mais la Slovaquie est en retard en ce qui concerne d'autres dimensions du bien-être



1. Chaque dimension du bien-être est mesurée à partir d'un à quatre critères de la série d'indicateurs du vivre mieux de l'OCDE. Les indicateurs normalisés sont calculés en moyenne à l'aide de coefficients de pondération égaux. Les indicateurs sont normalisés sur la base de 38 pays, sauf pour les résultats relatifs à l'état de santé (35 pays). Les indicateurs sont normalisés pour s'établir entre 1 (meilleur résultat possible) et 0, selon la formule suivante : (valeur de l'indicateur - valeur minimum) / (valeur maximum - valeur minimum).
2. Moyenne non pondérée.
3. Le rapport S90/S10 est le ratio entre la moyenne du revenu disponible des 10 % de la population les plus riches et la moyenne du revenu disponible des 10 % de la population les plus pauvres.

Source : OCDE (2016), « Distribution des revenus et pauvreté » et « Indicateur du vivre-mieux 2016 », *Statistiques de l'OCDE sur les prestations et questions sociales* (base de données).

Graphique 3. Le PIB par habitant de la Slovaquie est en phase de rattrapage, mais la population vieillit



1. Personnes âgées (65 ans et plus) en pourcentage de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Sources : OCDE (2016) et Eurostat.

5. Les autorités ont poursuivi ces dernières années leurs efforts de réforme pour s'attaquer à ces problèmes. Certaines améliorations ont été obtenues dans le domaine de l'efficacité du secteur public, notamment grâce à une nette amélioration du recouvrement des impôts. Des mesures ont été prises pour améliorer les procédures des marchés publics dans les hôpitaux. Des réformes ont été également engagées dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels pour développer un système dual fondé sur l'apprentissage en milieu professionnel. Cela étant, le rythme des réformes structurelles en 2015-16 semble avoir ralenti par rapport à 2013-14 (OECD, 2017a), ce qui s'explique sans doute en partie par le calendrier électoral. Dans ce contexte, les principaux messages à retenir de la présente *Étude* sont les suivants :

- La croissance est forte parce que le pays a continué d'attirer l'IDE grâce à des politiques macroéconomiques appropriées. Cette situation est l'occasion de s'attaquer aux défaillances qui subsistent, et d'ouvrir ainsi la voie à des mesures qui permettront de rendre la croissance plus inclusive et de continuer d'accroître le niveau de vie de tous les Slovaques.
- Rendre la croissance plus inclusive pour les Roms, les femmes et les personnes souffrant d'un chômage chronique nécessitera de réformer l'éducation, la santé et le marché du travail, ainsi que d'améliorer les infrastructures. Il est indispensable de mieux intégrer les groupes défavorisés, notamment les Roms, dans la société.
- Le gouvernement vise de manière appropriée à ramener le solde budgétaire au moins à l'équilibre d'ici à 2019, afin de préserver la solidité des finances publiques. Par conséquent, il faudra dégager les ressources budgétaires nécessaires à la poursuite des réformes propices à l'inclusivité en améliorant le recouvrement des impôts, en exploitant l'importante marge de gains d'efficacité et en revoyant les priorités en matière de dépenses publiques.

Il sera difficile de maintenir une solide croissance des niveaux de vie à long terme

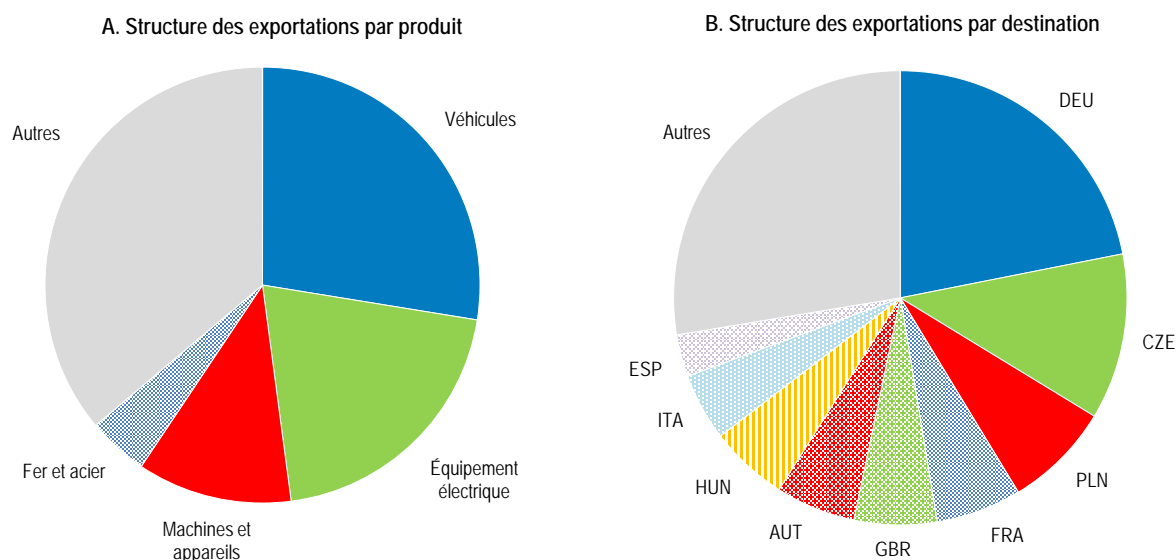
L'économie slovaque va continuer de croître à court terme

6. La croissance s'est poursuivie à un rythme robuste en 2016, portée par la consommation des ménages, elle-même attribuable au redressement du marché du travail et à la reprise de la confiance. L'amélioration des finances des ménages et le faible niveau des taux hypothécaires ont provoqué une hausse de presque 10 % des prix des logements depuis 2014. L'activité d'investissement a connu une baisse temporaire, le coup de pouce attribuable à l'absorption exceptionnelle de fonds structurels de l'UE en 2015 s'étant dissipé au début de la nouvelle période de financement. En revanche,

l'investissement des entreprises est resté vigoureux, grâce à la faiblesse des taux d'intérêt et au développement de grands projets en capital dans le secteur de l'automobile. L'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, notamment sous la forme d'investissements dans l'assemblage de véhicules, conjuguée à un bond du tourisme, a aidé la Slovaquie à accroître ses parts de marché à l'exportation. L'inflation mesurée par les prix à la consommation reste modeste, même si elle est en train de repartir comme dans d'autres pays.

7. La croissance devrait s'établir entre 3.5 et 4 % en 2017 et 2018 (tableau 1). La poursuite de l'expansion du secteur automobile devrait stimuler encore l'investissement et les exportations. Les exportations de véhicules ont représenté 27 % des exportations slovaques en 2015 (graphique 4, partie A), et la production atteindra 1.4 million d'unités d'ici 2018 (encadré 1), dont la plupart seront destinés à d'autres pays de l'UE (partie B), même si leur destination finale reste incertaine. En conséquence, la balance courante devrait bientôt afficher un solde positif.

Graphique 4. Les véhicules constituent la plus grosse part des exportations de la Slovaquie, qui sont essentiellement destinées aux autres pays de l'UE
Part du total des exportations de marchandises, 2015



Source : Office statistique de la République slovaque (ŠÚ SR, Štatistický úrad Slovenskej republiky) (2016), « Annuaire du développement du commerce extérieur en République slovaque 2011 – 2015 », décembre.

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Variation annuelle en pourcentage, en volume (prix de 2010)

	2013					
	Prix courants	2014	2015	2016	2017	2018
	(milliards EUR)					
PIB	74.2	2.6	3.8	3.3	3.3	4.1
Consommation privée	41.8	1.4	2.2	2.9	3.1	3.2
Consommation publique	13.7	5.3	5.4	1.6	0.9	1.9
Formation brute de capital fixe	15.4	1.2	16.9	-9.3	1.2	7.0
Logement	2.0	-1.7	-11.6	2.9	4.1	3.4
Demande intérieure finale	70.8	2.1	6.0	-0.3	2.2	3.7
Variation des stocks ¹	0.2	1.1	-1.1	1.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	71.0	3.1	4.7	1.0	2.3	3.6
Exportations de biens et de services	69.6	3.7	7.0	4.8	6.6	7.0
Importations de biens et de services	66.4	4.4	8.1	2.9	6.6	6.7
Solde extérieur ¹	3.1	-0.5	-0.7	1.8	0.2	0.6
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf mention contraire)						
PIB potentiel	..	2.5	2.9	2.8	2.8	3.0
Écart de production ²	..	-2.8	-1.9	-1.5	-1.1	0.0
Emploi	..	1.5	2.6	2.8	1.6	1.4
Taux de chômage ³	..	13.2	11.5	9.6	8.5	7.6
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	..	-0.1	-0.3	-0.5	1.6	2.0
IPCH sous-jacent	..	0.5	0.5	0.9	1.5	2.0
Taux de rémunération		1.5	2.6	2.5	4.2	5.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre		1.5	1.8	1.3	2.4	2.2
Taux d'épargne des ménages, net ⁴	..	1.4	3.1	3.2	3.2	3.2
Solde des paiements courants ⁵	..	1.1	0.2	-0.7	-0.2	0.7
Solde financier des administrations publiques ⁵	..	-2.7	-2.7	-1.7	-1.2	-0.6
Solde financier sous-jacent des administrations publiques ²	..	-2.6	-2.5	-1.6	-1.1	-0.6
Dette publique brute (définition de Maastricht) ⁵	40.6	53.6	52.5	51.9	51.7	50.2
Dette publique nette ⁵	24.2	35.5	35.3	35.7	35.5	34.0
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	..	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Rendement des obligations d'État à dix ans, moyenne	..	2.1	0.9	0.5	1.0	1.3

1. Contribution à la variation du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

3. En pourcentage de la population active.

4. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

5. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 100.

8. Le marché du travail devrait bénéficier du plus grand dynamisme de l'économie. L'emploi et le nombre d'heures travaillées sont à leur niveau le plus haut depuis l'indépendance et continueront d'augmenter, ce qui signifie que le taux de chômage devrait baisser pour s'établir aux alentours de 7½ pour cent d'ici la fin de 2018. Toutefois, les employeurs font état de leurs préoccupations concernant la qualité de la main-d'œuvre. Dans l'industrie manufacturière, plus de la moitié des entreprises sont confrontées à des pénuries, qui sont particulièrement graves dans le secteur automobile. En 2016, plus de 80 % des fournisseurs de ce secteur ont indiqué que la disponibilité et la qualité de la main-d'œuvre étaient des problèmes importants. Dans le secteur informatique, la demande de travailleurs qualifié serait selon les estimations quatre fois supérieure à la demande et selon les employeurs du secteur, 10 000 spécialistes supplémentaires soit 14 % de l'emploi du secteur seraient nécessaires, ce nombre étant appelé à doubler d'ici cinq ans (ITAS, 2016).

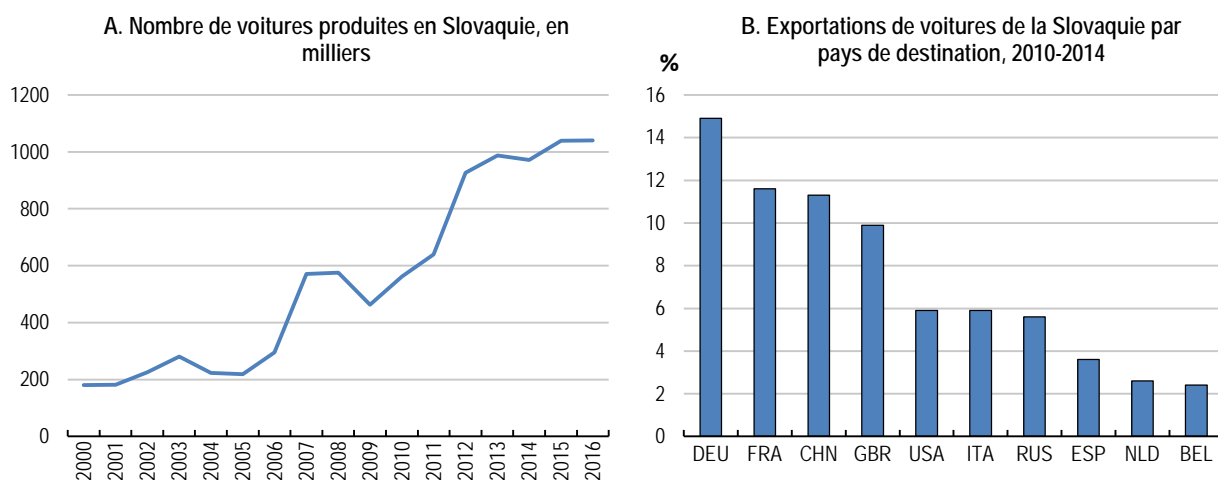
Encadré 1. La forte dépendance de la Slovaquie à l'égard de l'industrie automobile

Le secteur automobile a été un des fondements de la forte croissance économique de ces dernières années. Le nombre de voitures produites en République slovaque a été multiplié par plus de cinq au cours des dix dernières années, pour atteindre 1 million de véhicules par an (graphique 5, partie A), de sorte que le pays est devenu le premier producteurs de voitures par habitant du monde. Ce secteur représente environ 40 % de la production industrielle et un tiers des exportations, qui sont essentiellement destinées aux autres pays de l'Union européenne (UE), mais sont également orientées vers la Chine, les États-Unis et la Russie (partie B). Compte tenu de sa forte intensité d'importations, l'industrie automobile ne représente que 4 % de la valeur ajoutée totale produite dans le pays.

Le secteur automobile restera le moteur de la croissance de la production et des exportations au cours des années à venir. L'ouverture prévue d'une quatrième grande usine automobile par Jaguar Land Rover en 2018 devrait se traduire par une augmentation de la production annuelle de voitures de 130 000 unités, la création de 7 500 emplois supplémentaires dans le secteur automobile et un accroissement du PIB de 1½ pour cent au cours de la période 2017-2020 (NBS, 2016).

La production est réalisée dans l'ouest du pays, où le taux de chômage est inférieur à 5 % et les constructeurs automobiles sont déjà confrontés à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Les tensions salariales vont donc probablement s'accroître dans le secteur au cours des prochaines années.

Graphique 5. L'industrie automobile en République slovaque



Sources : ZAP, Kendera, T. (2016), « Na ktorých zahraničných trhoch sa najviac presadzujú automobily zo Slovenska? », Banque nationale de Slovaquie (NBS, *Národná banka Slovenska*), Bratislava.

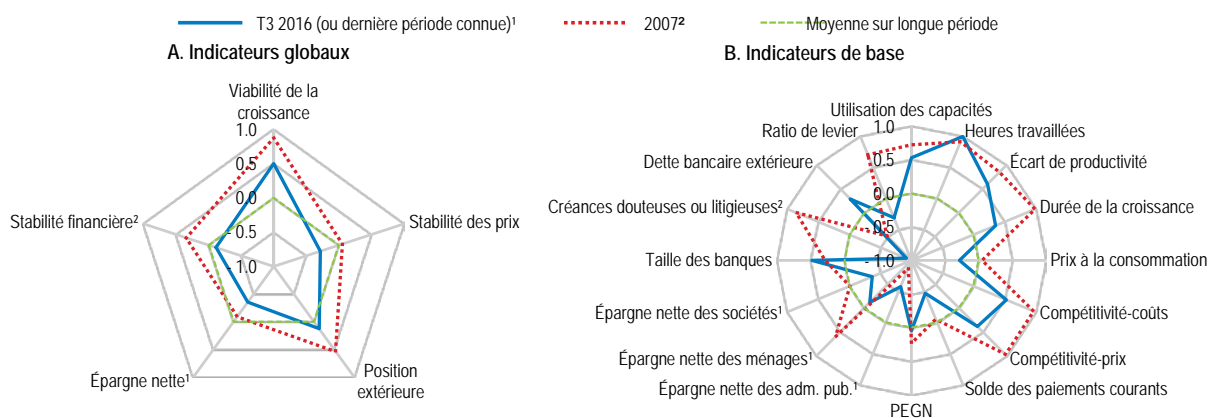
9. Le rythme d'augmentation des salaires devrait s'accroître pour atteindre 5 % en 2018, sous l'effet de pénuries de main-d'œuvre et de gains de productivité. Cette hausse des salaires réels devrait

contribuer à assurer la vigueur de la consommation et porter l'inflation aux alentours de 2 %, à proximité de de l'objectif fixé par la BCE pour la zone euro.

10. Les facteurs de vulnérabilité macrofinancière ont considérablement diminué dans quasiment toutes leurs dimensions depuis la crise financière (graphique 6). Les autorités considèrent que la situation financière est saine, dans la mesure où les banques dégagent des bénéfices (même si leur rentabilité est moindre qu'en 2015, comme dans d'autres pays de la zone euro, compte tenu de la contraction de leur marge d'intérêt nette) et disposent d'amples liquidités (NBS, 2016a ; IMF, 2016a). Elles présentent en outre une capitalisation satisfaisante, le niveau des créances douteuses et litigieuses est faible et le montant des passifs libellés en devises est modeste, quoi qu'en augmentation légère. La position extérieure de la Slovaquie s'est améliorée, grâce à une meilleure compétitivité internationale au niveau des prix et des coûts, ce qui a permis de renforcer quelque peu la position extérieure globale nette.

Graphique 6. Évolution des facteurs de vulnérabilité macrofinancière

Écart des indicateurs par rapport à leur niveau moyen sur longue période (0) calculé en temps réel, les écarts maximums représentant la vulnérabilité la plus forte (+1) et les écarts minimums la vulnérabilité la plus faible (-1)



Note : On calcule chaque indicateur global de vulnérabilité macrofinancière en agrégeant (sous la forme d'une moyenne simple) des indicateurs de base normalisés. La viabilité de la croissance recouvre les indicateurs de base suivants : l'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier, le nombre total d'heures travaillées divisé par la population d'âge actif (heures travaillées), la différence entre la croissance du PIB et la croissance de la productivité (écart de productivité), et un indicateur reflétant à la fois la longueur et la vigueur de la phase d'expansion consécutive au dernier point bas du cycle économique (durée de la croissance). La stabilité des prix recouvre les indicateurs de base suivants : l'inflation globale et l'inflation sous-jacente (mesurées par les prix à la consommation). Elle est déterminée selon la formule suivante : valeur absolue de (inflation sous-jacente – objectif d'inflation) + (inflation globale – inflation sous-jacente). La position extérieure recouvre les indicateurs de base suivants : la moyenne du taux de change effectif réel (TCER) fondé sur les coûts unitaires de main-d'œuvre et du TCER fondé sur l'indice des prix à la consommation (IPC) (compétitivité-coûts) ; les prix relatifs des biens et services exportés (compétitivité-prix) ; le solde des paiements courants en pourcentage du PIB ; et la position extérieure globale nette (PEGN) en pourcentage du PIB. L'épargne nette recouvre les indicateurs de base suivants : l'épargne nette des administrations publiques, celle des ménages et celle des sociétés, toutes exprimées en pourcentage du PIB. La stabilité financière recouvre les indicateurs de base suivants : la taille des banques mesurée en pourcentage du PIB ; la proportion de créances douteuses et litigieuses dans le total des créances au titre de prêts ; la dette extérieure des banques en pourcentage de leurs engagements totaux ; ainsi que leur capital social et leurs réserves en proportion de leurs engagements totaux (ratio de levier).

1. Données relatives à l'épargne nette et ses composantes en 2015.
2. Données relatives aux créances douteuses et litigieuses en 2010.

Sources : Calculs de l'OCDE à partir de : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données), OCDE (2017), *Principaux indicateurs économiques* (base de données), OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), Banque nationale de Slovaquie (NBS, *Národná banka Slovenska*), Thomson Reuters Datastream.

11. Il existe des risques de divergence tant à la baisse qu'à la hausse par rapport aux prévisions. Les exportations vont dépendre en grande partie de la reprise en Europe, qui s'annonce plus prometteuse depuis peu mais pourrait pâtir d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE (« Brexit ») désordonnée. En revanche, un ralentissement en Chine serait synonyme de risques pour l'économie

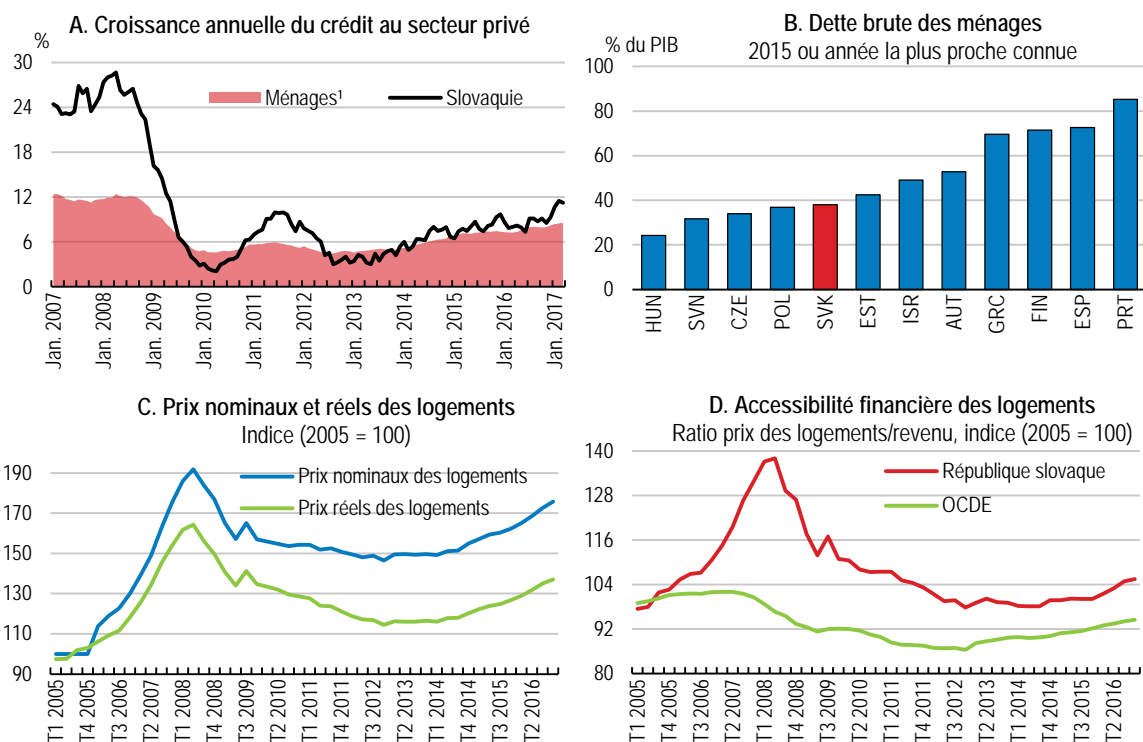
mondiale, et donc pour la Slovaquie. L'accroissement des tensions sur les capacités, s'il persiste, pourrait entraîner une surchauffe et une détérioration de la compétitivité internationale. La diffusion des pénuries de main-d'œuvre et l'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre pourraient freiner les gains de productivité, ralentissant la croissance. Il est donc souhaitable de surveiller de près l'évolution des salaires et des coûts de main-d'œuvre, même s'il existe une marge permettant de réintégrer davantage de personnes sur le marché du travail et de continuer à faire baisser le chômage. L'économie pourrait aussi être confrontée à plusieurs autres chocs, comme un renforcement du protectionnisme commercial, dont les effets sont difficiles à prendre en compte dans les prévisions (tableau 2). Le secteur automobile est particulièrement exposé à ces risques, et leur concrétisation aurait des effets importants sur le commerce extérieur, compte tenu de la part importante des exportations que représente cette branche d'activité.

Tableau 2. Chocs susceptibles d'affecter l'économie slovaque

Choc	Impact possible
Réduction de la liberté de circulation des biens et de la main-d'œuvre du fait d'une montée du protectionnisme.	Une telle évolution serait dommageable pour les exportations de la Slovaquie, dont l'économie est fermement ancrée dans les chaînes de valeur mondiales.
Accroissement des tensions géopolitiques en Europe et dans les pays proches.	La confiance et l'activité en Europe s'en trouveraient amoindries, ce qui nuirait à la croissance.
Atterrissage brutal des économies émergentes, notamment de la Chine.	Un choc de cette nature affecterait la Slovaquie, en grande partie du fait de ses liens très étroits avec l'économie allemande.

12. La conjugaison d'une croissance vigoureuse et de taux d'intérêt très bas a conduit à une hausse rapide des concours bancaires, particulièrement des prêts au logement, à un rythme annuel proche de 10 % depuis la mi-2016 (graphique 7, partie A). Depuis la crise, la dette des ménages a progressé plus fortement qu'ailleurs, même si elle demeure relativement modeste (partie B). Cette évolution a entraîné une hausse marquée de l'exposition des banques au secteur du logement : leur part des prêts immobiliers résidentiels dans le total des prêts est supérieure à ce qui est observé dans la plupart des autres pays de l'OCDE (tableau 3). Pour réduire le risque de bulle immobilière et renforcer la stabilité financière, la Banque nationale de Slovaquie (NBS, *Národná banka Slovenska*) a fait à juste titre preuve d'anticipation et pris en 2014 plusieurs mesures d'ordre macroprudentiel qui ont été progressivement durcies depuis lors. Ainsi, depuis le début de 2017, les banques doivent maintenir à moins de 10 % la part des nouveaux prêts au logement dont la quotité de financement (ratio prêt/valeur du bien) est supérieure à 90 %. À compter d'août 2017, elles seront également tenues de détenir un volant supplémentaire de 0.5 % de fonds propres contracycliques. Ces mesures pourraient ne pas suffire à enrayer à court terme la hausse des prêts. En effet, les banques slovaques sont en mesure de se conformer aux nouvelles normes de fonds propres (NBS, 2016b), et les règles relatives à la quotité de financement ne sont pas particulièrement strictes (IMF, 2016a). Les autorités doivent donc se tenir prêtes à durcir ces mesures macroprudentielles si les risques pesant sur le système financier ne diminuent pas, par exemple en abaissant encore la limite relative à la quotité de financement et/ou en imposant l'application de coefficients de pondération du risque de crédit plus élevés aux composantes les plus risquées des prêts immobiliers. Ces coefficients de pondération du risque de crédit, qui sont actuellement fixés de manière normalisée à 35 % pour tous les prêts au logement, pourraient par exemple être revus à la hausse pour les crédits hypothécaires caractérisés par une quotité de financement supérieure à 80 %, conformément aux dernières propositions du Comité de Bâle (IMF, 2017).

Graphique 7. Évolution de la situation financière des ménages et du marché du logement



1. Contribution des ménages à la croissance annuelle du crédit en République slovaque.

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données) ; Base de données des indicateurs analytiques des prix des logements de l'OCDE ; et BCE (2017), *Base de données des bilans des IFM*.

Tableau 3. Prêts au logement

Part du total des prêts, en %

	2008 ¹	2016 T3 ou dernière période connue ²	Variation
Australie	57.7	63.3	5.6
Autriche	11.0	20.2	9.2
Belgique	18.5	14.6	-3.9
Danemark	30.8	36.0	5.2
Canada	32.3	36.0	3.7
Finlande	28.8	28.8	0.0
Allemagne	15.7	18.6	2.8
Grèce	20.7	27.6	6.9
Israël	23.5	35.2	11.6
Italie	15.0	19.1	4.1
Pays-Bas	24.4	23.3	-1.1
Norvège	41.4	43.6	2.3
Pologne	26.4	31.8	5.4
Portugal	31.9	38.2	6.3
Slovaquie	20.6	44.4	23.8
Espagne	27.2	30.2	3.0
Suède	32.3	37.1	4.8
Royaume-Uni	11.7	20.0	8.3
États-Unis	38.0	31.1	-6.9

1. 2009 pour les États-Unis.

2. T2 2016 pour l'Italie, le Royaume-Uni, la Finlande et la Grèce ; T1 2016 pour la Norvège

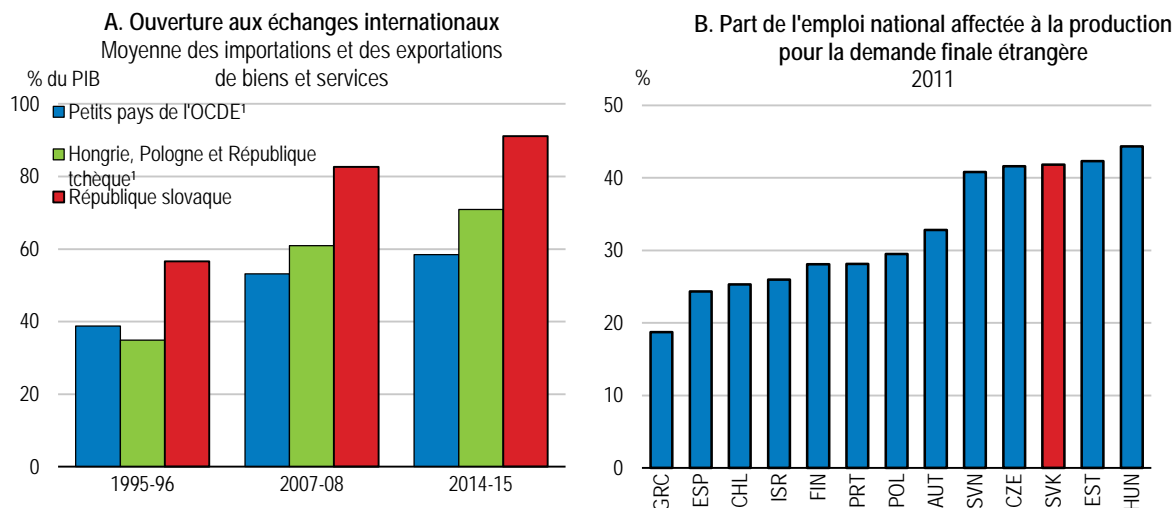
Source : Indicateurs de solidité financière du FMI.

Enjeux entourant les perspectives à long terme

13. Grâce à des entrées massives d'IDE, la Slovaquie a pu s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et doper ses exportations comme sa productivité (OECD, 2013a). En revanche, du fait de l'accent très fort mis sur la production orientée vers l'exportation et de la proportion élevée des

emplois liés aux échanges (graphique 8), elle est exposée à la baisse des échanges mondiaux et au ralentissement de la mondialisation observés depuis 2008 (Haugh *et al.*, 2016). Dans le cas de la Slovaquie, cela vaut tout particulièrement pour les perspectives d'évolution du secteur automobile. En outre, les évolutions technologiques à plus long terme pourraient limiter la demande future de véhicules automobiles, si les voitures autonomes deviennent une véritable option.

Graphique 8. Exposition aux échanges internationaux

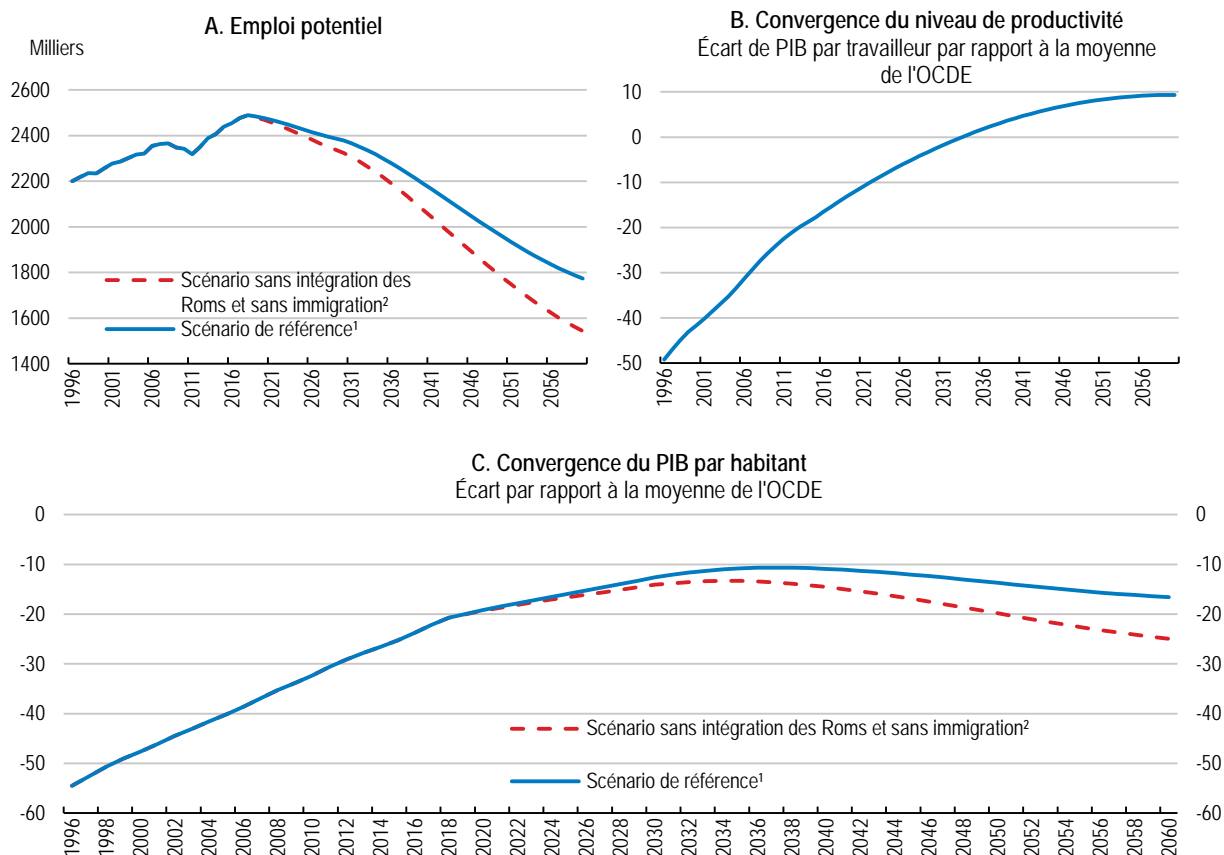


1. Moyenne non pondérée.

Sources : OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données) ; et OCDE/OMC (2016), *base de données des Statistiques sur les échanges en valeur ajoutée (Tiva) – octobre 2015*.

14. La République slovaque est l'un des pays de l'OCDE où le vieillissement de la population est le plus rapide, le taux de fécondité étant faible et l'espérance de vie appelée à augmenter considérablement parallèlement aux revenus. La population slovaque, qui est aujourd'hui une des plus jeunes de l'UE et se caractérise par un faible taux de dépendance des personnes âgées, devrait se hisser au 8^e rang des populations nationales les plus âgées de l'Union européenne d'ici à 2060. En conséquence, la part de la population en âge de travailler dans la population totale pourrait passer de 71 % aujourd'hui à 55 % en 2060, et l'emploi pourrait diminuer d'un cinquième (graphique 9, partie A) (EC, 2015a). Le processus de rattrapage du revenu par habitant par rapport à celui de la moyenne des pays de l'OCDE pourrait ralentir, voire s'inverser à long terme (partie C).

Graphique 9. La convergence sera freinée par le vieillissement de la population



1. Le scénario de référence intègre les effets du vieillissement tels qu'ils sont décrits dans les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 100 et repose sur les nouvelles projections démographiques publiées par Eurostat, ainsi que sur les hypothèses concernant les taux d'activité et d'emploi utilisées dans le rapport sur le vieillissement de 2015 de la Commission européenne (*The 2015 Ageing Report*). Il tient compte de l'immigration et repose sur l'hypothèse selon laquelle l'intégration des Roms sur le marché du travail est comparable à celle des non-Roms.
2. Le scénario fondé sur l'absence d'intégration des Roms et l'absence d'immigration retient comme hypothèses les résultats actuels des Roms sur le marché du travail et une augmentation de leur part dans la population comme projeté par Sprocha (2014).

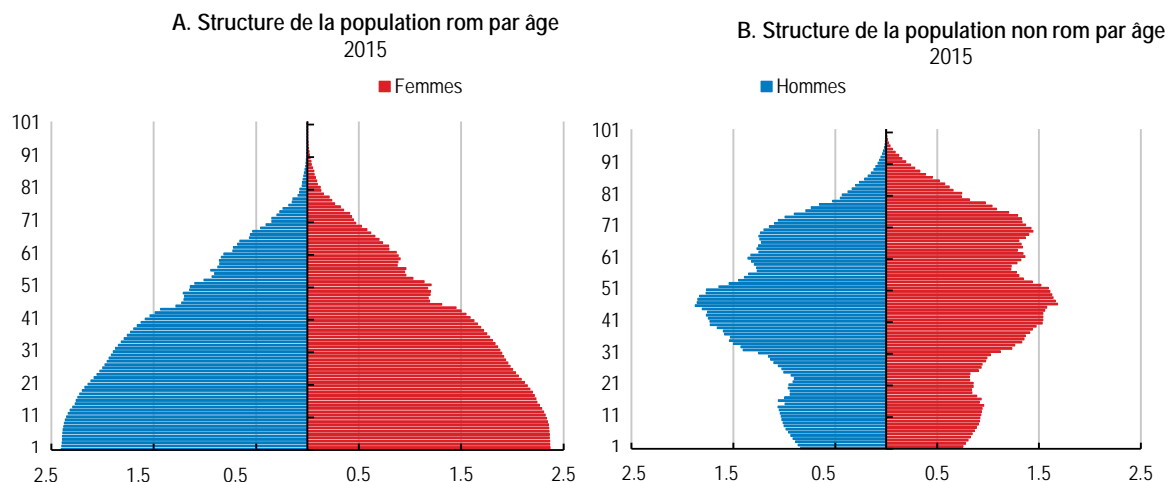
Sources : OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE n° 100* ; Commission européenne (2015), *The 2015 Ageing Report: Economic and budgetary projections for the 28 EU Member States (2013-2060)* ; Sprocha, B. (2014), Reprodukcia rómskeho obyvateľstva na Slovensku a prognóza jeho populačného vývoja, INFOSTAT – Výskumné demografické centrum ; et calculs de l'OCDE.

15. Malgré une croissance économique vigoureuse, l'inclusion sociale est faible, particulièrement pour les Roms, qui sont très mal intégrés sur le marché du travail et qui sont depuis longtemps très défavorisés. Leur part dans la population totale devrait passer de 8 % aujourd'hui à 14-15 % d'ici 2060, car ils sont beaucoup plus jeunes (graphique 10 ; Sprocha, 2014 ; voir également le Document technique de référence).

16. L'émigration constitue un autre enjeu pour la République slovaque. Au cours des 15 dernières années, le solde migratoire a été négatif à hauteur de 300 000 personnes (soit 6 % de la population slovaque), et quasiment un citoyen slovaque sur dix vit désormais hors de son pays (graphique 11). Depuis 2010, en moyenne, près de 0,3 % de la population quitte la Slovaquie chaque année, même si en 2016, le nombre de migrants de retour a été légèrement supérieur à celui des émigrés (Haluš *et al.*, 2017). Les émigrants sont pour la plupart jeunes et qualifiés. Un tiers d'entre eux ont entre 18 et 26 ans, et les titulaires d'un diplôme universitaire sont les plus susceptibles de partir (Haluš *et al.*, 2017). L'émigration a pour effet d'accroître le bien-être des émigrés, mais elle contribue aussi à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée en Slovaquie. Par ailleurs, c'est un des pays de l'UE qui offrent aux travailleurs étrangers les conditions d'accès les moins favorables à leur marché

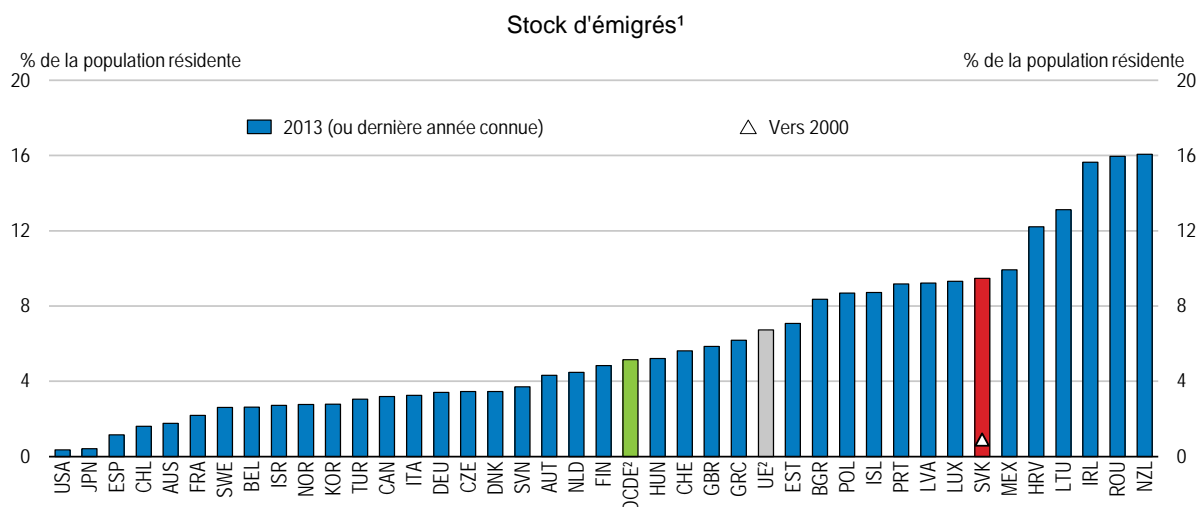
du travail, même si de nouvelles dispositions législatives entrant en vigueur en mai 2017 assoupliront dans une certaine mesure les règles applicables aux travailleurs étrangers (voir le chapitre 1). Globalement, si les risques d'émigration et de non-intégration des Roms devaient tous deux se concrétiser, le niveau du PIB par habitant s'en trouverait abaissé de 6 points de pourcentage en 2060 par rapport au scénario de référence, qui repose sur l'hypothèse d'une certaine hausse de l'immigration conjuguée à quelques avancées dans l'intégration des Roms.

Graphique 10. Les Roms sont beaucoup plus jeunes



Source : B. Sprocha (2014), Reprodukcia rómskeho obyvateľstva na Slovensku a prognóza jeho populačného vývoja, INFOSTAT – Výskumné demografické centrum et informations actualisées fournies par l'auteur.

Graphique 11. Le nombre d'émigrés slovaques a considérablement augmenté



1. Les stocks d'émigrés sont calculés à partir d'un échantillon de 34 pays de destination appartenant à l'OCDE pour lesquels on dispose de données sur les immigrés par pays de naissance (stocks).
2. Moyenne non pondérée.

Sources : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales* (base de données) ; et *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données).

Préserver la santé des finances publiques

17. Le cadre budgétaire de la Slovaquie a été considérablement renforcé. Un conseil budgétaire indépendant a été établi, et des règles d'endettement transparentes ont été inscrites dans la Constitution en 2011. Ce cadre reste néanmoins inachevé, puisque les plafonds de dépenses pluriannuels contraignants envisagés, qui figurent également dans la Constitution (Slovak Republic, 2011), n'ont pas encore été mis en œuvre. Selon la loi sur la responsabilité budgétaire, la

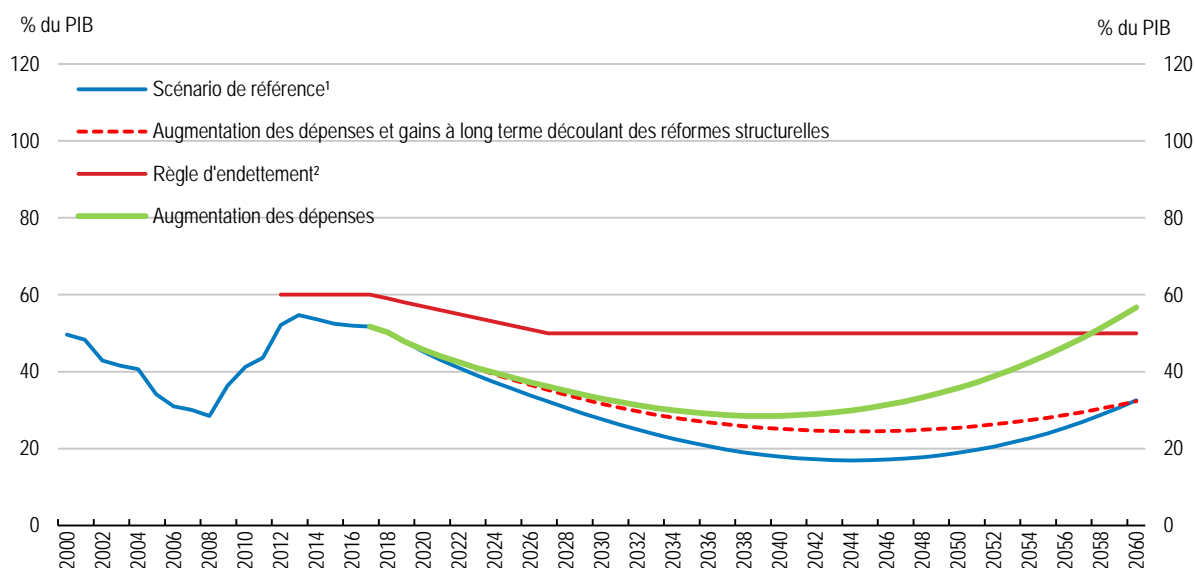
dette publique doit rester en deçà de 60 % du PIB et ce plafond légal sera réduit d'un point par an à compter de 2018 pour être ramené à 50 % en 2027. La dette publique étant aujourd'hui supérieure à 50 % du PIB, ce plafond pourrait déjà représenter une contrainte, notamment dans l'hypothèse d'un ralentissement brutal de la croissance, d'où la nécessité de ménager une marge suffisante entre le niveau effectif de la dette et le plafond fixé.

18. En 2009, le gouvernement a lancé un programme d'assainissement qui a fait passer le déficit, au sens de Maastricht, de près de 8 % du PIB à 2.7 % du PIB en 2013. Cette évolution a permis au pays de sortir en 2014 de la procédure de l'Union européenne concernant les déficits excessifs en 2014 et a renforcé la confiance des marchés internationaux de capitaux (OECD, 2014a). En 2016, le déficit a encore diminué de 1 point de PIB pour s'établir à 1.7 % du produit intérieur brut, soit un meilleur résultat que l'objectif budgétaire fixé à 1.9 %. En outre, conformément à l'objectif à moyen terme (OMT) de l'UE, le gouvernement prévoit de ramener le budget à l'équilibre d'ici à 2019, afin de réduire encore la dette publique et de traiter le problème à plus long terme posé par le vieillissement démographique. Ainsi que l'illustre le scénario de référence (graphique 12), le niveau de la dette sera ramené de fait bien en deçà du plafond fixé dans la Constitution grâce à ce programme, même si la dette augmentera de nouveau quelque peu après 2050, en raison de l'impact budgétaire du vieillissement de la population (encadré 2).

19. Il est nécessaire de garantir la bonne mise en œuvre du plan actuel d'assainissement des finances publiques jusqu'en 2019, dans la mesure où il offre aux autorités des marges de manœuvre budgétaire supplémentaires pour réduire le risque qu'elles ne soient contraintes de prendre des mesures procycliques en cas de choc négatif inattendu de grande ampleur (graphique 12, « Scénario de référence »). Bien que, comme indiqué ci-après, il soit indispensable de promouvoir davantage des mesures propices à l'inclusivité dans les domaines de dépenses prioritaires que constituent l'enseignement et l'intégration des Roms, ces mesures devraient être financées jusqu'en 2019 par le biais de gains d'efficacité, réalisés tant au chapitre des dépenses qu'à celui des recettes. Il existe en effet des marges de progression considérables dans ce domaine (voir ci-après). À plus long terme, compte tenu de la diminution de la dette, les autorités disposeront de marges de manœuvre budgétaires plus importantes pour financer de nouvelles réformes structurelles et des initiatives complémentaires dans des domaines de dépenses prioritaires, sachant en particulier que ces mesures, si elles sont judicieusement conçues, sont de nature à stimuler la croissance, à la rendre plus inclusive et à améliorer encore l'efficacité du secteur public. Si ces derniers effets économiques positifs sont difficiles à quantifier avec précision, il est toutefois probable qu'ils contribuent à atténuer les tensions budgétaires dues au vieillissement de la population (graphique 12, scénario d'« Augmentation des dépenses et gains à long terme découlant des réformes structurelles »).

Graphique 12. Les réformes structurelles et les mesures budgétaires peuvent assurer la viabilité des finances publiques

Dettes des administrations publiques, définition de Maastricht



1. Le scénario de référence repose sur les prévisions réalisées pour le n° 101 des *Perspectives économiques de l'OCDE* jusqu'en 2018. Ensuite, la croissance réelle correspond à l'hypothèse retenue dans le rapport sur le vieillissement de la Commission européenne, qui intègre de nouvelles projections démographiques, et s'établit à 1.7 %. Il est supposé dans le scénario de référence que le solde financier des administrations publiques atteint un excédent de 0.16 % du PIB en 2019, son évolution ultérieure étant uniquement déterminée par les dépenses liées au vieillissement de la population, selon le rapport sur la viabilité des finances publiques du Conseil budgétaire. Le scénario d'« augmentation des dépenses » repose sur l'hypothèse d'une hausse du solde des administrations publiques de 0.5 point de PIB après 2019. Le scénario d'« augmentation des dépenses et gains à long terme découlant des réformes structurelles » diffère du précédent, dans la mesure où il repose sur l'hypothèse que les gains des réformes structurelles se traduiront par une hausse du taux de croissance du PIB réel de 0.5 point de pourcentage à compter de 2023, les gains d'efficacité du secteur public compensant pour moitié la hausse des coûts du vieillissement.
2. En cas de dépassement du plafond d'endettement fixé par la Constitution à 60 % du PIB, le gouvernement doit se soumettre à un vote de confiance du Parlement. Entre 2018 et 2028, les seuils doivent être progressivement réduits de 10 points de pourcentage.

Sources : Calculs fondés sur : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données) ; et Commission européenne (2015), *The 2015 Ageing Report: Economic and budgetary projections for the 28 EU Member States (2013-2060)*.

Encadré 2. Il est essentiel de donner corps à la réforme des retraites de 2012

Comme indiqué plus haut, le vieillissement de la population en Slovaquie sera parmi les plus marqués de la zone OCDE, ce qui pèsera fortement sur les finances publiques dans les prochaines décennies. Face à ce défi budgétaire, une réforme générale des retraites a été adoptée en 2012-13. Ce vaste programme, qui a permis de rationaliser le système des retraites, y compris les régimes spéciaux dont bénéficient les forces armées et la police, devrait permettre une réduction des dépenses publiques de 3 points de PIB d'ici à 2060, à condition d'être fermement et intégralement mis en œuvre (OECD, 2014a), contrairement à ce qui s'est passé en 2017, où une augmentation plus généreuse a été accordée. Pourtant, même si cette réforme est mise en œuvre comme cela avait été envisagé initialement, les coûts liés au vieillissement à long terme devraient augmenter d'environ 3.0 points de PIB entre 2020 et 2060 (Fiscal Council, 2017). Ce coût budgétaire ne devrait certes se faire sentir qu'après 2050, mais il sera plus important que dans la plupart des autres pays de l'UE, où l'impact budgétaire du vieillissement démographique atteindra en moyenne 1.6 % du PIB (EC, 2015a). De plus, au vu des taux de remplacement relativement modestes en Slovaquie, de l'indexation des pensions de retraite sur les seuls prix à la consommation à compter de 2018, et du relèvement de l'âge légal de la retraite pour tenir compte de l'allongement de l'espérance de vie à partir de 2017, l'introduction de modifications supplémentaires du système des retraites offre peu de marge de manœuvre pour atténuer de façon indolore les tensions dues au vieillissement de la population.

20. Il serait néanmoins prudent que les autorités conservent une marge de sécurité budgétaire adéquate. Pour ce faire, elles devraient envisager d'améliorer le cadre budgétaire de manière à empêcher que la dette revienne à un niveau proche du plafond constitutionnel, par exemple en cas de dépenses inefficaces (graphique 12, scénario d'« Augmentation des dépenses »). À cet égard, une réforme utile consisterait à compléter le plafond d'endettement par un objectif d'endettement nettement inférieur au plafond fixé. Cet objectif d'endettement donnerait un ancrage à la politique budgétaire, notamment s'il bénéficie d'un large soutien politique, dans la mesure où il atténuerait le risque que la dette n'atteigne le plafond, comme cela s'est produit par le passé. En outre, le gouvernement doit mettre en application la règle pluriannuelle relative aux dépenses qui est déjà prévue par la Constitution (tableau 4). Un cadre similaire a été mis en œuvre avec de bons résultats en Israël. L'association d'un objectif d'endettement et d'une règle de dépenses aiderait les pouvoirs publics à maîtriser la taille du secteur public, et par conséquent la charge fiscale, et permettrait de laisser jouer les stabilisateurs automatiques. Une telle réforme du cadre budgétaire serait préférable à certaines propositions récemment mises en avant dans le cadre du débat public eu égard à la nécessité, aux yeux de certains, de donner aux responsables de l'action publique davantage de latitude pour prendre des initiatives budgétaires potentiellement utiles. Une de ces propositions, qui vise notamment à exclure les dépenses d'investissement du champ d'application de la règle d'endettement actuelle (Government, 2016), réduirait la transparence du cadre budgétaire sans permettre pour autant de satisfaire tous les besoins budgétaires essentiels.

Tableau 4. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique budgétaire

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
Ménager au fil du temps une marge suffisante entre le niveau effectif de la dette et les plafonds autorisés pour permettre le fonctionnement des stabilisateurs automatiques.	Le niveau de la dette a été réduit au cours des trois dernières années, et cette baisse devrait se poursuivre d'après les projets des autorités, mais il reste supérieur à certains plafonds prévus par la loi.
Mettre en œuvre les plafonds de dépenses pluriannuels contraignants inscrits dans la Constitution afin de renforcer la discipline budgétaire en période de redressement de l'activité.	Aucune mesure n'a été prise.

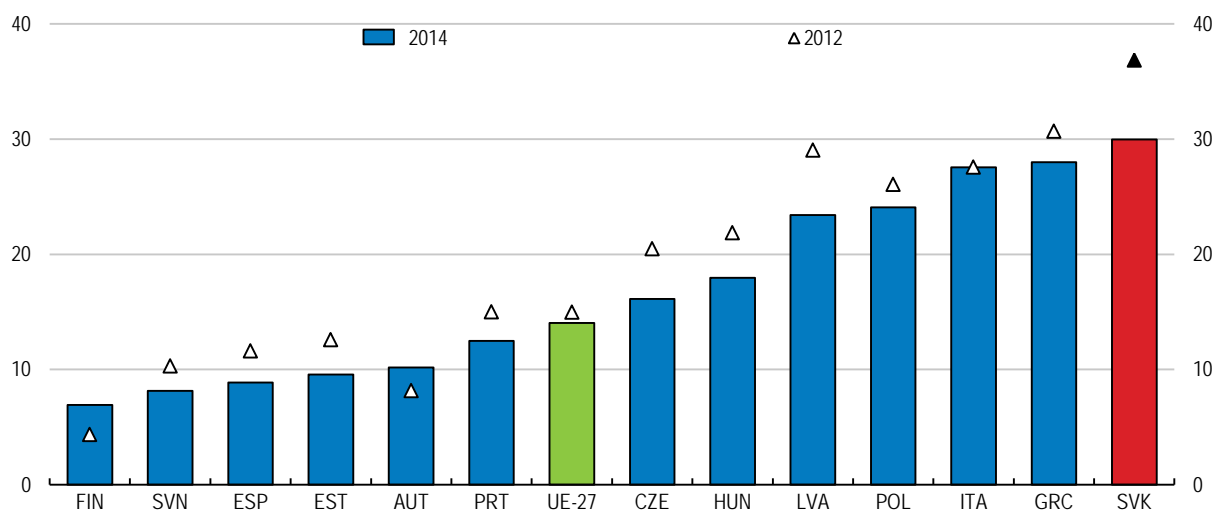
Rendre le secteur public plus efficient

21. L'amélioration de l'efficacité du secteur public constitue un enjeu crucial pour les pouvoirs publics en Slovaquie, comme le soulignait la précédente édition de l'*Étude*. Une gestion transparente et efficiente des administrations publiques est essentielle non seulement pour garantir la qualité des services publics et favoriser les économies budgétaires, mais également pour renforcer la confiance du public dans l'élaboration des politiques. La poursuite de réformes en tenant compte de ces objectifs

est, comme on le verra ci-après, tout particulièrement importante dans les secteurs de l'enseignement et de la santé.

22. La fraude fiscale reste par ailleurs considérable, et nuit aux recettes comme à l'équité du système. L'économie souterraine (également qualifiée d'économie non observée) semble relativement importante, puisqu'elle est estimée dans les comptes nationaux à environ 15 % du PIB, comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale (Gyomai and Van de Ven, 2014), et la sous-déclaration des revenus semble largement répandue (Machlica *et al.*, 2014). Les mesures adoptées par les autorités ont permis d'améliorer très sensiblement les recettes de TVA depuis 2012, mais le recouvrement de l'impôt reste bien moins efficace que dans d'autres pays de l'Union européenne (graphique 13). La part des fonctionnaires des impôts dans le total de la population active est élevée, ce qui reflète en partie le faible développement des services de déclaration en ligne (OECD, 2015a). Face à ces défaillances, le gouvernement a adopté en 2015 de nouvelles mesures de lutte contre la fraude (tableau 5), et a récemment lancé un programme visant à renforcer l'infrastructure informatique de l'administration fiscale. Pour faciliter le règlement des impôts et s'appuyer davantage sur le respect spontané des obligations fiscales, le gouvernement s'emploie à faciliter la soumission électronique des déclarations d'impôts. En 2017 a été adopté un plan d'action complémentaire pour lutter contre la fraude fiscale, prévoyant notamment une amélioration des communications électroniques, un renforcement de l'efficacité des contrôles et un suivi en ligne des transactions. Des mesures complémentaires utiles consisteraient notamment à lier les systèmes informatiques de l'administration fiscale avec ceux d'autres institutions (comme les banques), à fusionner l'administration fiscale/des douanes et l'organisme de sécurité sociale, à renforcer encore les capacités d'analyse de l'administration fiscale (EC, 2016a), et à améliorer l'application des sanctions prévues en cas de fraude fiscale.

Graphique 13. Efficacité du recouvrement de la TVA¹



1. L'efficacité du recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est mesurée par la différence entre le montant de TVA effectivement perçu et le montant de TVA théoriquement exigible en application de la législation fiscale, exprimé en % du montant total de TVA exigible.

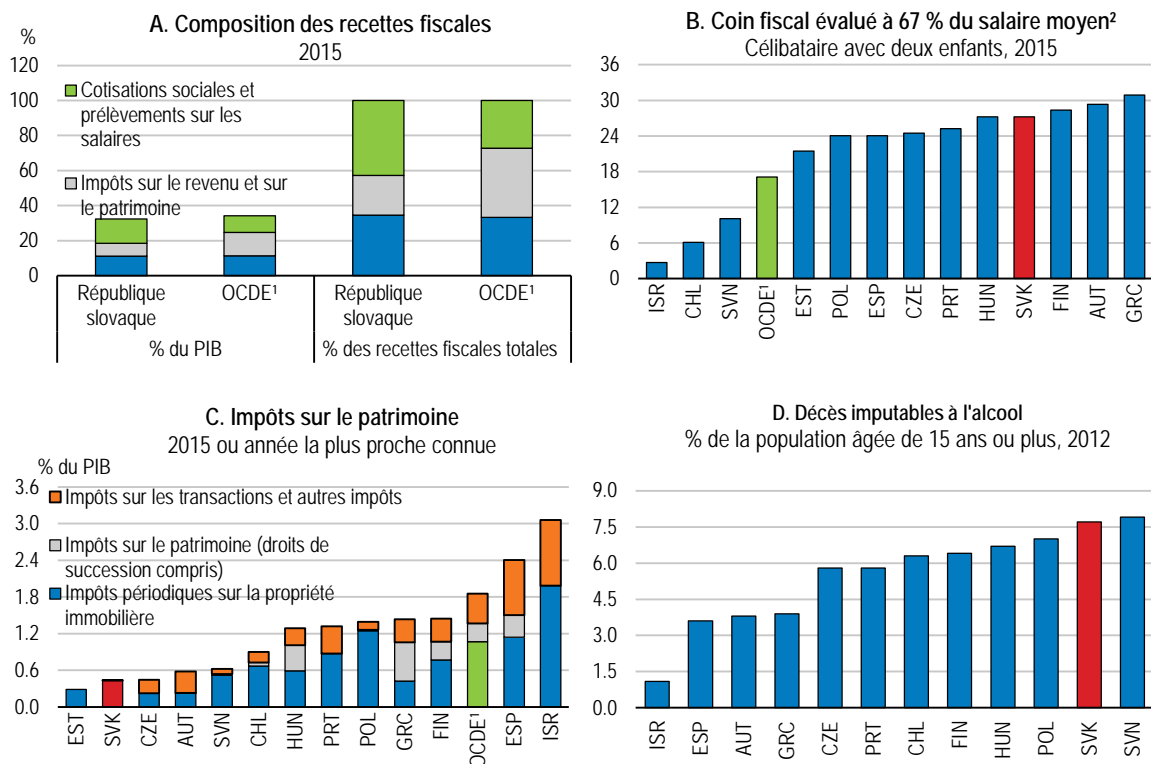
Source : Center for Social and Economic Research (2016), *Study and Reports on the VAT Gap in the EU-28 Member States: 2016 Final Report*, TAXUD/2015/CC/131, août 2016.

Tableau 5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la fiscalité

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
Renforcer plus avant l'efficacité de l'administration fiscale. Poursuivre les efforts visant à améliorer le recouvrement de l'impôt.	En juillet 2015 le gouvernement a actualisé son Plan de lutte contre la fraude fiscale, avec l'adoption de 30 mesures supplémentaires, dont la reconnaissance de la responsabilité pénale des entreprises qui se soustraient à l'impôt, différentes mesures de lutte contre le non-paiement des droits d'accise et la mise en place d'un registre des contribuables à risque. En 2017 a été adopté un plan d'action complémentaire pour lutter contre la fraude fiscale, prévoyant notamment une amélioration des communications électroniques, un renforcement de l'efficacité des contrôles et un suivi en ligne des transactions
Alourdir l'imposition des biens fonciers et des activités dommageables pour l'environnement.	Aucune mesure n'a été prise.

23. La charge fiscale est faible, mais elle pourrait être mieux répartie. La dépendance relativement grande à l'égard des cotisations de sécurité sociale augmente le coût de l'emploi des travailleurs faiblement rémunérés, et pénalise par conséquent les moins qualifiés (graphique 14, parties A et B). La charge fiscale pesant sur le travail a été légèrement réduite en 2015, avec l'introduction d'une exonération de cotisation d'assurance-maladie. Les impôts périodiques sur la propriété immobilière, qui créent pourtant moins de distorsions sur la croissance économique, sont faibles (partie C ; Johansson *et al.*, 2008). De plus, le calcul des impôts fonciers n'est à présent pas équitable, puisque l'assiette utilisée ne reflète pas le prix courant sur le marché des propriétés immobilières (OECD, 2014a ; Harvan *et al.*, 2015). Les autorités ont commencé à élaborer un projet de réforme de cet impôt local, mais celui-ci ne verra pas le jour avant plusieurs années en raison des difficultés politiques et techniques qu'il soulève. D'autres sources de recettes sont possibles : l'introduction de droits sur les successions, qui ne donnent lieu à aucun prélèvement ; l'imposition des plus-values immobilières, qui ne sont pas imposées si le bien est détenu depuis plus de cinq ans ; des taxes environnementales, qui contribueraient à réduire la pollution et la mise en décharge de déchets ainsi que l'incidence négative de ces activités sur la santé (voir plus loin) ; enfin, le relèvement des taxes sur les boissons alcoolisées et sucrées, qui permettrait également d'améliorer les performances sur le plan sanitaire (partie D). Il y a eu lieu de saluer, à cet égard, la hausse, introduite en 2017, des taxes sur les cigarettes.

Graphique 14. Les impôts en République slovaque



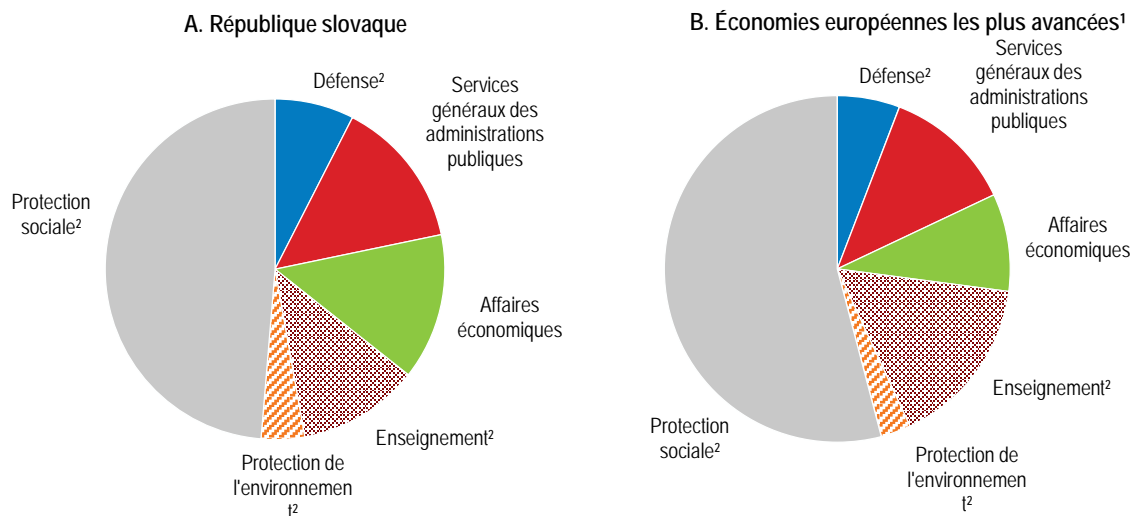
1. Moyenne non pondérée des données relatives à 2015 ou à l'année la plus proche.
2. Écart entre la rémunération totale du travail versée par l'employeur et la rémunération nette réellement perçue par le salarié, mesuré en pourcentage de la rémunération totale.

Source : OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE Statistiques et Projections* (base de données) ; *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), *Statistiques des impôts sur les salaires de l'OCDE* (base de données) ; *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données) ; et F. Sassi (dir. pub.) (2015), *Lutter contre la consommation nocive d'alcool. Politiques économiques et de santé publique*, Éditions OCDE, Paris.

24. La structure des dépenses publiques slovaques est sensiblement différente de ce que l'on observe généralement dans les pays de l'OCDE, les services généraux des administrations publiques, l'ordre public et les affaires économiques représentant une part considérable de ces dépenses (graphique 15) (OECD, 2014a). Le trop grand nombre de collectivités locales (près de 3000) se traduit par une structure de gouvernance inefficace et des coûts excessifs (National Reform Program, 2017). Fusionner des communes et réduire le nombre d'unités administratives pourraient libérer des ressources pouvant être affectées à de nouveaux investissements et services au niveau local. Selon des estimations empiriques, fusionner des communes et réduire leur nombre permettrait de réaliser des économies représentant entre 0.1 % et 0.4 % du PIB (Cernenko, Harvan and Kubala, 2017). Une réorientation des dépenses vers d'autres domaines potentiellement vecteurs d'inclusivité et de productivité comme l'enseignement et l'intégration est donc possible (Mourougane *et al.*, 2016). Une meilleure capacité d'absorption des fonds structurels de l'UE serait à cet égard utile. Un renforcement de l'investissement public pourrait se traduire par des gains considérables compte tenu de la rareté des fonds publics (Fournier, 2016). Les carences sont particulièrement importantes dans le secteur des transports publics (OECD, 2014a), où les dépenses sont faibles pour un pays en phase de rattrapage, et où la qualité des réseaux de transport laisse à désirer faute d'entretien et de réparations (MoF, 2016b ; graphique 16). Ces insuffisances nuisent à la mobilité ainsi qu'à la réduction des disparités régionales et à la croissance, malgré les vastes possibilités offertes à la Slovaquie dans ces domaines (EC, 2016a). Il est toutefois fort à craindre que les dépenses engagées dans ce domaine ne soient pas très efficaces en raison des faiblesses majeures observées dans le secteur public.

Graphique 15. Structure des dépenses des administrations publiques

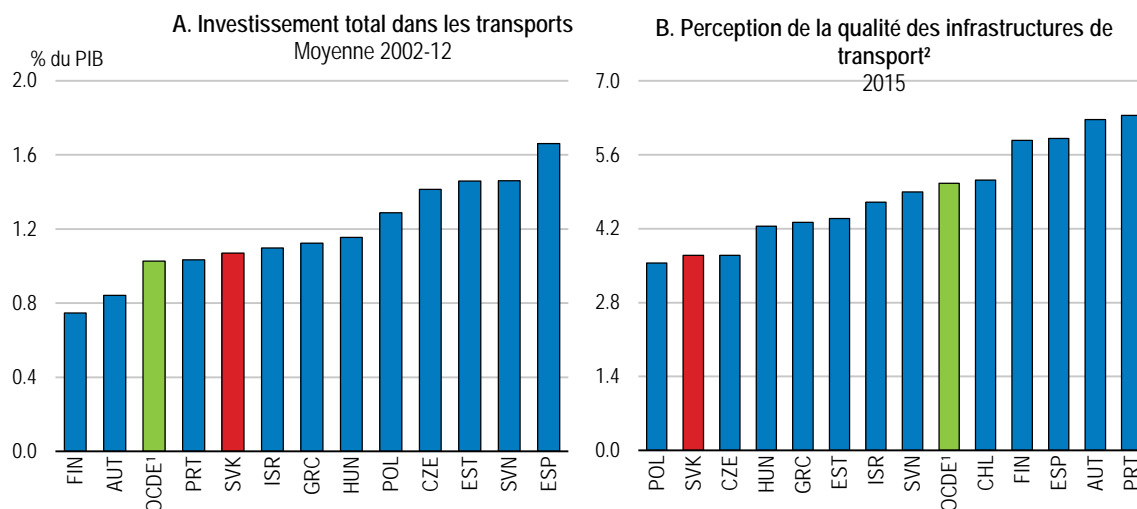
2015



1. Les économies européennes les plus avancées sont les cinq économies européennes les mieux classées selon l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE : Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège et Suisse.
2. La ventilation sectorielle des dépenses repose sur la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP) du Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993, sachant que les regroupements suivants ont été effectués : la défense inclut l'ordre et la sécurité publics ; la protection de l'environnement inclut les logements et équipements collectifs ; l'enseignement inclut les loisirs, la culture et le culte ; et enfin, la protection sociale inclut la santé.

Source : Eurostat (2017), *Statistiques de finances publiques* (base de données).

Graphique 16. Dépenses publiques d'investissement



1. Moyenne non pondérée.

2. Indice calculé sur une échelle de 0 à 7, du niveau de qualité perçue le plus faible au plus élevé.

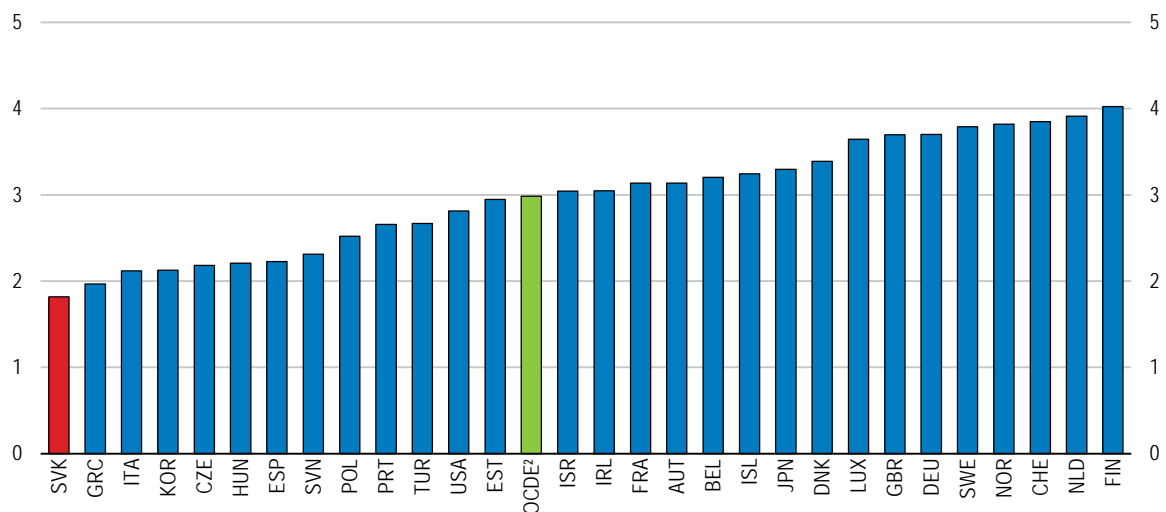
Source : OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données) ; FIT-OCDE (2016), « Transport Infrastructure », in *Transport Statistics* (base de données) ; et Forum économique mondial (2015), *The Global Competitiveness Report 2014-15*.

25. La qualité de l'investissement public en Slovaquie a pâti du manque d'efficacité de la gestion au sein de l'administration publique (OECD, 2014a ; Dutu and Sicari, 2016) (graphique 17), dont la modernisation a, à ce jour, relativement peu progressé (tableau 6). Suite aux élections de 2016, un processus complet d'examen des dépenses publiques a été engagé sur un cycle de quatre ans, avec le soutien de la Commission européenne, du FMI et de l'OCDE. Cette initiative a pour finalité l'élaboration d'un guide méthodologique ainsi que le développement, au sein du ministère des Finances et des ministères dépensiers, de capacités internes d'analyse de l'utilisation à bon escient des

ressources publiques. La première analyse conduite en 2016 concernait les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), des transports et de la santé, et mettait plus l'accent sur les résultats que sur les moyens engagés, ce que l'on peut saluer, même s'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact d'une telle initiative. Une seconde évaluation en 2017 portera sur l'enseignement, l'environnement et le marché du travail et la politique sociale.

Graphique 17. Efficacité des administrations publiques

Performances des services généraux des administrations publiques¹, mesurées sur une échelle de 0 à 6 (du niveau d'efficacité le plus faible au plus élevé)



1. Indicateur composite des performances de l'administration publique, construit à partir de l'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE (pour 2013), utilisé comme variable indicatrice du poids de la bureaucratie (assorti d'un coefficient de pondération de 33 % pour le calcul de l'indicateur), et des résultats de l'enquête de 2014 du Forum économique mondial sur la qualité de la justice, le niveau de corruption et l'inefficience de l'administration publique (données relatives à 2013).
2. Moyenne non pondérée des données présentées.

Source : Dutu, R. et P. Sicari (2016), « Public Spending Efficiency in the OECD : Benchmarking Health Care, Education and General Administration », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1278, Éditions OCDE, Paris.

Tableau 6. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

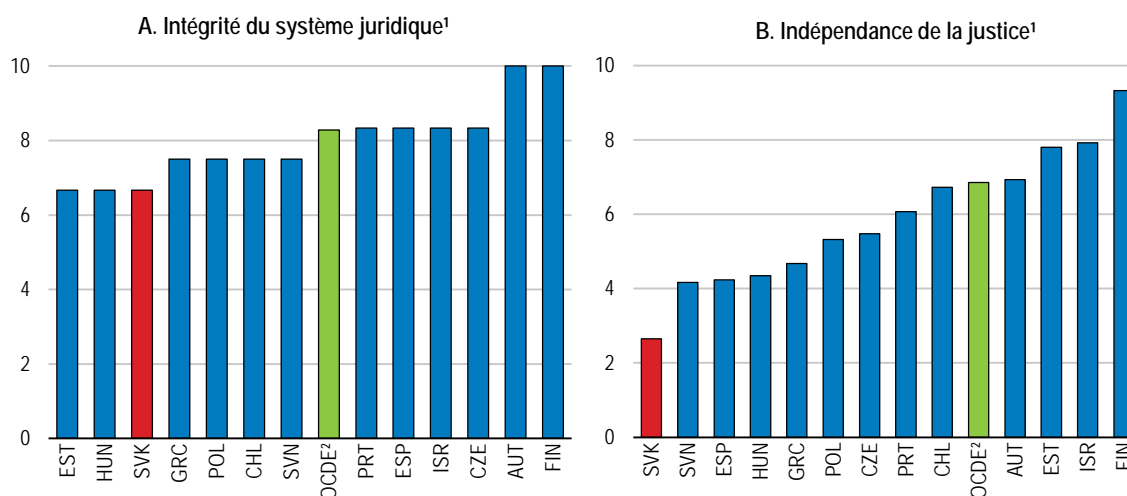
Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
<p>Améliorer la gestion des ressources humaines, moderniser l'administration publique et renforcer la coordination et la collaboration entre les différents niveaux d'administration. Généraliser le recours aux critères de performance pour les promotions, les renouvellements de contrat et la rémunération des agents publics.</p>	<p>Une Stratégie globale de gestion des ressources humaines dans la fonction publique (2015-20) a été adoptée en octobre 2015, et a débouché sur de nouvelles dispositions législatives. Cette réforme, qui devrait entrer en vigueur en juin 2017, vise à dépolitiser les cadres, à rendre plus transparents le recrutement et la rémunération des fonctionnaires, et à réduire leur rotation.</p> <p>Lancée en 2013, la réforme des collectivités locales (programme « pour une administration efficace, fiable et ouverte ») est actuellement dans sa troisième phase, avec la mise en place, au sein des offices de district, de guichets uniques proposant une large palette de services publics. Au début de 2017, 50 des 79 centres de service à la clientèle prévus avaient ouvert leurs portes.</p>
<p>Continuer à consacrer davantage de ressources aux secteurs ayant un effet stimulant sur la croissance comme l'enseignement, la recherche-développement (R-D) et les infrastructures. Mettre en place un cadre efficace pour évaluer et sélectionner les projets d'infrastructures à l'aide d'outils tels que l'analyse coûts-avantages.</p>	<p>En 2015, les investissements en infrastructure avaient presque doublé par rapport à 2014, grâce à une utilisation plus intensive des fonds de l'UE.</p> <p>Le budget consacré à l'enseignement devrait augmenter au cours des quatre prochaines années, du fait de la revalorisation prévue de 6 % par an des salaires des enseignants.</p>
<p>Élargir le champ des activités de suivi et d'évaluation des programmes de dépenses. Mettre en place un système solide de contrôles internes et inclure dans la documentation budgétaire annuelle des informations pertinentes concernant les performances et les résultats. Consacrer davantage de ressources aux contrôles des comptes <i>a posteriori</i> et prendre en considération les résultats des évaluations pour l'attribution des crédits budgétaires.</p>	<p>L'efficacité et l'efficacité des dépenses publiques ont commencé à s'améliorer grâce à la mise en place d'un programme de suivi des dépenses. Les autorités prévoient le déploiement, sur les quatre années du mandat du Parlement, d'une série d'évaluations stratégiques et thématiques qui couvrira l'administration publique dans son ensemble. Le processus d'élaboration budgétaire pour 2017 s'est appuyé sur les résultats de l'évaluation de 2016 des dépenses dans les domaines des TIC, des soins de santé et des transports. La priorité est donnée à l'élaboration d'un guide méthodologique et au développement, au sein du ministère des Finances et des ministères dépensiers, de capacités internes d'audit d'optimisation des ressources, en tirant les leçons de l'expérience des autres pays, et avec le soutien de la Commission européenne, du FMI et de l'OCDE pour les aspects conceptuels et méthodologiques.</p>

26. Combattre la corruption est essentiel. En 2015, près de 60 % des entrepreneurs considéraient la corruption comme un obstacle à l'exercice des activités économiques dans le pays, notamment pour l'octroi de licences et la passation des marchés publics (Eurobarometer, 2015). Conséquence des défaillances du système judiciaire, la quasi-impunité dont bénéficient les auteurs de ces pratiques et les sanctions souvent légères qui leur sont infligées entretiennent ce phénomène (EC, 2016a). Il serait possible d'améliorer le système judiciaire en renforçant son intégrité et son indépendance, qui sont perçues comme insuffisantes, et en accélérant les procédures, actuellement lentes et coûteuses (graphique 18) (EC, 2017 ; Palumbo *et al.*, 2013). Ces dernières années, les poursuites pour des actes de corruption ont été peu nombreuses, et si la plupart d'entre elles ont abouti à des condamnations, la proportion de peines avec sursis est élevée (EC, 2016a). En outre, les affaires à fort retentissement arrivant devant les tribunaux restent rares (EC, 2016a). Un pouvoir judiciaire plus indépendant et plus transparent, doté de moyens financiers et techniques appropriés, et sanctionnant les infractions par des peines dissuasives, permettrait de renforcer la confiance du public dans l'État et favoriserait une croissance robuste et inclusive (IMF, 2016b ; Rigobon and Rodrik, 2005). Les autorités ont engagé des réformes pour remédier à ces problèmes (tableau 7), notamment en adoptant récemment des dispositions législatives contre les structures extraterritoriales, qui font obligation aux entreprises participant à des procédures d'appel d'offres de divulguer pleinement la structure effective de leur capital. Un protocole d'accord a été signé entre la République slovaque et l'OCDE en janvier 2017 pour approfondir la coopération entre les deux parties afin de renforcer la transparence et de

combattre la corruption. La première initiative prise dans ce cadre a été une invitation adressée à l'OCDE par le cabinet du premier Ministre slovaque, qui l'a priée de réaliser un examen des dispositions législatives relatives à la lutte contre la corruption et à établir une cartographie des risques connexes pour l'intégrité. À la cette fin, l'OCDE a choisi d'examiner les lois relatives à la lutte contre la corruption concernant la protection des lanceurs d'alerte, l'exercice des fonctions publiques, ainsi que l'audit et l'inspection des services publics. L'évaluation de ces lois et les propositions de mesures qui en résulteront offriront au gouvernement slovaque différentes options pour combler les lacunes de la législation, et des bonnes pratiques à suivre pour renforcer l'intégrité dans le secteur public. Cette évaluation permettra également d'identifier des domaines prioritaires qui devraient faire l'objet d'analyses plus approfondies au cours de la deuxième phase de ce projet de coopération.

Graphique 18. Perception de l'efficacité du système judiciaire

Indicateurs variant sur une échelle de 0 à 10 (du degré de liberté économique le plus faible au plus élevé), 2014



1. Chacun de ces indicateurs est une des neuf composantes de la dimension « Structure juridique et protection du droit de propriété » de l'indice de liberté économique dans le monde (EFW, *Economic Freedom of the World*), qui mesure le degré de liberté économique observé dans cinq grands domaines : taille de l'État, structure juridique et protection du droit de propriété, accès à une monnaie saine, liberté de commerce international et réglementation. Ces indicateurs sont fondés sur l'évaluation subjective, par des dirigeants locaux d'entreprises, de leur système judiciaire.
2. Moyenne non pondérée des données présentées.

Source : Institut Fraser, *Indice de liberté économique dans le monde* (www.freetheworld.com).

Tableau 7. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant l'amélioration du système judiciaire et la lutte contre la corruption

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
<p>Renforcer l'efficacité et l'indépendance du système judiciaire. Développer les capacités du système judiciaire, notamment en investissant dans l'informatique.</p>	<p>Un nouveau code de procédure civile est entré en vigueur en juillet 2016. La législation proposée vise à assurer une meilleure application de la Loi et à raccourcir les délais des procédures judiciaires.</p> <p>Plusieurs projets informatiques ont été, ou sont en cours, de mise en œuvre. Il s'agit notamment de dématérialiser les services judiciaires, les dossiers des tribunaux, et les registres de faillite et les listes des entreprises exclues des procédures de marchés publics.</p> <p>Un code de déontologie à l'intention des juges a été adopté à la fin 2015.</p> <p>En mars 2017, des modifications apportées à la procédure de redressement judiciaire ont permis d'améliorer les procédures d'insolvabilité en réduisant les possibilités de remise de dette, sauf en cas d'accord librement conclu avec le créancier.</p> <p>En novembre 2016 ont été adoptées de nouvelles règles concernant les saisies pour améliorer les procédures d'exécution des créances.</p>
<p>Appliquer l'intégralité des dispositions de la législation anticorruption. Veiller à ce que le système de passation des marchés publics permette une utilisation optimale des ressources, et poursuivre la lutte contre la corruption, notamment en garantissant une plus grande transparence.</p>	<p>Le service national de lutte contre la corruption a élaboré un « Guide méthodologique de détection et d'enquête applicable aux faits de corruption et autres infractions pénales connexes ». Ce guide à usage interne est en application depuis janvier 2015.</p> <p>Une nouvelle loi visant à protéger les lanceurs d'alerte est entrée en vigueur début 2015.</p> <p>Un programme de lutte contre la corruption a également été approuvé par le gouvernement en juillet 2015. Depuis novembre 2015, une nouvelle loi sur la passation de marchés publics accorde une importance croissante à la préparation des marchés, à l'application de critères de qualité, et au calcul des coûts sur l'ensemble du cycle de vie.</p> <p>Depuis janvier 2017, de nouvelles dispositions législatives contre les structures extraterritoriales font obligation aux entreprises de divulguer pleinement la structure effective de leur capital.</p>

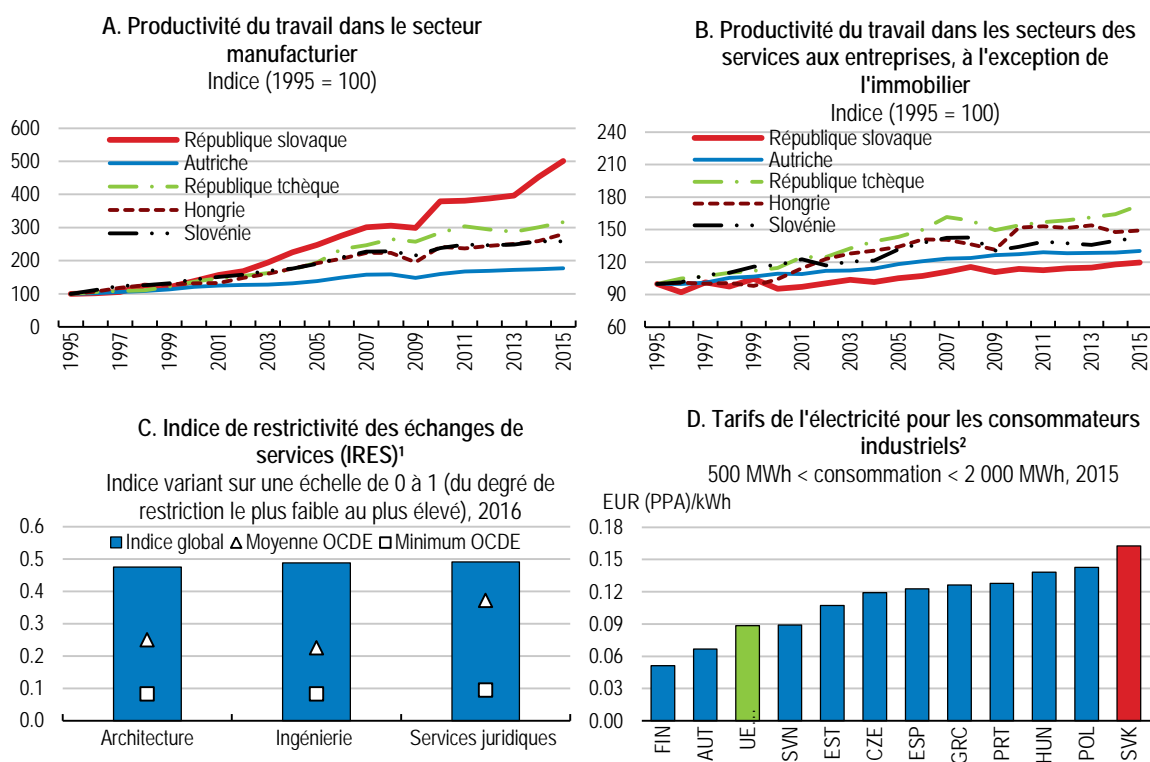
Améliorer encore l'environnement des entreprises dans les secteurs non exportateurs

27. La République slovaque est en retard sur ses voisins d'Europe centrale pour ce qui est de l'évolution de la productivité au cours des deux dernières décennies dans les secteurs non exportateurs, ce qui reflète le dualisme de son économie (graphique 19, parties A et B). Les producteurs locaux de services ont peu bénéficié de l'intégration du secteur manufacturier au sein des chaînes de valeur mondiales. Malgré les progrès remarquables accomplis dans la réglementation des marchés de produits depuis 2008, les évaluations *ex post* de la réglementation sont trop peu nombreuses, et les obstacles à la création d'entreprise sont encore considérables dans plusieurs secteurs de services (tableau 8). Les services professionnels, tels que les prestataires de services juridiques, les architectes et les ingénieurs, dans lesquels la concurrence étrangère est plus limitée que dans la moyenne des pays de l'OCDE, pâtissent de cette situation (OECD, 2015b ; EC, 2017) (partie C). Dans les cabinets d'avocats, par exemple, l'intégralité des parts doit être détenue par des avocats inscrits au barreau local, qui doivent également figurer au nombre des membres du conseil d'administration. En outre, seules les personnes qui répondent aux critères de résidence et de

nationalité imposés par la République slovaque peuvent être habilités à exercer les professions d'architecte et d'ingénieur.

28. De plus, la forte participation de l'État dans de nombreuses industries de réseau en dépit de la privatisation de Slovak Telecom en 2015 semble avoir une incidence négative sur les services offerts. Les prix de l'électricité, du gaz et des télécommunications mobiles facturés aux entreprises sont élevés (OECD, 2015c ; Eurostat, 2017) (partie D). La concurrence dans le secteur de l'électricité est relativement faible du fait de la complexité et de l'opacité du cadre réglementaire, ce qui crée des obstacles au développement de la production et au transport transfrontalier d'électricité, et n'encourage ni les gains de productivité, ni la baisse des prix (EC, 2017). En outre, les prix payés par les consommateurs finaux intègrent des coûts qui ne sont pas directement liés à la production, au transport ou à la distribution de l'électricité, mais au soutien accordé, par exemple, aux activités d'extraction de lignite (dans la mesure où la réglementation impose à certains producteurs d'acheter cet intrant à un prix supérieur à celui du marché), avec des effets dommageables tant sur l'économie que sur l'environnement. Les subventions aux prix du lignite payées par ses consommateurs représenteront 95.4 millions EUR en 2017, ou 3.5 % du prix final moyen de l'électricité acquitté par les ménages.

Graphique 19. L'environnement des entreprises



1. Ces calculs sont fondés sur la Base de données de l'Indice de restrictivité des échanges de services (IRES). La base de données de l'IRES couvre les mesures fondées sur le principe de la nation la plus favorisée (NPF), tandis que les accords commerciaux préférentiels ne sont pas pris en compte.
2. Prix hors taxes et prélèvements.

Sources : OCDE (2017), *Statistiques sur la productivité* (base de données) ; Indice de restrictivité des échanges de services, Base de données de l'OCDE sur l'industrie et les services ; et Eurostat (2017), *Statistiques sur le prix de l'énergie*.

Tableau 8. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les réformes des marchés de produits

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
Assouplir la réglementation des services professionnels et du commerce de détail.	Aucune mesure n'a été prise.
Réduire le coût des formalités administratives et rendre la réglementation plus favorable aux entreprises. établir un calendrier de mesures visant à réduire les obstacles à l'activité des entreprises. Renforcer les analyses d'impact de la réglementation.	<p>Depuis 2015, les coûts administratifs des obligations déclaratives sont mesurés chaque année, dans le but d'alléger la charge administrative qui pèse sur les entreprises, tel qu'il ressort des discussions avec les entrepreneurs et des rapports internationaux sur l'environnement des entreprises. Ainsi, en août 2015, une nouvelle forme de société (société par actions simplifiée) a été créée afin de faciliter la création de start-ups et d'assouplir les relations entre les actionnaires.</p> <p>Un cadre méthodologique unifié d'analyse d'impact de la réglementation est entré en vigueur en octobre 2015. Des consultations doivent, entre autres mesures, être menées avec les parties intéressées avant l'élaboration des textes réglementaires.</p>
Renforcer la concurrence dans les industries de réseau. Faire en sorte que la réglementation des prix ne fasse pas obstacle à l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché de l'énergie. Renforcer l'indépendance de l'autorité de régulation des télécommunications.	La réglementation des prix au sens de la Loi sur les industries de réseau a été alignée sur la législation européenne. L'office de réglementation des industries de réseau établit des prix plafond, qui intègrent l'ensemble des coûts et un niveau de bénéfices adéquat, sur le segment réglementé de l'offre de services aux usagers vulnérables.
Céder la participation résiduelle de l'État dans l'opérateur historique de télécommunications. Continuer à faire entrer des capitaux privés dans les entreprises exerçant des activités de production et de commercialisation de l'électricité ainsi que de commercialisation du gaz.	La participation de 49 % de l'État dans l'opérateur Slovak Telecom a été cédée en 2015.

29. Le dualisme de l'économie slovaque se reflète également dans les performances de ses entrepreneurs et de ses PME, qui opèrent le plus souvent dans des secteurs traditionnels non exportateurs. La structure d'entreprise la plus courante en Slovaquie est la PME, et nombre de ces petites et moyennes entreprises se caractérisent par une activité peu innovante et une faible productivité. Pourtant, les PME peuvent participer activement à l'instauration d'une croissance plus vigoureuse et plus inclusive, puisqu'elles emploient plus de 70 % de la population active (OECD, 2016b). Cela nécessite de réduire l'écart de productivité existant entre les entreprises, grandes pour la plupart, situées à la frontière technologique et les PME (Saia *et al.*, 2015). Une nouvelle législation visant à promouvoir des programmes d'aide aux PME plus simples et mieux structurés, notamment du point de vue des procédures administrative, est entrée en vigueur en 2017 (EC, 2017). Cette initiative mérite d'être saluée, à condition qu'elle soit bien ciblée et n'aboutisse pas à soutenir des entreprises non viables, et qu'elle s'accompagne d'une amélioration de l'accès des PME aux financements, qui constitue l'une des conditions essentielles à la libération du potentiel d'innovation et d'accroissement de la productivité de ces entreprises. Cet accès est particulièrement difficile pour les PME slovaques, qui dépendent excessivement du crédit bancaire, puisque les écarts de taux d'intérêt sur les prêts sont relativement grands comparés à ceux dont bénéficient les entreprises plus grandes, les rejets de demandes de prêts sont fréquents et l'accès au capital-risque limité (OECD, 2016b).

Améliorer le fonctionnement du marché du travail

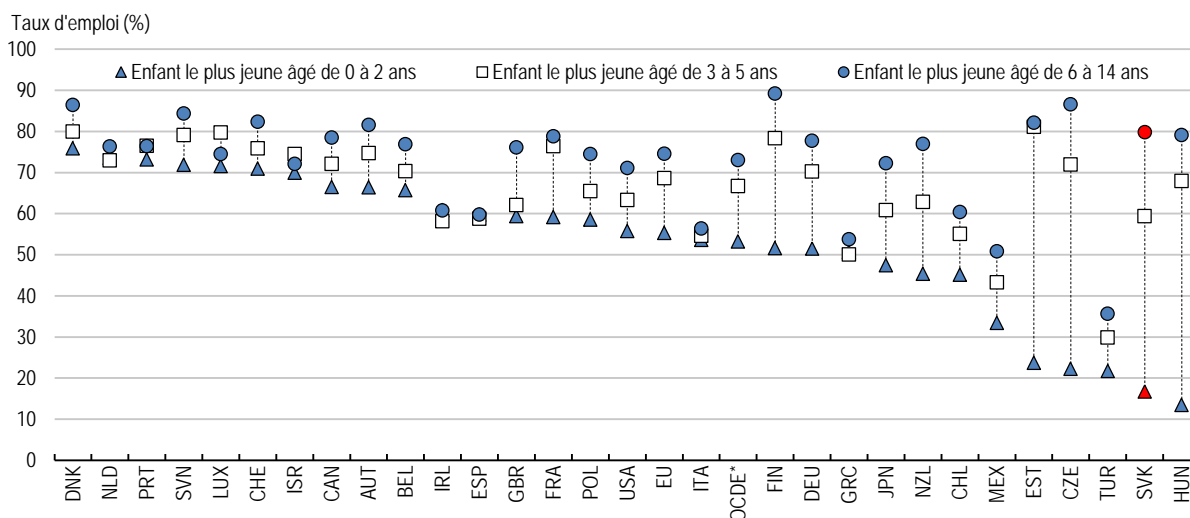
30. Des réformes sont nécessaires pour donner aux femmes et aux groupes défavorisés de plus amples possibilités d'améliorer et de réaliser leur potentiel sur le marché du travail, afin de rendre la croissance beaucoup plus inclusive. Il faut par conséquent déterminer quels sont les obstacles à l'emploi qui peuvent être levés. Malgré des avancées récentes, les taux d'emploi restent inférieurs à la moyenne de l'OCDE, en particulier parmi les femmes ayant des enfants en bas âge (graphique 20) et dans les groupes défavorisés, notamment la population rom. Le taux de chômage de longue durée est également élevé, et les résultats sur le plan professionnel varient considérablement selon les régions.

Encourager les femmes à entrer sur le marché du travail

31. En règle générale, les femmes qui ont de jeunes enfants restent éloignées du marché du travail pendant de longues périodes : la Slovaquie est l'un des pays de l'OCDE où le congé parental est le plus long, et il est pris majoritairement par les mères (graphique 21, partie A). Cela dit, c'est surtout le manque de structures d'accueil des jeunes enfants qui tend à dissuader leurs mères de chercher un emploi. Rares sont les structures qui prennent en charge les enfants de moins de trois ans, de sorte que seulement 3 % des enfants de cette tranche d'âge fréquentent une garderie, contre plus de 30 % en moyenne dans la zone OCDE (partie B). Dans ces conditions, les jeunes ménages sont souvent obligés de choisir entre emploi et garde des enfants à domicile. Ces absences prolongées du marché du travail amoindrissent le capital humain des personnes concernées et nuisent à leurs perspectives de carrière.

Graphique 20. Les mères de jeunes enfants tendent à se retirer du marché du travail

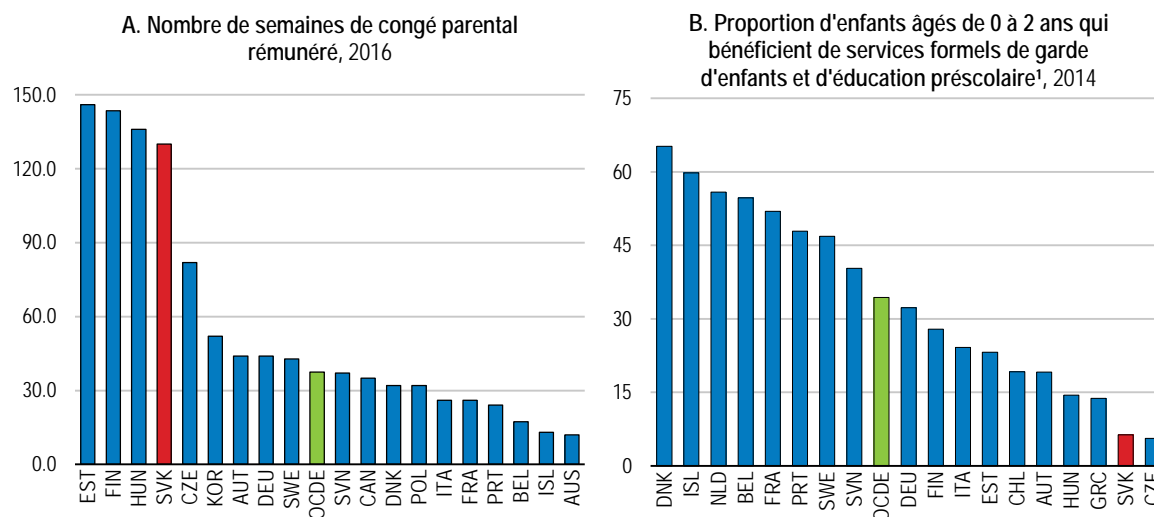
Taux d'emploi (%) des mères suivant l'âge de leur plus jeune enfant, 2014



Note : L'agrégat OCDE correspond à 29 de ses pays membres.

Source : Base de données de l'OCDE sur la famille.

Graphique 21. Les mères de jeunes enfants se heurtent à des contre-incitations au travail



1. Les données portent sur les enfants qui fréquentent une garderie ou un établissement préscolaire (public ou privé) et ceux qui sont gardés par une assistante maternelle agréée. Elles ne couvrent pas les services informels fournis par des proches, des amis ou des voisins, que ces services soient ou non rémunérés.

Sources : Base de données de l'OCDE sur la famille (2017).

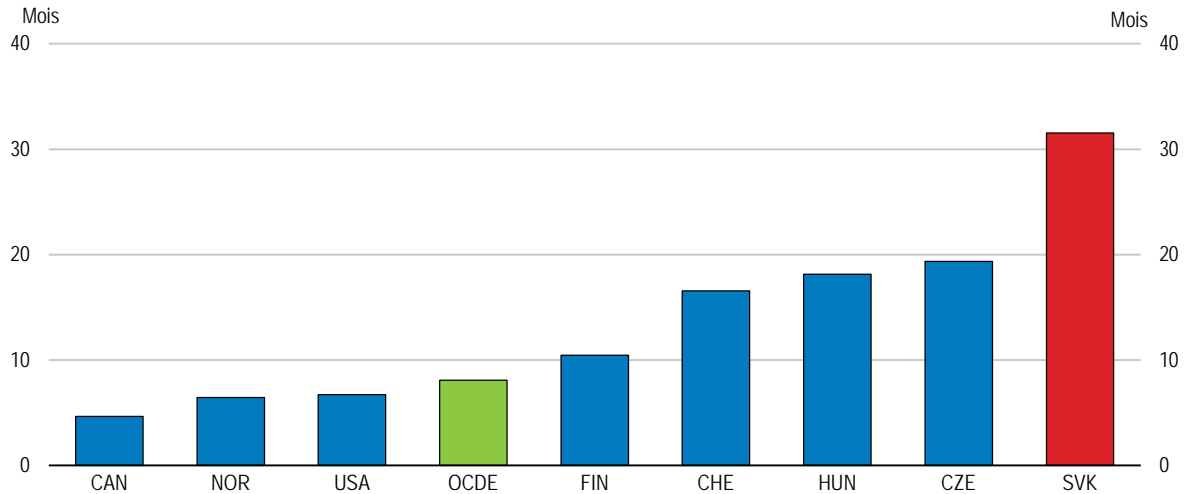
32. Pour des raisons culturelles, il paraît politiquement difficile de réduire la durée du congé parental ; cependant, pour rééquilibrer le partage du travail rémunéré et du travail non rémunéré entre les sexes et encourager les femmes à retourner sur le marché du travail, il conviendrait de réserver une partie du congé parental aux pères. En Islande, où une réforme de ce type a été mise en œuvre, la part du congé parental prise par les pères a grimpé de 3 % à environ 35 % (OCDE, 2011a). De plus, le renforcement du rôle des pères dans les soins aux enfants est associé à une augmentation du taux de fécondité et à un meilleur développement ultérieur de l'enfant (Feyrer *et al.*, 2008 ; Cools *et al.*, 2015). Pour qu'une telle politique produise le maximum d'effets, il faudra étendre le réseau de structures d'accueil des tout-petits à une cadence beaucoup plus rapide. L'une des voies d'accès des mères au marché du travail est le travail à temps partiel, peu répandu en Slovaquie (3 % des salariés du pays travaillent à temps partiel, contre 20 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE). Le développement de l'emploi à temps partiel dans le secteur public pourrait faire des émules dans le secteur privé.

Réduire le chômage de longue durée

33. L'autre grand défi pour le marché du travail est d'intégrer les chômeurs de longue durée et les travailleurs peu qualifiés dans l'emploi. Malgré la hausse de l'emploi, plus de 60 % des chômeurs le sont depuis plus d'un an et la durée moyenne du chômage atteint environ 30 mois – soit la durée la plus longue parmi les pays de l'OCDE (graphique 22).

Graphique 22. L'ampleur du chômage de longue durée est considérable

Durée moyenne du chômage en mois, 2015

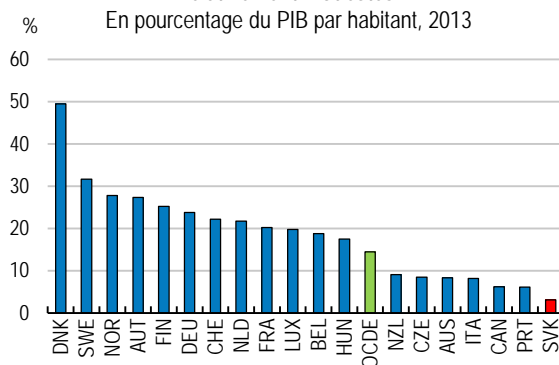


Source : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (base de données).

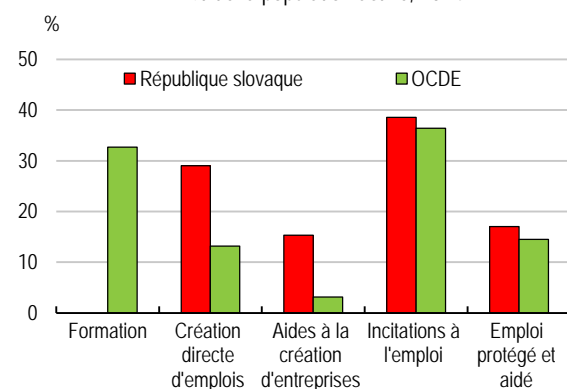
34. Les dépenses au titre des politiques actives du marché du travail (PAMT) – qui recouvrent notamment la formation et l'aide à la recherche d'emploi – sont modestes par comparaison avec les autres pays de l'OCDE (graphique 23, partie A), et la formation fait figure de parent pauvre à cet égard, alors que l'expérience d'autres pays montre que celle-ci peut être efficace (Card *et al.*, 2015). À l'inverse, le programme de travaux d'intérêt public (qualifiés de « travaux d'activation »), qui est très utilisé en République slovaque pour les personnes peu qualifiées et les chômeurs de longue durée, n'a pas permis d'améliorer leurs perspectives d'emploi (Hidas *et al.*, 2016). Ce résultat va dans le sens de ce qu'ont pu constater d'autres pays : la participation à ce type de dispositif peut réduire la probabilité de trouver un emploi après la fin du programme, en raison d'un effet de verrouillage qui détourne les participants des activités de recherche d'emploi et de formation (Card *et al.*, 2015 ; Duell *et al.*, 2010). Par conséquent, comme l'ont déjà recommandé les *Études* précédentes, il y a lieu de renforcer les mesures de formation et de n'opter pour un programme de création d'emplois qu'en dernier recours, lorsqu'il n'y a pas d'autre option (OECD, 2012) (tableau 9). Le deuxième cycle du projet d'optimisation des ressources, qui se focalise sur les dépenses liées au marché du travail, sera l'occasion de mettre ces changements en œuvre et d'améliorer l'efficacité des PAMT.

Graphique 23. Les dépenses au titre des politiques actives du marché du travail sont faibles

A. Les dépenses au titre des programmes actifs du marché du travail par chômeur sont relativement modestes



B. Répartition des participants aux programmes actifs du marché du travail



Source : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (base de données).

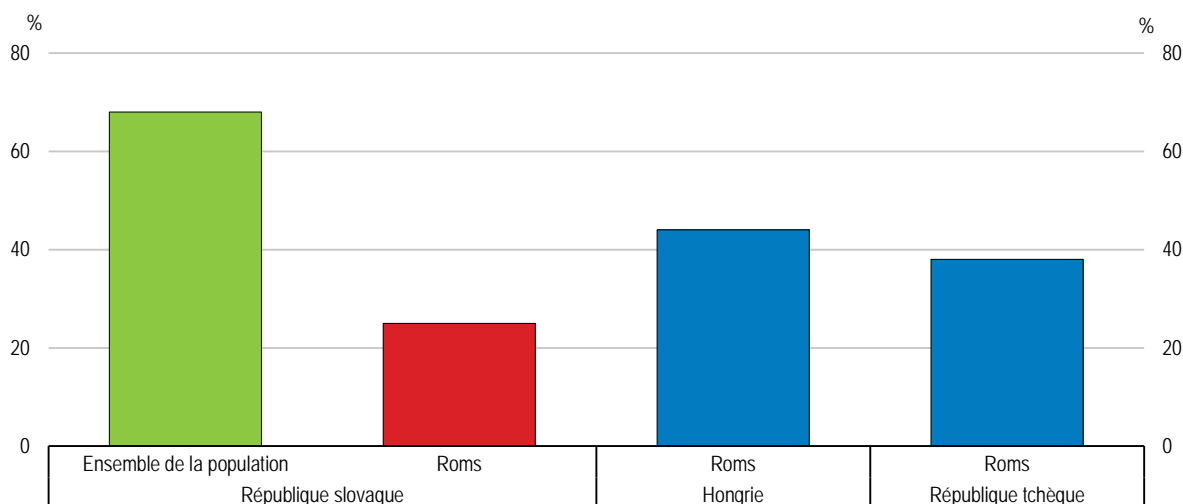
Tableau 9. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant le marché du travail

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
Étoffer les dispositifs de formation et d'aide à la recherche d'emploi, et supprimer progressivement les programmes de travaux d'intérêt public.	En octobre 2014, les autorités ont mis en place un nouveau programme de formation et de préparation au marché du travail qui individualise les formations de reconversion. Des modifications apportées à la Loi sur les services de l'emploi entrées en vigueur le 1 ^{er} janvier 2016 et le 1 ^{er} mai 2017 ont pour objectif d'améliorer l'accès des demandeurs d'emploi à la formation et d'élargir la gamme des mesures disponibles.
Procéder à des évaluations systématiques des PAMT et accroître les dépenses consacrées aux programmes dont l'efficacité est avérée. Continuer de tester les nouveaux programmes à l'aide de projets-pilotes avant leur mise en œuvre au niveau national.	Les dépenses liées aux PAMT ont fait l'objet d'une évaluation menée entre la fin de 2016 et le début de 2017. Ses résultats ont été publiés, mais les changements préconisés n'ont pas encore été mis en œuvre. Un plan d'action destiné à améliorer l'intégration des chômeurs de longue durée sur le marché du travail a été rendu public au début de 2017.

Améliorer l'intégration des Roms

35. Les Roms forment de longue date un groupe particulièrement vulnérable et mal intégré. Leur taux d'emploi est de seulement 25 % et ils sont lourdement affectés par le chômage de longue durée. Leurs résultats professionnels sont très inférieurs à ceux de l'ensemble de la population, mais aussi à ceux des Roms des pays voisins (graphique 24). Ces difficultés sont imputables à une formation inadéquate, un environnement social médiocre et de fortes discriminations (Bartoš *et al.*, 2014 ; Machlica *et al.*, 2014). Les Roms vivent majoritairement dans des régions rurales, beaucoup d'entre eux ne parlent pas le slovaque, et leurs enfants sont rarement préscolarisés (Gatti *et al.*, 2016 ; UNDP, 2012). En outre, les jeunes Roms sont surreprésentés dans les écoles spécialisées, conçues pour des enfants handicapés, même si une initiative a été lancée en 2015 pour éviter que les élèves roms ne soient mal diagnostiqués et dirigés à tort vers une école spécialisée (chapitre 1). Pour remédier à ce problème social, les autorités doivent adopter une approche pluridimensionnelle compte tenu de la persistance du retard accusé par les Roms et de la complexité des facteurs qui le sous-tendent.

Graphique 24. Le taux d'emploi des Roms est faible
2015



Source : UE (2016), *Second European Union Minorities and Discrimination Survey, Roma – Selected Findings*, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

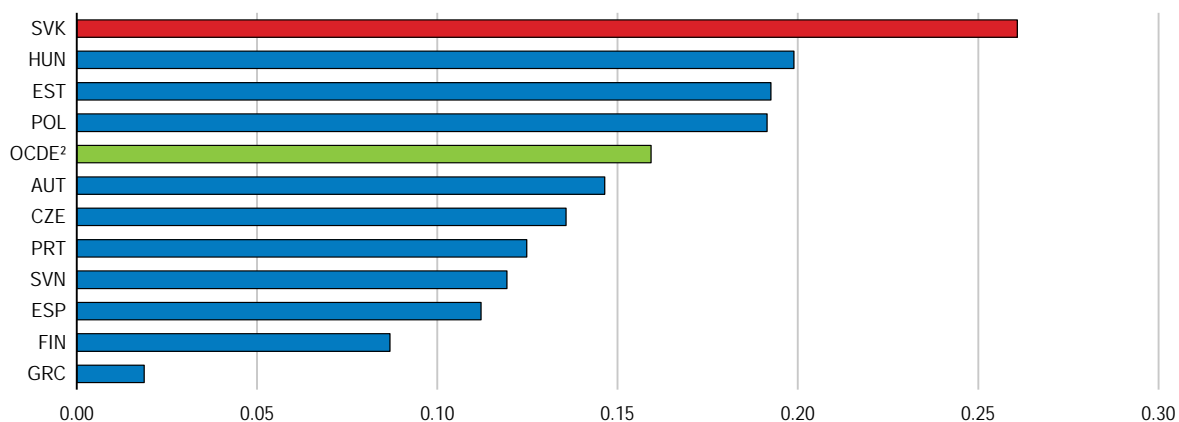
36. Le gouvernement a reconnu la nécessité d'améliorer l'intégration des Roms, afin de leur donner un sentiment d'appartenance à la société et d'alléger les futures dépenses de protection sociale. Dans cet objectif, il a mis en place en 2012 une stratégie couvrant l'emploi, l'éducation, les soins de santé et le logement. Compte tenu des progrès limités accomplis à ce jour, il a récemment établi un plan d'action plus spécifique et détaillé et augmenté les financements de 0.4 % du PIB pour la période 2016-18 (Ministry of Interior, 2017). Il lui faudra sans doute déployer des efforts supplémentaires, et notamment mettre en œuvre des politiques du marché du travail ciblées, promouvoir un enseignement de qualité (chapitre 1) et encourager la préscolarisation des enfants roms (les taux de préscolarisation sont deux fois moins élevés dans la population rom que dans la l'ensemble de la population). Il serait ainsi souhaitable de rendre l'éducation préscolaire obligatoire, comme l'ont fait plusieurs autres États membres de l'UE comme la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie. En Hongrie, où la scolarisation est obligatoire à partir de trois ans, le taux de fréquentation de l'école maternelle est pratiquement identique chez les enfants roms et non-roms. En tout état de cause, des transferts monétaires conditionnels (TMC) pourraient améliorer le taux de préscolarisation des enfants issus de familles pauvres, comme c'est le cas au Brésil. Les évaluations empiriques des programmes de TMC et les expériences menées sur le terrain ont mis en évidence des effets positifs sur la fréquentation scolaire (EC, 2014a). En 2009, par exemple, la Hongrie a lancé un programme qui visait à accroître la fréquentation de l'école maternelle chez les enfants défavorisés âgés de 3 et 4 ans ; il en a effectivement résulté une hausse de la fréquentation (Kertesi and Kézdi, 2013). Enfin, les statistiques sur les Roms sont médiocres et peu fiables, et des données de meilleure qualité permettraient d'améliorer la conception et l'évaluation des programmes qui leur sont destinés (EC, 2016b).

Encourager l'approfondissement du marché du logement locatif pour améliorer la mobilité de la main-d'œuvre et réduire les déséquilibres régionaux

37. Les inégalités régionales figurent parmi les plus fortes de la zone OCDE : entre Bratislava et le reste de la partie occidentale du pays et les régions à la traîne du centre et de l'est, les écarts de PIB par habitant sont substantiels (graphique 25). Ce problème a fait l'objet d'un examen approfondi dans *l'Étude* de 2014 (OECD, 2014a), qui indiquait que les déséquilibres régionaux se manifestaient en premier lieu par des différences marquées de fonctionnement du marché du travail (graphique 26, partie A). Face à cette situation, les autorités ont adopté en 2016 plusieurs plans d'action destinés à aider 12 des 79 districts les plus touchés par un chômage élevé sur la période allant jusqu'à 2020. L'objectif est de soutenir la croissance et l'emploi dans ces régions en accordant une attention particulière aux communautés roms marginalisées, les mesures prises dans cette optique consistant à améliorer les infrastructures municipales, à adopter des mesures de formation spécifiques pour les jeunes, et à promouvoir l'entrepreneuriat ainsi que les avantages comparatifs de ces districts.

Graphique 25. Inégalités économiques entre régions

A. Coefficient de Gini des inégalités de PIB par habitant entre les régions¹, 2013



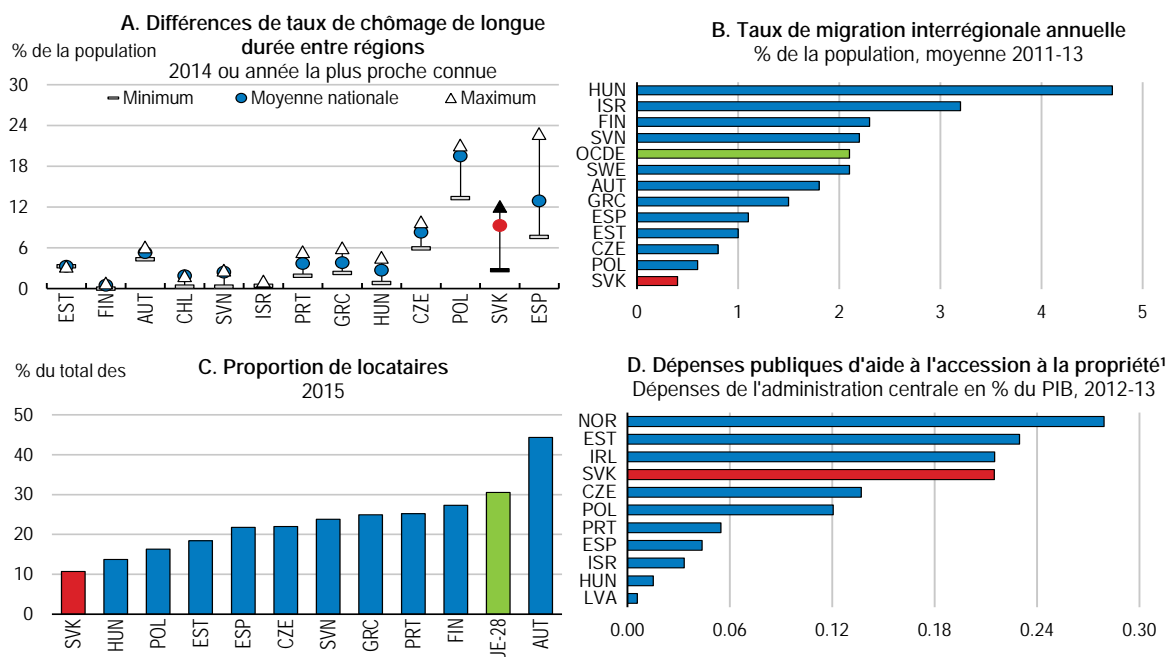
B. PIB par habitant à prix courants, 2014



1. Le coefficient de Gini est calculé pour le PIB régional par habitant, chaque région se voyant attribuer la même pondération quelle que soit sa taille. Le coefficient de Gini varie sur une échelle de zéro (correspondant à une égalité parfaite) à un : plus sa valeur est élevée, plus les inégalités sont importantes entre les régions.
2. Moyenne non pondérée.

Source : OCDE (2016), *Panorama des régions de l'OCDE 2016*.

Graphique 26. Indicateurs de mobilité interrégionale et du logement



1. Les données sont issues du Questionnaire de l'OCDE de 2014 sur le logement abordable et social, à l'exception des données sur la Slovaquie, qui proviennent du document de P. Harvan *et al.* (2016). Pour l'Espagne, les données sur les dépenses relatives à certains instruments d'action sont manquantes et le montant indiqué correspond à une estimation basse.

Source : OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données) ; OCDE (2016), *Panorama des régions 2016* ; A. Salvi del Pero, W. Adema, V. Ferraro et V. Frey, « Policies to promote access to good-quality affordable housing in OECD countries », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 176, Éditions OCDE ; P. Harvan, A. Jevčák, P. Pontuch et V. Solanič, « The Impact of Rapid Credit Growth on Slovakia's Housing Market », *Economic Brief*, n° 006, Commission européenne, décembre.

38. Ces disparités au regard du marché du travail s'expliquent en partie par la très faible mobilité des travailleurs, elle-même liée au manque de logements locatifs (Andrews *et al.*, 2011) (graphique 26, partie B). En 2013, la location représentait moins de 10 % du marché immobilier (partie C). À cause de la pénurie de logements locatifs, les habitants des régions à la traîne peuvent difficilement, pour des raisons financières, saisir les possibilités d'emploi qui s'offrent ailleurs. Comme le recommandait la précédente *Étude*, le développement du secteur locatif améliorerait la mobilité inter-régionale et l'accès à l'emploi (tableau 10). Il profiterait tout particulièrement aux jeunes (25-34 ans), qui n'ont pas les moyens d'acheter un logement (Harvan *et al.*, 2015).

39. La réduction des incitations financières à l'accès à la propriété et le rééquilibrage de la réglementation des droits des propriétaires et des locataires favoriseraient l'approfondissement du secteur locatif. Il faudrait notamment réorienter les subventions à l'accès à la propriété existantes (graphique 26, partie D) vers le marché locatif, par exemple en instaurant une allocation soumise à conditions de ressources pour les jeunes. La réglementation actuelle du marché locatif favorise les locations de courte durée (jusqu'à deux ans), qui ne représentent pas une véritable option de substitution à la propriété ; et par ailleurs, les baux à durée indéterminée existants protègent excessivement les locataires contre le risque d'éviction, même en cas de non-paiement des loyers, ce qui décourage l'offre de logements locatifs (Vagac, 2013 ; Harvan *et al.*, 2015).

40. La réforme du marché locatif slovaque semble justifiée et a déjà été recommandée dans les précédentes *Études*. L'adoption de réglementations contribuant à faire de la location à moyen terme une option de logement plus fiable encouragerait le développement d'un marché du logement locatif privé plus étendu et plus stable. En ce sens, il serait judicieux d'allonger la durée de bail minimale à plus de deux ans et de conditionner le droit des propriétaires d'expulser leurs locataires à des motifs bien spécifiques (par exemple, uniquement si le locataire ne paie pas ses loyers ou si le propriétaire

souhaite vendre ou occuper le logement). Pour améliorer la prévisibilité des loyers, une solution consisterait à plafonner l'augmentation annuelle maximale du loyer pendant la durée du bail – même si, à terme, cette mesure risque de maintenir les loyers à des niveaux trop bas et, par voie de conséquence, de limiter l'offre de logements locatifs. Le fait de lier la hausse des loyers à la conjoncture économique et d'autoriser les propriétaires à réajuster le montant du loyer pour les nouveaux locataires atténuerait ce problème. L'instauration de procédures légales d'expulsion relativement rapides en cas de non-paiement des loyers ou de destruction de biens contribuerait aussi probablement à atténuer les goulets d'étranglement au niveau de l'offre de logements locatifs.

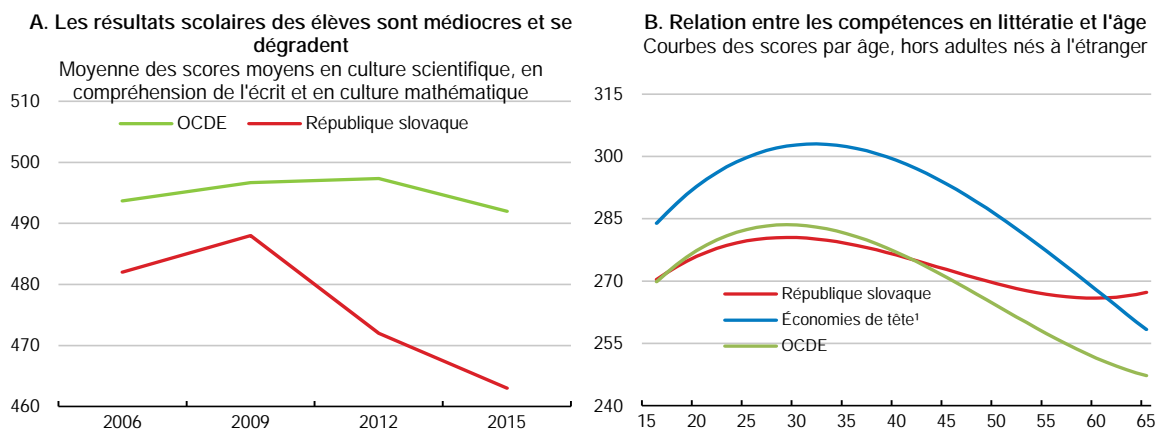
Tableau 10. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant le secteur du logement

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
Pour développer le marché du logement locatif, supprimer progressivement les aides à l'accession à la propriété et élargir le champ d'application des allocations logement soumises à conditions de ressources. Supprimer les aides versées aux jeunes pour l'achat d'un logement, la prime d'État au titre de l'épargne logement et les prêts hypothécaires à taux bonifié.	Les conditions des prêts accordés aux communes à l'appui du développement du logement locatif social sont plus favorables depuis janvier 2016.
Assouplir les contrats de location et encourager le recours aux contrats à durée déterminée renouvelables.	Aucune mesure n'a été prise.

Améliorer les compétences pour mieux répondre aux besoins du marché du travail et favoriser une croissance inclusive de la productivité

41. Les résultats de la Slovaquie sur le plan de l'enseignement sont inférieurs à ceux de la moyenne des pays de l'OCDE, et le système éducatif prépare mal les jeunes aux changements qui touchent le marché du travail. Les résultats des élèves de 15 ans aux évaluations du PISA sont médiocres en comparaison des autres pays et se sont détériorés au fil du temps (graphique 27, partie A). La Slovaquie est également à la traîne en ce qui concerne les compétences des jeunes, dont les résultats en littératie sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE et beaucoup plus faibles que ceux des pays de l'OCDE les mieux placés (partie B). De plus, un grand nombre de personnes ont une très faible aptitude à résoudre les problèmes et ne savent pas utiliser les technologies de l'information et des communications (TIC). Un quart de la population adulte n'a aucune notion d'informatique (PIAAC – Rapport national, 2013), ce qui est problématique en raison de l'importance croissante des compétences en TIC, liée au développement de l'économie numérique.

Graphique 27. Compétences des adultes en littératie et en résolution de problèmes



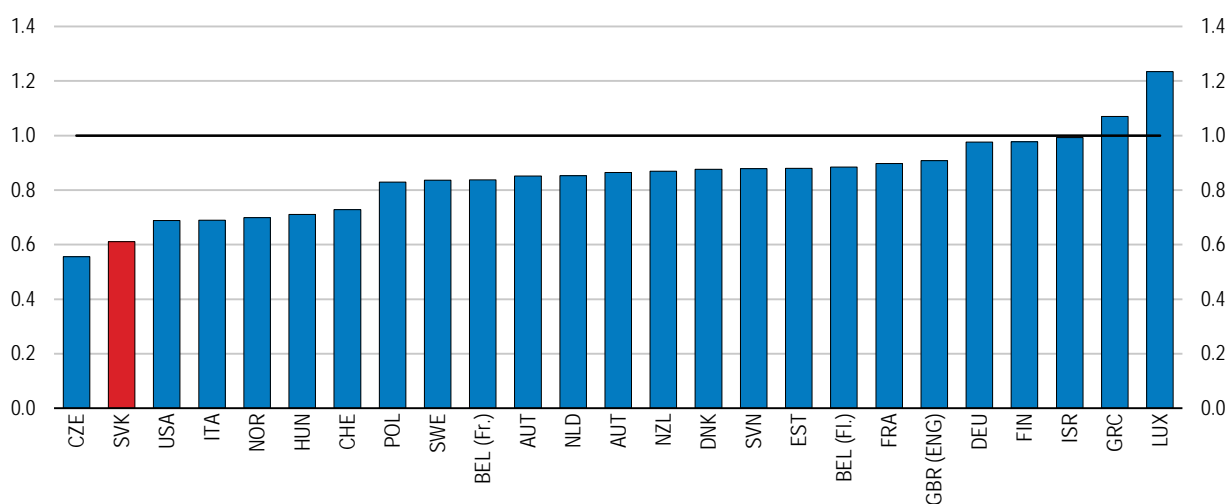
1. Moyenne non pondérée des données relatives à l'Australie, à la Finlande, au Japon, aux Pays-Bas et à la Nouvelle-Zélande.

Source : OCDE (2016), *L'importance des compétences. Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes* ; OCDE (2013), *Les perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013. Premiers résultats de l'évaluation des compétences des adultes* ; OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I). L'excellence et l'équité dans l'éducation*.

42. La qualité des résultats de l'apprentissage est subordonnée à la présence d'enseignants très qualifiés et motivés (Chetty *et al.*, 2014). Or, les enseignants slovaques sont mal payés, même par rapport aux autres salariés du pays (graphique 28), et seulement 4 % d'entre eux déclarent que leur profession est bien considérée par la société (OECD, 2013b). Conscient du problème, le gouvernement a augmenté les salaires des enseignants de 5 % par an au cours de la période de quatre ans qui s'est achevée en 2015, puis de 10 % en deux étapes en 2016. En outre, il s'est engagé à les revaloriser de 6 % par an en moyenne entre 2016 et 2020, sous réserve que soient engagées de nouvelles réformes structurelles destinées à améliorer la qualité de l'enseignement (tableau 11). Bien que la rémunération ne soit pas l'unique déterminant de la qualité des enseignants, de nouvelles hausses seront nécessaires pour pouvoir attirer des étudiants de qualité dans cette profession. Il serait bénéfique de subordonner les hausses de salaires prévues, voire des augmentations plus conséquentes, à une amélioration de la qualité de l'enseignement en faveur des enfants défavorisés. Il faudrait que davantage d'enseignants prennent part à des activités de développement professionnel (ils sont actuellement moins de trois sur quatre à le faire chaque année) et que la qualité de ces activités soit aussi améliorée. Dans d'autres pays de l'OCDE, le perfectionnement professionnel dirigé, qui consiste à fournir aux enseignants des instructions précises et un retour d'information spécifique régulier, sous la tutelle d'un responsable pédagogique, a produit des effets très positifs (Fryer, 2016). Il serait également possible d'améliorer la qualité de l'enseignement en recourant davantage aux TIC.

Graphique 28. Les enseignants slovaques figurent parmi les plus mal payés de l'OCDE

Ratio entre le salaire moyen des enseignants¹ et celui des diplômés de l'enseignement supérieur âgés de 25 à 64 ans, 2014



1. Salaires des enseignants du premier cycle de l'enseignement secondaire dans les filières générales des établissements publics, primes et indemnités comprises.

Source : OCDE (2016), *Regards sur l'éducation 2016 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Tableau 11. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant l'enseignement

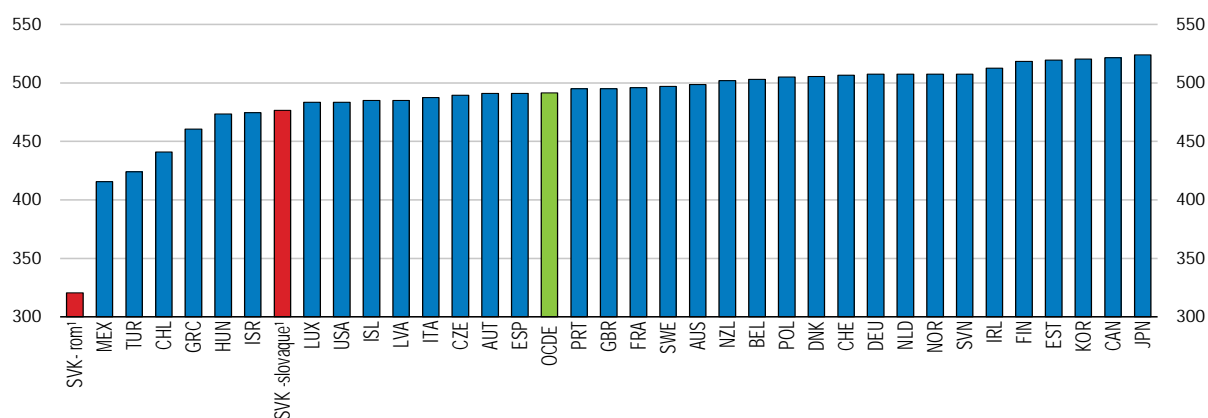
Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
<p>Revaloriser la rémunération des enseignants et prendre des mesures structurelles visant à renforcer l'efficacité du système. Améliorer l'utilisation des évaluations disponibles pour repérer les établissements présentant des dysfonctionnements et les pratiques exemplaires.</p>	<p>Les salaires des enseignants ont été revalorisés de 5 % par an au cours de la période de quatre ans qui s'est achevée en 2015 puis de 10 % en deux étapes en 2016. Le gouvernement s'est engagé à revaloriser les salaires des enseignants de 6 % par an en moyenne entre 2016 et 2020, sous réserve que soient engagées de nouvelles réformes structurelles destinées à améliorer la qualité de l'enseignement.</p>
<p>Renforcer sur les plans quantitatif et qualitatif le système d'éducation de la petite enfance, et veiller à ce que les enfants issus de milieux socio-économiques défavorisés puissent largement y accéder, en particulier les jeunes Roms.</p>	<p>En 2015, le gouvernement a augmenté les financements alloués aux écoles maternelles, permettant la création de plus de 5 000 nouvelles places dans ces écoles. Des aides au développement des capacités d'accueil préscolaire seront fournies aux communes où la ségrégation est la plus forte.</p>
<p>Attirer davantage les diplômés de l'enseignement secondaire technique dans le supérieur : concevoir des programmes courts (2 à 3 ans) à vocation professionnelle. Instaurer des droits de scolarité en les associant à des prêts remboursables en fonction des revenus futurs. Faciliter l'entrée de nouveaux établissements dans le secteur. Subordonner davantage les dotations budgétaires accordées aux universités à leurs résultats.</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise. Des normes d'homologation des nouveaux programmes à vocation professionnelle sont en cours d'élaboration.</p>
<p>Mieux inciter les employeurs à consacrer davantage de moyens et de temps à la formation. Prendre des initiatives destinées à favoriser la reconnaissance des compétences acquises dans le cadre de formations non formelles. Instaurer un dispositif de chèques-formation afin d'encourager la participation à la formation continue.</p>	<p>Les groupes de travail mobilisés autour de la nouvelle loi sur la formation continue discutent actuellement de la conception de ces chèques-formation.</p>

43. Le niveau de formation en République slovaque est relativement élevé, puisque près de deux tiers des adultes ont au moins achevé le deuxième cycle du secondaire (contre 40 % en moyenne dans la zone OCDE). Néanmoins, la politique éducative devrait prévoir des aides spéciales pour les élèves issus d'un milieu défavorisé, en particulier les Roms, dans la mesure où l'origine des élèves est un déterminant particulièrement important de la réussite scolaire en Slovaquie (OECD, 2016d). Les résultats des élèves roms sont considérablement plus faibles que ceux de la population non rom (graphique 29). C'est pourquoi il faudrait inciter davantage les enseignants qualifiés et chevronnés à enseigner dans des régions défavorisées, par exemple en leur octroyant des indemnités spéciales ou des aides en nature. Parallèlement, les élèves en difficulté devraient pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté à leurs aptitudes et leurs besoins, ce qui suppose d'augmenter le nombre d'assistants d'enseignement, en particulier d'assistants parlant le romani.

44. Tout comme le renforcement de la R-D (qui ne représente actuellement qu'environ 1 % du PIB), la réorganisation de l'enseignement supérieur permettrait à la Slovaquie de monter en gamme sur les chaînes de valeur mondiales et stimulerait la croissance de la productivité dans une économie mondiale de plus en plus axée sur la connaissance. Les établissements d'enseignement supérieur slovaques ne forment pas suffisamment de travailleurs qualifiés pour satisfaire les besoins du marché du travail (graphique 30). Selon une évaluation internationale, la qualité de l'enseignement supérieur est l'une des plus médiocres de l'OCDE (U21, 2016). Elle est même faible par rapport aux autres pays de la région : les pays voisins comptent beaucoup plus d'universités bien classées dans les palmarès internationaux que la Slovaquie, et un nombre croissant d'étudiants slovaques talentueux préfèrent étudier à l'étranger (voir ci-dessous). La part de ces étudiants est l'une des plus élevées relevées dans les pays de l'OCDE. Beaucoup d'entre eux choisissent de faire leurs études en République tchèque dans la mesure où, de l'avis de la majorité des étudiants interrogés (82 %), les établissements tchèques dispensent un enseignement de meilleure qualité (Koucky, 2015).

Graphique 29. Les résultats scolaires des élèves roms sont médiocres

Scores moyens aux tests du PISA en culture mathématique et en compréhension de l'écrit, 2015

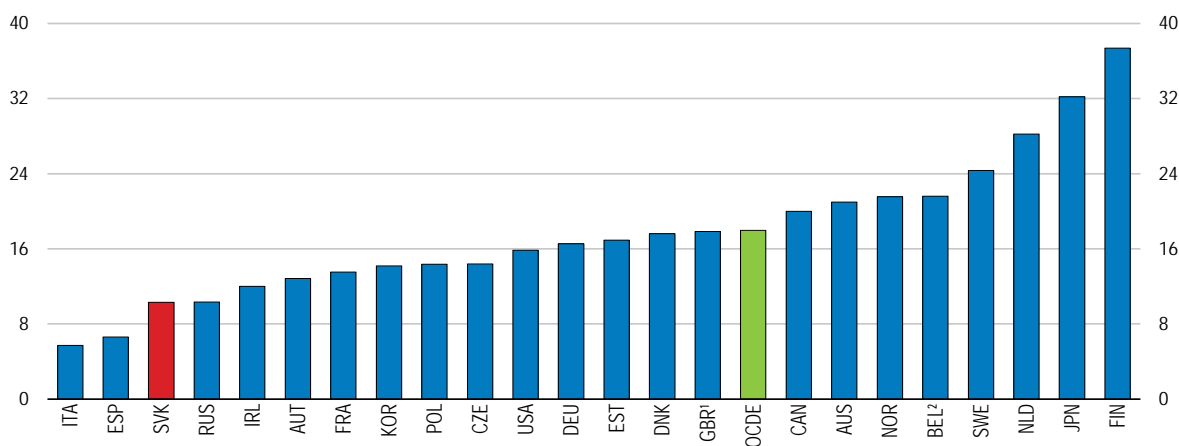


1. Chaque groupe est défini par le fait que ses membres parlent la même langue à la maison.

Source : OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I). L'excellence et l'équité dans l'éducation* ; et calculs effectués par l'OCDE à partir de la Base de données PISA 2015.

Graphique 30. Peu de jeunes adultes ont un niveau élevé de compétences en littératie

Pourcentage d'adultes âgés de 24 à 35 ans se situant au niveau 4 ou 5 de l'échelle de compétences en littératie utilisée dans le cadre du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC), 2012



1. Angleterre et Irlande du Nord uniquement.

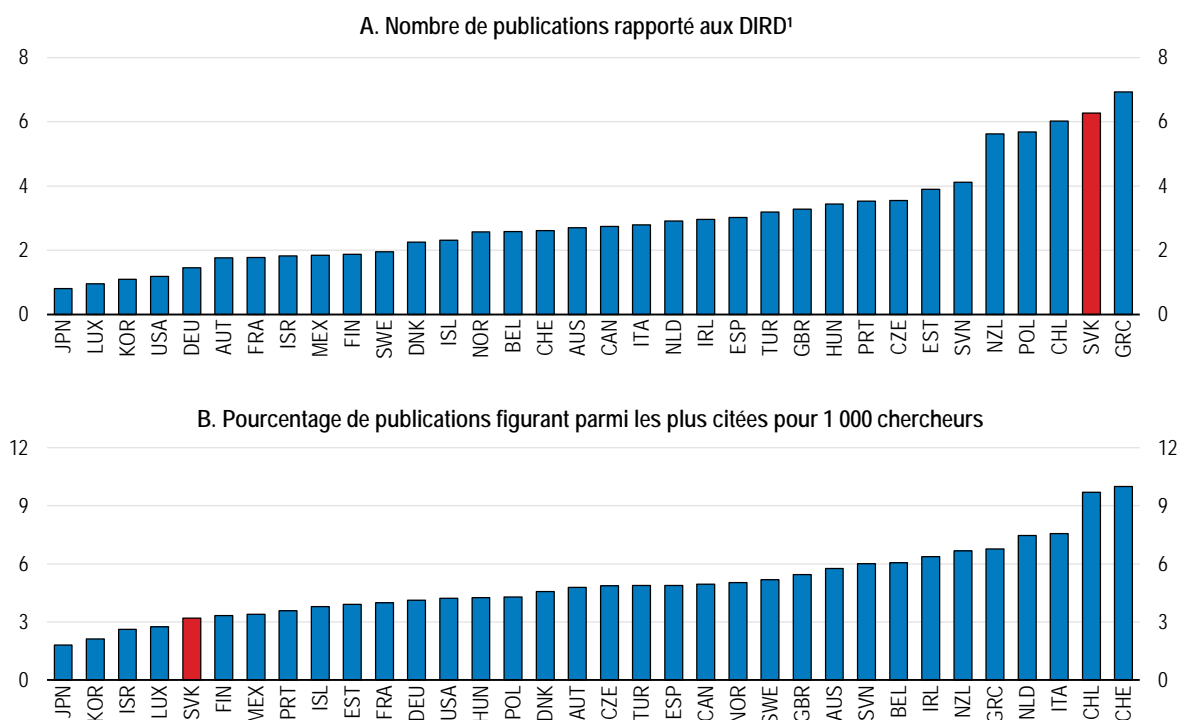
2. Flandre uniquement.

Source : D. Haugh, Y. Jin et A. González Pandiella (2016), « Growing together: Towards a more inclusive Ireland », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1293.

45. La qualité de la recherche universitaire pourrait être amplement améliorée. Le volume de publications est important, mais relativement peu de chercheurs parviennent à produire des publications citables qui peuvent prétendre à l'excellence (graphique 31). Bien que le financement de l'enseignement supérieur dépende en partie des résultats obtenus en matière de recherche, aucune distinction nette n'est établie lors des évaluations entre les recherches de qualité élevée et les recherches de qualité moindre (Ministry of Education, 2016). Pour améliorer la qualité de la recherche, il faudrait renforcer la transparence et l'autonomie du Comité d'accréditation, responsable de l'assurance de la qualité (EC, 2015b). Ce Comité devrait être indépendant du ministère de l'Éducation et ses membres ne devraient avoir aucun lien avec les établissements qu'ils évaluent (ENQA, 2013). De plus, les financements devraient favoriser les travaux de recherche reconnus au plan international.

Graphique 31. Les chercheurs slovaques produisent beaucoup de publications, mais leur qualité moyenne est médiocre

Nombre de publications et pourcentage de publications parmi les 10 % les plus citées au monde, moyenne 2003-12



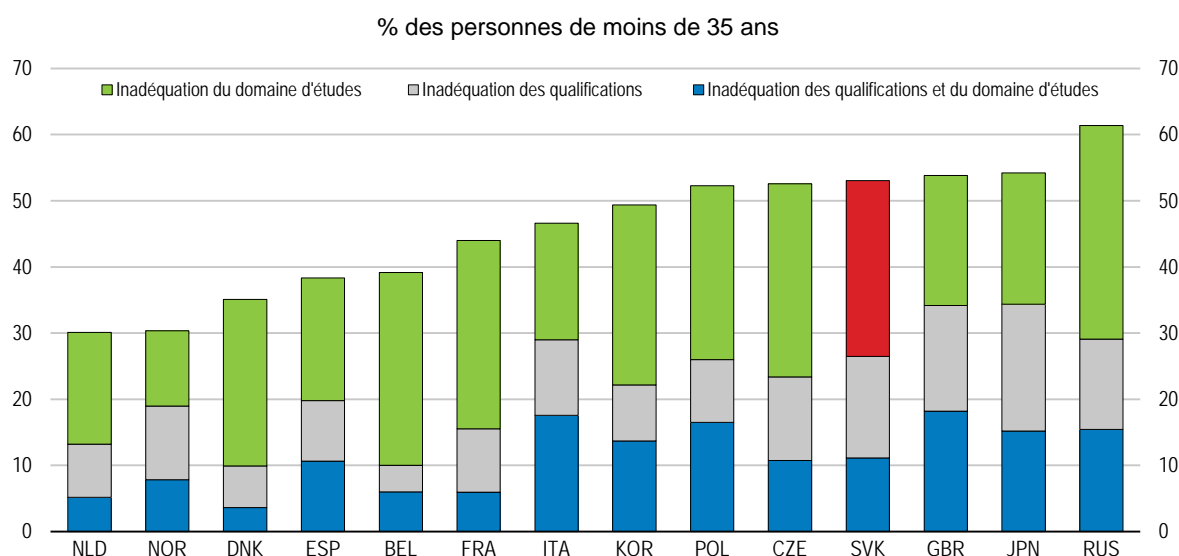
1. Dépenses intérieures brutes de recherche-développement (DIRD) en millions USD constants, calculées à partir de parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes.

Source : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE de la science et technologie et de la R-D* (base de données) ; OCDE (2015), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2015*. L'innovation au service de la croissance et de la société ; et ScimagoJR (<http://www.scimagojr.com>).

46. Autre défi majeur pour le système d'enseignement supérieur slovaque : la nécessité de renforcer ses liens avec le marché du travail. Les transferts de connaissances et la collaboration avec le marché du travail sont parmi les plus faibles de l'OCDE (WEF, 2016). La majorité des étudiants suivent des études orientées vers la théorie et manquent d'expérience professionnelle, ce qui ralentit l'acquisition des compétences. Un tiers seulement des étudiants du supérieur acquièrent une expérience professionnelle au cours de leurs études, l'une des proportions les plus faibles parmi les pays de l'OCDE. De surcroît, la plupart d'entre eux travaillent dans un domaine sans rapport avec leur discipline et l'inadéquation des compétences en Slovaquie est plus marquée que dans les autres pays de l'OCDE (graphique 32).

47. Dans la plupart des pays de l'OCDE, le secteur des entreprises participe plus activement à la gouvernance et aux processus pédagogiques que ce n'est le cas en Slovaquie, notamment en ce qui concerne les établissements supérieurs de formation professionnelle. Pour stimuler la coopération entre les entreprises et les écoles, une solution consisterait à mettre en place des programmes de licence à vocation professionnelle de courte durée (trois ans). Par ailleurs, les autorités pourraient envisager de lier le financement aux résultats obtenus sur le marché du travail. Une rétribution financière pourrait être accordée aux écoles qui coopèrent avec le secteur privé dans les domaines de la recherche ou de la formation pratique. Dans certains pays, les institutions reçoivent une fraction significative des subsides publics qui leur sont alloués au travers de programmes de développement liés à des objectifs spécifiques de la politique publique (OECD, 2008a). Il pourrait également être utile d'inciter les étudiants à travailler dans des domaines en lien avec leurs études pour qu'ils acquièrent des compétences pratiques. Par exemple, les écoles pourraient être encouragées à accorder aux étudiants des crédits académiques supplémentaires en contrepartie de leur participation à des formations en milieu de travail.

Graphique 32. L'inadéquation des qualifications et des domaines de formation est importante parmi les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

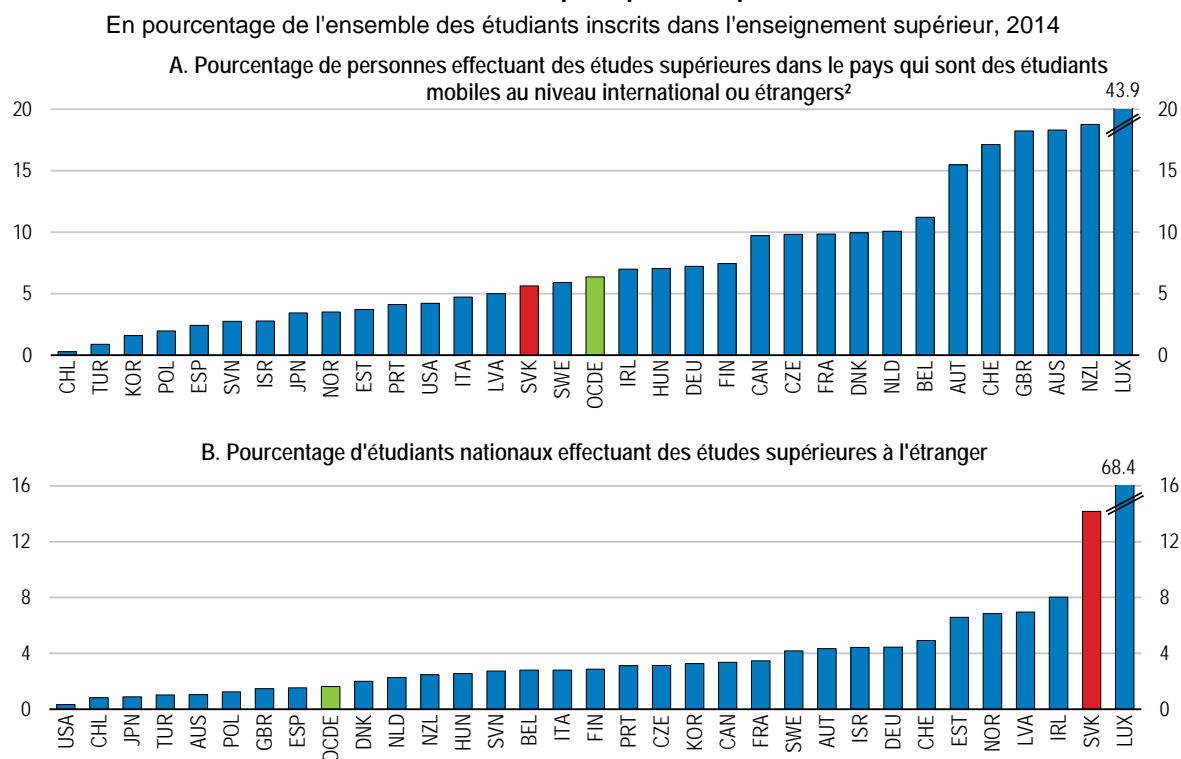


Source : OCDE, Évaluation des compétences des adultes réalisée dans le cadre du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) en 2012.

48. Un autre moyen d'accroître l'offre de travailleurs qualifiés consiste à faire venir de la main-d'œuvre étrangère. Mais en réalité, la République slovaque se heurte actuellement au problème inverse, à savoir l'émigration de ses jeunes talents. Ce phénomène s'explique dans une large mesure par l'importance des écarts de salaire, qui ne pourront être corrigés qu'à travers un long processus d'élévation de la productivité slovaque et, par suite, des salaires réels. En attendant, le gouvernement devrait concentrer ses efforts sur les Slovaques qualifiés qui travaillent à l'étranger, les migrants de retour dans leur pays pouvant importer avec eux des compétences, des réseaux et un capital financier qui contribueront à activer l'innovation et la croissance locales (OECD, 2008b). Il existe actuellement deux programmes publics d'incitation aux migrations de retour, mais leur impact est pour l'instant limité (voir chapitre 1). Les autorités devraient étoffer ces dispositifs et les rendre plus efficaces, en ciblant plus particulièrement les travailleurs qualifiés. En outre, le gouvernement devrait élaborer une stratégie globale permettant de maintenir les liens avec la vaste communauté d'expatriés. Dans ce contexte, il faudrait mettre en place un système d'information pour favoriser les interactions avec la diaspora établie à l'étranger et faciliter sa mobilisation. Ce système devra s'efforcer d'entrer en contact les émigrants rapidement après leur départ, étant donné que la probabilité de retour diminue après cinq années passées à l'étranger (Pungas *et al.*, 2012).

49. Pour attirer davantage de travailleurs qualifiés, il y a également lieu d'assouplir la législation sur l'immigration. La République slovaque étant membre de l'Espace économique européen (EEE), les possibilités de faire venir des migrants qualifiés sont limitées pour les ressortissants de pays extérieurs à l'EEE. Néanmoins, ces immigrants potentiels pourraient aussi être découragés par certaines règles strictes de la législation slovaque sur l'immigration. Les conditions d'octroi de la Carte bleue, qui confère aux migrants très qualifiés originaires de pays non européens des droits de résidence et des permis de travail spéciaux, sont plus strictes que dans les autres pays de l'UE, et seuls les ressortissants de pays de l'UE peuvent postuler pour un emploi dans le service public (voir chapitre 1). Une initiative récente actuellement débattue au parlement propose d'alléger ces réglementations pour les travailleurs originaires de pays extérieurs à l'UE. Cette mesure est la bienvenue et devrait faire en sorte que les lois et règles concernées se rapprochent des meilleures pratiques existantes (OECD, 2014b). De même, le gouvernement devrait redoubler d'efforts pour attirer les étudiants internationaux, qui peuvent exercer un effet positif sur l'offre de travailleurs qualifiés dans la mesure où, en moyenne, un tiers des étudiants internationaux décident de rester dans le pays d'accueil après avoir obtenu leur diplôme (OECD, 2011b). Cependant, l'enseignement supérieur slovaque attire moins d'étudiants internationaux que les autres pays de l'OCDE (graphique 33). Aussi, les autorités nationales devraient-elles augmenter l'offre de programmes d'enseignement supérieur en langue étrangère et renforcer les programmes de bourse pour les étudiants étrangers talentueux.

Graphique 33. Beaucoup d'étudiants slovaques font leurs études à l'étranger alors que peu d'étrangers étudient en République slovaque



1. 2013 pour le Canada.

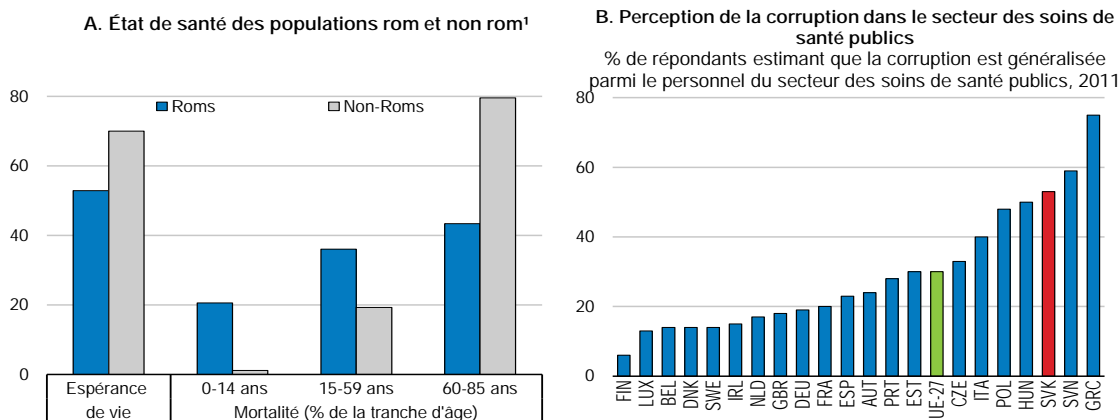
2. Les étudiants mobiles au niveau international sont ceux qui ont quitté leur pays d'origine dans l'intention d'étudier à l'étranger. Les étudiants étrangers sont des étudiants qui ne sont pas ressortissants du pays où ils effectuent leurs études, mais qui peuvent être nés dans ce pays ou y résider depuis longtemps.

Source : OCDE (2016), *Regards sur l'éducation 2016. Les indicateurs de l'OCDE*.

Améliorer le bien-être et le développement durable

50. Pour les autorités nationales, le défi n'est pas seulement de stimuler la croissance économique mais aussi d'améliorer le bien-être des citoyens et de rendre la croissance plus inclusive et plus durable. De fait, depuis l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, le gouvernement slovaque, comme les gouvernements des autres pays de l'OCDE, s'est engagé à atteindre une série d'objectifs de développement durable couvrant un large éventail de

Graphique 35. Inégalités sur le plan de la santé et mauvaise gestion perçue



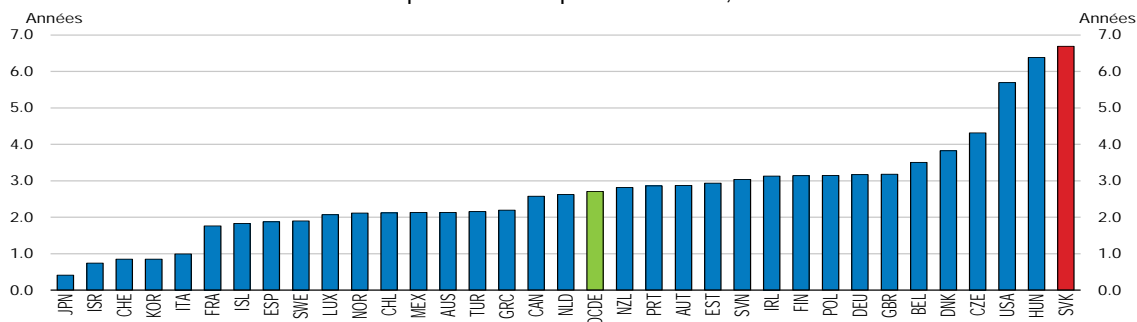
1. Recherches fondées sur un travail de terrain mené dans trois régions où la communauté rom représente 10 à 25 % de la population totale.

Source : Commission européenne (2012), *Special Eurobarometer 374: Corruption* (travail de terrain réalisé en septembre 2011) ; et B. Gavurová *et al.* (2014), « Meranie zdravia a zdravotných rizík vo vybraných rómskych osadách na Slovensku – fakty a reflexie », in *Nerovnosť a chudoba v Európskej únii a na Slovensku*, 22-24 octobre, Košice.

52. La Slovaquie pourrait enregistrer des gains d'espérance de vie moyenne à la naissance bien plus élevés que les autres pays de l'OCDE si ses dépenses médicales étaient aussi efficaces que celles des pays les plus performants (graphique 36). Les personnes en bonne santé sont plus productives et plus actives, s'absentent moins de leur travail et ont une période d'activité professionnelle plus longue, ce qui se traduit par des revenus et un niveau de bien-être plus élevés sur la durée de la vie. L'efficacité doit également être encouragée dans un souci de maîtrise des dépenses publiques de soins de santé, qui sinon augmenteront à mesure que la population vieillira (Filko *et al.*, 2012). L'amélioration de la santé des populations défavorisées est un autre objectif important, car cela contribuera à réduire le taux élevé de mortalité évitable et, à terme, favorisera l'inclusivité. Toutefois, pour améliorer les résultats sanitaires – en particulier ceux des groupes vulnérables – tout en maîtrisant les dépenses, il faudra entreprendre des réformes dans plusieurs domaines. Conscient de cette nécessité, après les élections de 2016, le nouveau gouvernement a présenté 26 projets de réformes visant à remédier à plusieurs des déficiences du système de santé slovaque, comme indiqué ci-après.

Graphique 36. Gains d'efficacité potentiels dans le secteur des soins de santé

Gains potentiels d'espérance de vie¹, 2013



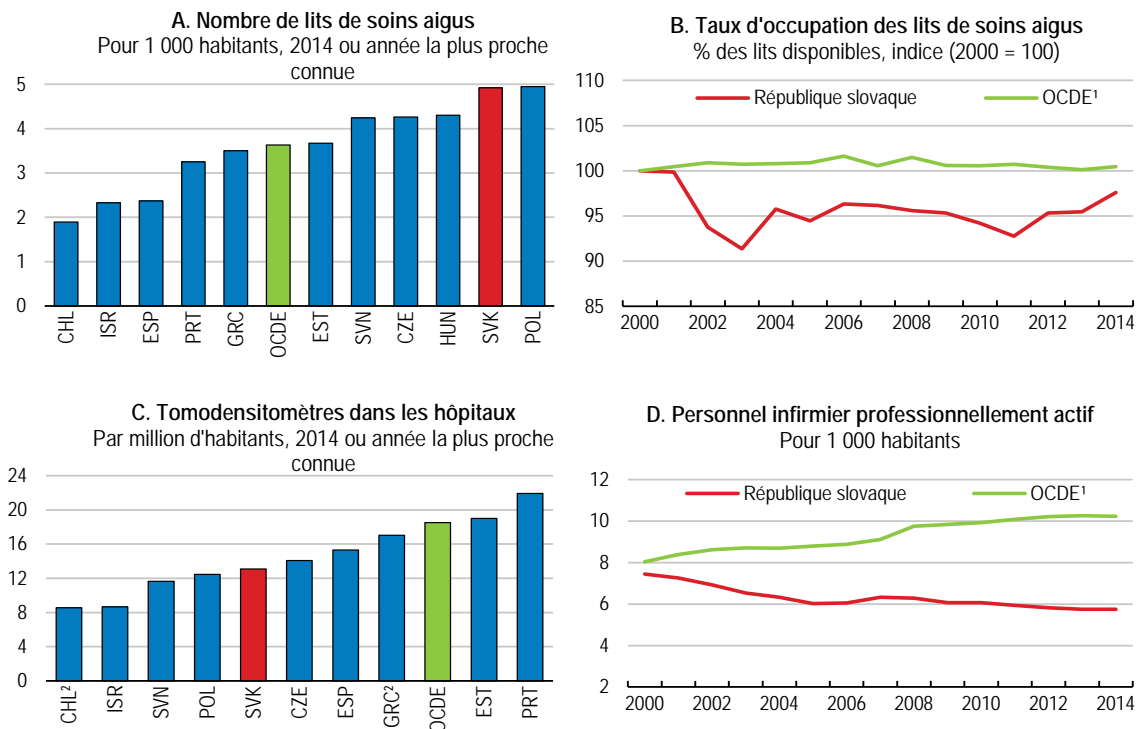
1. Une analyse par enveloppement des données (DEA) a été réalisée à partir d'un produit (l'espérance de vie à la naissance) et de deux intrants (un indicateur composite de l'environnement socioéconomique et des modes de vie et les dépenses de soins de santé). On mesure les gains potentiels qui seraient obtenus si l'on relevait le niveau d'efficacité dans un pays jusqu'au niveau correspondant à la frontière d'efficacité estimée tout en maintenant les intrants constants, en posant l'hypothèse de rendements d'échelle non croissants. Ce type d'analyse fournit une approximation raisonnable de l'efficacité relative du système de soins de santé des pays, mais la quantification des gains d'efficacité potentiels est purement indicative.

Source : R. Dutu et P. Sicari (2016), « Public Spending Efficiency in the OECD: Benchmarking Health Care, Education and General Administration », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1278, avec des estimations actualisées fournies par les auteurs.

53. Le système public d'assurance maladie comprend trois organismes d'assurance maladie, dont un organisme public qui couvre près de deux tiers de la population. Les cotisations d'assurance maladie sont fixées par la loi, et il n'existe pas de marché des assurances maladie complémentaires. Cet assureur public peut bénéficier légalement du soutien de l'État s'il accuse des pertes, en vertu des règles de l'UE, compte tenu de la nature du système slovaque d'assurance maladie qui repose de manière prédominante sur le principe de solidarité (EC, 2014b). D'un autre côté, l'État ne peut pas contrôler directement l'ensemble de la chaîne des soins de santé, et les coûts de gestion sont supérieurs à ce qu'ils seraient dans un régime à payeur unique (chapitre 2). Les travaux de recherche disponibles montrent qu'il n'existe pas de modèle optimal unique pour les soins de santé et que la sélection du modèle appliqué dépend de l'histoire et des préférences sociales du pays (OECD, 2010). Toutefois, une clarification des rôles de la concurrence régulée et du service public serait bénéfique pour le système slovaque. Dans cet esprit, le nouveau gouvernement a élaboré des projets de réformes destinés à limiter davantage les bénéfices réalisés par les organismes d'assurance maladie et distribués aux actionnaires privés de ces entités, ainsi que le permet la Constitution slovaque et le droit de l'UE, en vue de réduire leurs coûts de gestion et d'améliorer la transparence dans le secteur des soins de santé.

54. Les soins hospitaliers devraient être rationalisés. Le nombre de lits de soins aigus par habitant est élevé et leur taux d'occupation est faible (graphique 37, parties A et B). Les procédures de passation des marchés publics sont déficientes et sources de gaspillage (Zachar and Danciková, 2014), raison pour laquelle le gouvernement a décidé d'instaurer un mécanisme de prix de référence pour le matériel et les dispositifs médicaux et de centraliser les procédures d'achat de tomodensitomètres. Après les élections de 2016, les autorités ont également préparé des dispositions pour moderniser les services d'urgence et réduire les délais d'attente dans les hôpitaux, en finançant des mesures d'optimisation et d'amélioration de la gestion des lits. Malgré tout, les hôpitaux restent sous-équipés en technologies de pointe (parties C et D) (Pažitný *et al.*, 2014). Des gains d'efficacité seront réalisés si la mise en place du système de prix pour le traitement des groupes homogènes de malades (GHM), prévue en 2017, se déroule de manière transparente, ce qui suppose d'effectuer des audits pour vérifier le bon codage et la bonne tarification des GHM et d'appliquer des sanctions en cas de fraude (Shah *et al.*, 2015). La répartition géographique et la spécialisation des soins dans le réseau hospitalier doivent également être rationalisées et optimisées d'un point de vue géographique et fonctionnel, et les efforts de rationalisation des achats hospitaliers et de réduction du nombre de lits de soins aigus doivent être poursuivis encore plus énergiquement. Il faut mettre fin aux nominations politiques des directeurs d'hôpitaux et professionnaliser encore la gestion hospitalière. Découpler les salaires du personnel hospitalier, surtout des médecins, du salaire moyen dans l'ensemble de l'économie et mettre en place un système plus flexible de détermination des rémunérations, intégrant une part variable liée aux performances des hôpitaux afin d'inciter le personnel à adopter de nouvelles méthodes de travail, contribueraient à améliorer l'efficacité des hôpitaux. Cela dit, les autorités devraient envisager sérieusement d'améliorer la rémunération et les conditions de travail des infirmières, ce qui réduirait leurs incitations à émigrer.

Graphique 37. Soins hospitaliers



1. Moyenne non pondérée des données relatives à l'année connue la plus proche.

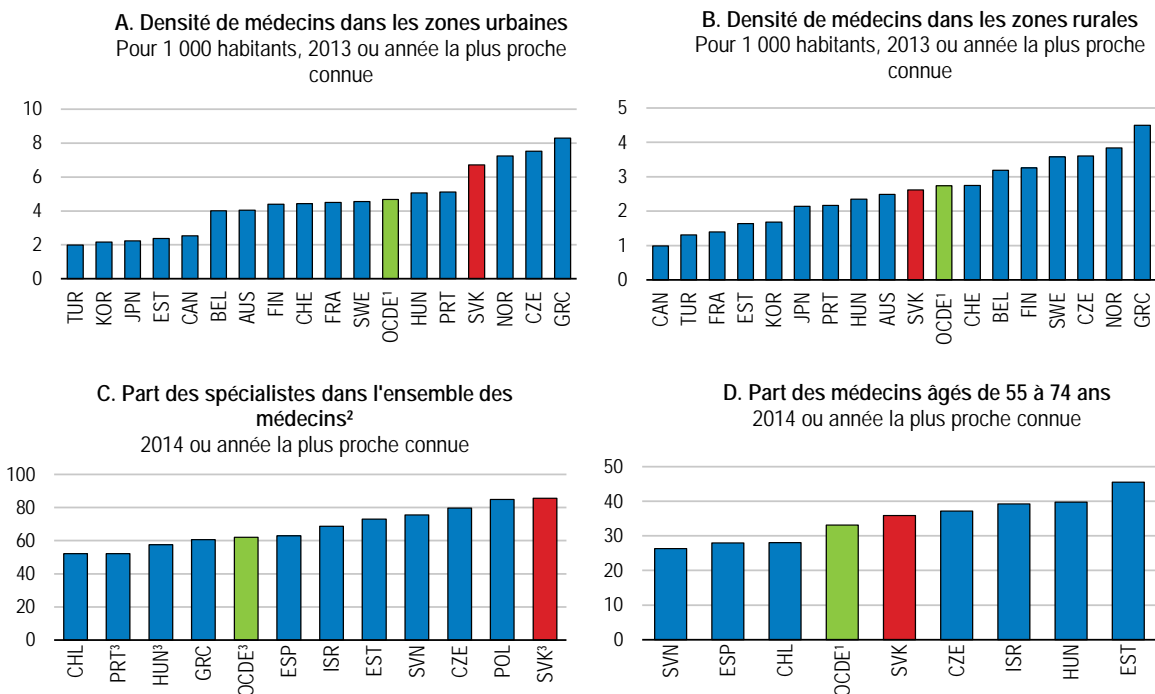
Source : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données).

55. Autre impératif crucial : améliorer l'efficacité et la qualité des soins de santé primaires. Les médecins ne sont pas uniformément répartis entre les districts urbains et ruraux du pays (graphique 38, parties A et B). La part des médecins généralistes est faible en comparaison de celle des spécialistes, et beaucoup d'entre eux sont proches de l'âge de la retraite (parties C et D). Par ailleurs, certaines restrictions s'appliquent aux compétences et au droit de prescription des généralistes, une particularité peu commune dans les pays de l'OCDE. En outre, comme ils sont essentiellement rémunérés à la capitation, les médecins sont incités à augmenter le nombre de leurs patients enregistrés – mais aussi à réduire les services qu'ils fournissent à chacun d'eux (OECD, 2016f). Selon les estimations disponibles, près de 80 % des consultations débouchent sur le renvoi du patient vers un spécialiste, ce qui représente une proportion élevée en terme de comparaison internationale et laisse à penser que les médecins généralistes ne jouent guère leur rôle de filtrage de l'accès aux soins (MoH, 2013 ; Ringberg *et al.*, 2013). En s'attaquant à ces difficultés, les autorités pourront améliorer la qualité des soins primaires, faire baisser la mortalité évitable, qui est élevée (graphique 34, partie D), et économiser sur les coûts.

56. Quelques mesures ont été prises pour remédier à ces problèmes. Opérationnel depuis 2014, le « Programme résidentiel » s'emploie à améliorer l'attractivité des professions de médecin généraliste et de pédiatre pour éviter que leurs effectifs ne déclinent sous l'effet des départs à la retraite. Les compétences des médecins généralistes sont en train d'être mises à niveau, notamment en ce qui concerne le traitement des maladies chroniques comme le diabète. Cependant, les restrictions qui s'appliquent au droit de prescription des généralistes sont anormalement strictes et devraient être levées. Il faut continuer à augmenter le nombre de places en médecine générale et en pédiatrie dans les écoles de médecine et prendre des mesures d'incitation financière pour attirer les médecins de ces catégories dans les zones rurales (OECD, 2016g). Une autre option de réforme envisageable consisterait à élargir le champ des compétences et des responsabilités du personnel infirmier, afin qu'il puisse effectuer certaines des tâches élémentaires actuellement accomplies par les généralistes. Un rééquilibrage des modes de rémunération entre paiement à la capitation et paiement à l'acte contribuerait à améliorer la prise en charge médicale des patients. Bien que des mesures positives

aient été prises récemment pour préciser la distinction entre paiements et ticket modérateur dans le cadre des relations entre patients et médecins, il faudrait revoir le barème des paiements pour certains services spécifiques, afin de s'assurer que les médecins reçoivent des incitations adéquates. Enfin, il conviendrait d'améliorer la coordination avec les spécialistes dans le contexte du suivi des protocoles cliniques standard et de faire intervenir les généralistes plus étroitement dans la prise en charge de nombreux problèmes de santé mineurs, grâce à une mise en œuvre plus rapide des dossiers médicaux personnels électroniques, actuellement prévue pour 2021.

Graphique 38. Indicateurs relatifs aux soins primaires



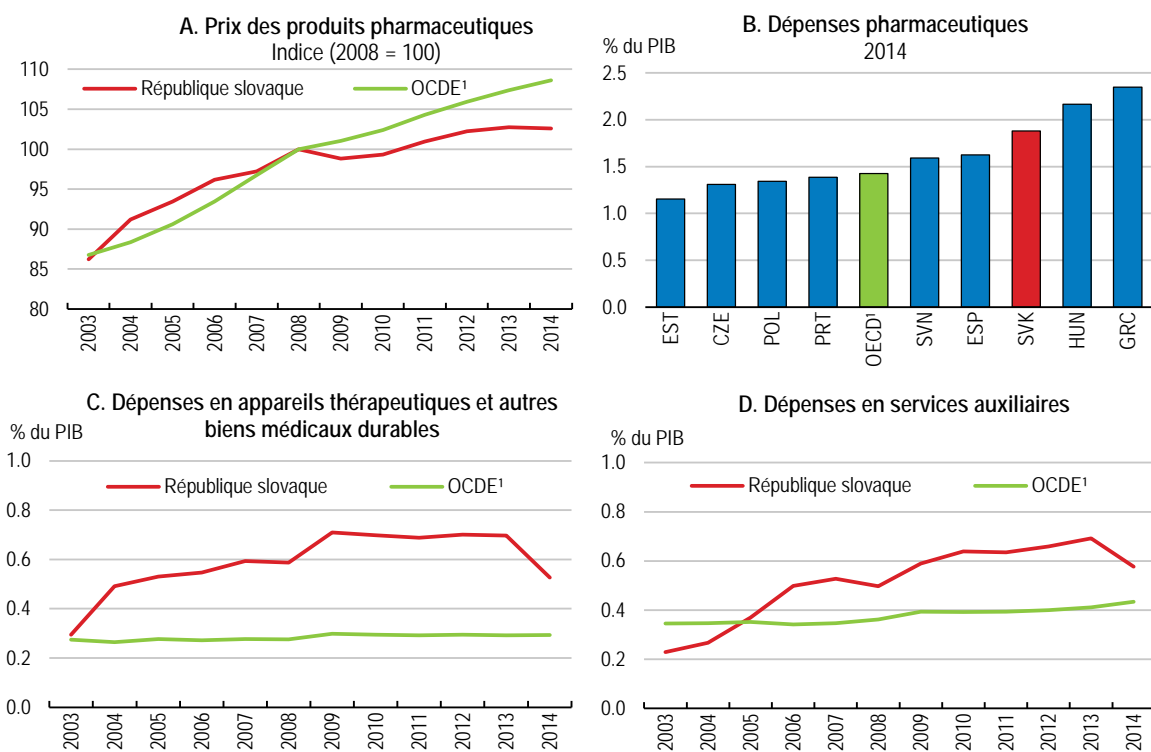
1. Moyenne non pondérée.
2. Les spécialistes comprennent les pédiatres, les obstétriciens/gynécologues, les psychiatres, les spécialistes en médecine et chirurgie et autres spécialistes.
3. 2010 pour la Hongrie et 2007 pour la République slovaque. Moyenne non pondérée des données relatives aux pays de l'OCDE pour 2014 ou l'année la plus proche. Dans le cas du Portugal, les médecins ayant plusieurs spécialités peuvent être comptabilisés plus d'une fois.

Sources : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données) ; OCDE (2015), *Panorama de la santé 2015 : Les indicateurs de l'OCDE* ; et OCDE (2013), *Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*.

57. Les efforts déployés pour réduire les dépenses pharmaceutiques et autres dépenses de soins de santé doivent être poursuivis. Des progrès ont été accomplis au cours des dernières décennies grâce à l'introduction de tickets modérateurs, à l'adoption d'un système de prix de référence et à la promotion des médicaments génériques (graphique 39, partie A). Les dépenses pharmaceutiques restent néanmoins élevées (partie B) et pourraient se révéler de plus en plus difficiles à maîtriser en raison du développement des médecines de spécialité coûteuses, qui font l'objet d'une demande croissante due l'incidence grandissante des maladies chroniques. Il sera difficile de réduire les prix encore davantage, dans la mesure où les médicaments slovaques sont déjà souvent réexportés en raison de leur faible coût. La création récente d'une agence d'évaluation des technologies de santé chargée d'analyser l'efficacité clinique, la sûreté et le rapport coût-efficacité des nouveaux dispositifs et médicaments va cependant dans le bon sens. Veiller à ce que les ordonnances électroniques soient mises en place comme prévu au cours de l'année à venir contribuera à éviter les phénomènes de surconsommation, en améliorant la coordination entre les prestataires. Les autorités devraient envisager d'interdire tous les « cadeaux » consentis par les laboratoires pharmaceutiques et d'analyse aux médecins. Enfin, des recherches mériteraient d'être conduites sur les causes du niveau élevé des dépenses en services auxiliaires de santé, y compris les analyses médicales et le transport des patients (parties C et D) (MoF, 2016b).

58. L'offre de soins de longue durée est sous-développée et fragmentée (graphique 40, partie A). Les communes, à qui incombe la fourniture de ces services, ont rarement des ressources financières suffisantes pour pouvoir répondre de manière adaptée aux besoins des personnes dépendantes, qui ont très fréquemment recours à une aide informelle. Il existe actuellement tout un échec de dispositifs d'aide à l'accès aux soins de longue durée (soins de santé, aide sociale en espèces ou en nature), qui relèvent de différents organismes et qui rendent le système opaque et difficile à comprendre pour les utilisateurs (Vagac *et al.*, 2014). La mise en place, au niveau régional, de guichets uniques dotés d'un personnel correctement formé permettrait aux usagers de se repérer plus facilement dans les méandres du système et améliorerait l'orientation des patients vers les différents services. Par ailleurs, accroître l'offre de soins à domicile assurés par des proches rémunérés en conséquence ou par des aidants professionnels correctement formés soulagerait les familles, qui supportent actuellement l'essentiel du fardeau de la dépendance, et pourrait permettre de réaliser des économies, dans la mesure où les soins à domicile peuvent être moins onéreux que les soins en établissement. Si le nombre d'aidants disponibles s'avère insuffisant, les autorités pourraient envisager d'ouvrir ce marché aux immigrés, y compris aux ressortissants de pays extérieurs à l'UE.

Graphique 39. Dépenses consacrées aux produits pharmaceutiques et autres biens et services médicaux

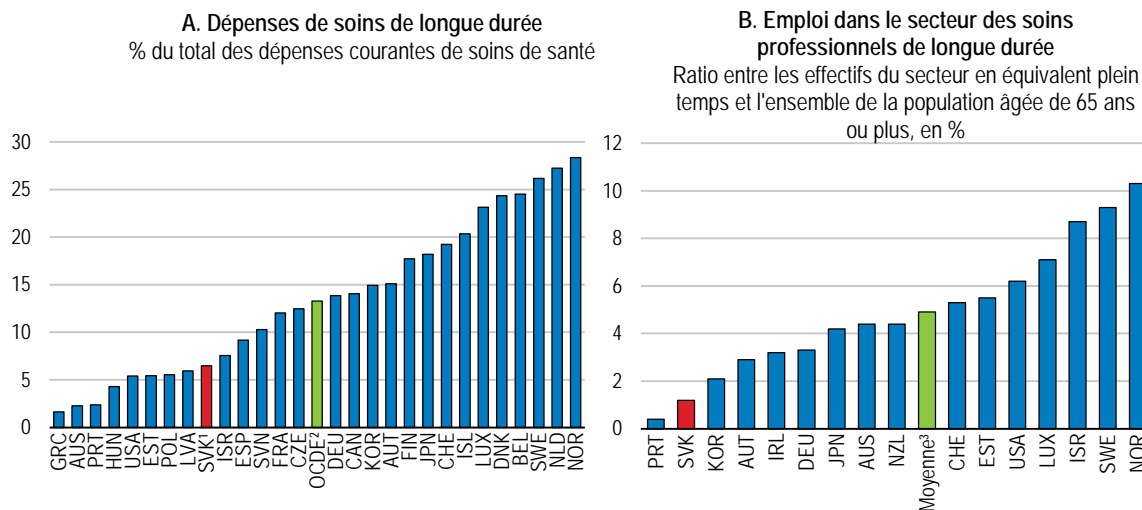


Note: Moyenne non pondérée des données relatives à l'année connue la plus proche.

Source : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données).

Graphique 40. Soins de longue durée

2014 ou année la plus proche



1. Données de 2013. Ce montant comprend les dépenses de soins de longue durée du ministère slovaque du Travail, des Affaires sociales et de la Famille, qui se montent à 344 millions EUR. Les données relatives à la République slovaque englobent les dépenses sociales et ne sont pas parfaitement comparables aux données relatives aux autres pays.
2. Moyenne non pondérée.
3. Moyenne non pondérée des données relatives aux 12 pays représentés sur le graphique.

Sources : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données) ; ministère slovaque du Travail, des Affaires sociales et de la Famille.

59. En dernier lieu, les mesures visant à encourager des modes de vie plus sains peuvent aussi contribuer à l'amélioration des résultats sanitaires. Au-delà des mesures fiscales destinées à réduire la consommation d'alcool et de boissons sucrées, mentionnées précédemment, des actions sont nécessaires pour promouvoir l'adoption de comportements plus sains au sein de la population rom. Travaillant en partenariat avec des ONG, les autorités ont fait appel à des médiateurs formés issus de la communauté rom afin qu'ils aident les patients à mieux s'occuper de leur santé et les encouragent à se faire vacciner, en les accompagnant chez le médecin et en les aidant à comprendre les traitements qui leur sont prescrits. Cette mesure est importante et bienvenue, car la participation directe de médiateurs roms permettra de cibler les besoins particuliers de cette communauté et l'amènera vers plus d'autonomie en matière de santé et de bien-être. Les autorités devront veiller à ce que ce programme dispose de ressources suffisantes. De manière générale, les Roms devraient être encouragés à participer à d'autres initiatives qui leur permettraient d'améliorer leur santé grâce à un meilleur traitement de l'eau et un accès facilité aux infrastructures et au logement (Gatti *et al.*, 2016).

Améliorer les résultats obtenus sur le plan environnemental

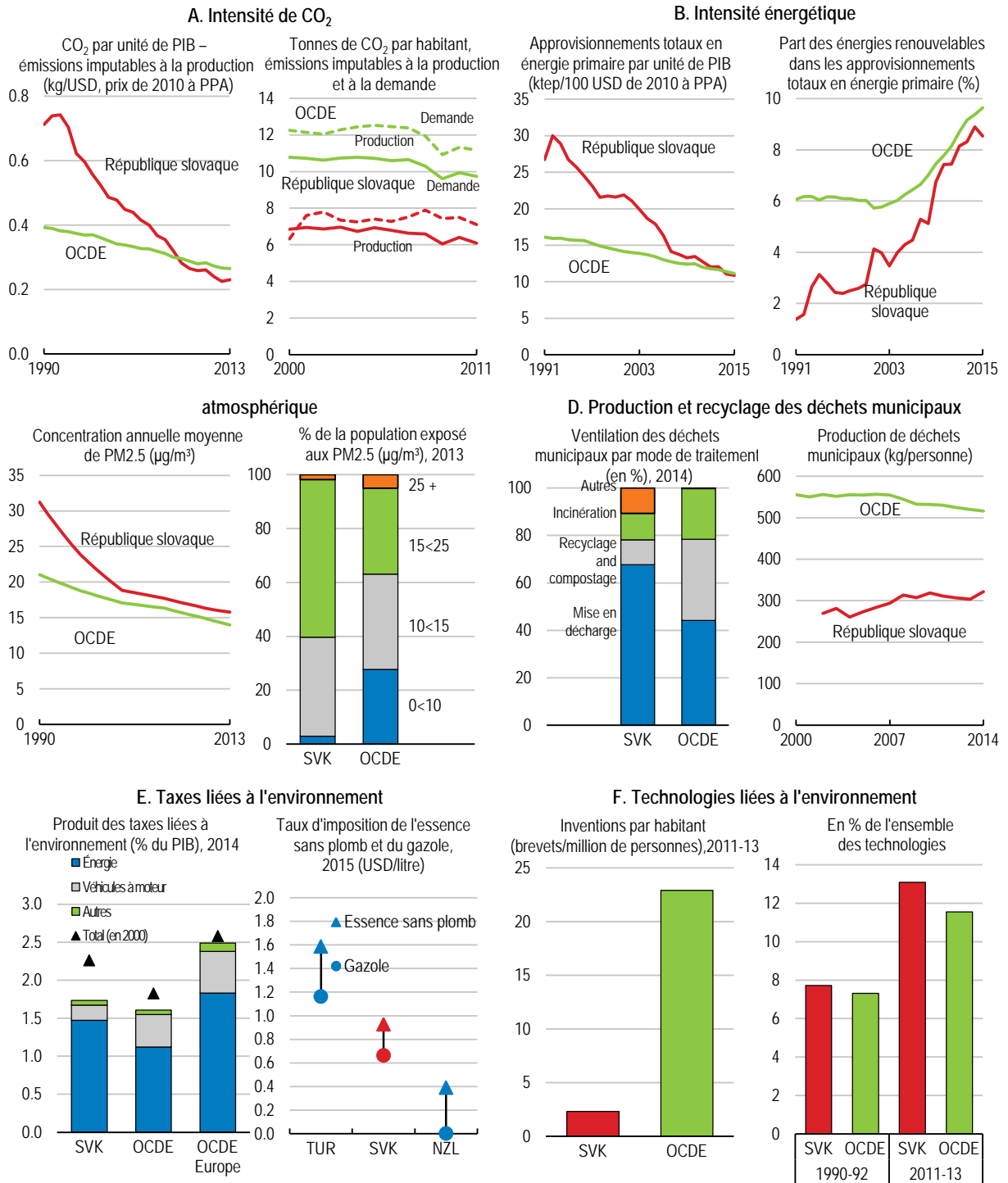
60. La Slovaquie a accompli des progrès appréciables au cours des dernières décennies en réorientant progressivement sa production et sa consommation d'énergie des combustibles fossiles vers les sources d'énergie renouvelable. Le pays a considérablement réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'intensité énergétique de son économie et a amélioré la qualité de l'air (graphique 41). Il pourra respecter son engagement de réduire ses émissions de 20 % entre 1990 et 2020, conformément aux objectifs fixés par l'UE. Dans les secteurs non couverts par l'EU-ETS, les émissions en 2013 avaient également décliné de 24 % par rapport à 2005, bien que l'objectif cible du pays pour 2020 soit une hausse de 13 %.

61. La part de la population exposée au plus haut degré de pollution est inférieure à la moyenne de l'OCDE. Néanmoins, peu de personnes échappent à un niveau significatif de pollution de l'air (graphique 41, partie C), ce qui se traduit par un risque de mortalité relativement élevé (graphique 42). Le taux implicite d'imposition de l'énergie reste l'un des plus bas de l'UE, et il existe

plusieurs exonérations fiscales – par exemple sur la consommation d'électricité des ménages – ainsi que des subventions à la production nationale de charbon destiné à la production d'électricité et au chauffage, qui sont dommageables pour l'environnement (OECD, 2014a). Pour des raisons à la fois économiques et de santé publique, il serait souhaitable de rendre la fiscalité plus respectueuse de l'environnement en supprimant ces exonérations et subventions au charbon et en augmentant les redevances ou les taxes liées à la pollution de l'air (tableau 12). La Slovaquie devrait en particulier lier la taxe d'immatriculation des véhicules aux émissions, comme c'est déjà le cas dans la plupart des pays de l'UE (Acea, 2016).

62. Par ailleurs, alors que la production de déchets ménagers de la Slovaquie est nettement inférieure à la moyenne de l'OCDE, la part des déchets mis en décharge est beaucoup plus élevée que la moyenne (graphique 41, partie D) et le taux de recyclage ne progresse que lentement (EC, 2017). Une nouvelle loi nationale sur les déchets, entrée en vigueur en janvier 2016, a pour but de rapprocher les pratiques de gestion des déchets des normes européennes en transférant le coût du recyclage aux producteurs et la responsabilité de la collecte et du tri des déchets aux communes. L'objectif de 50 % de déchets recyclés à l'horizon 2020 fixé par la loi semble excessivement ambitieux, mais l'augmentation des taxes de mise en décharge accélérerait le processus d'ajustement.

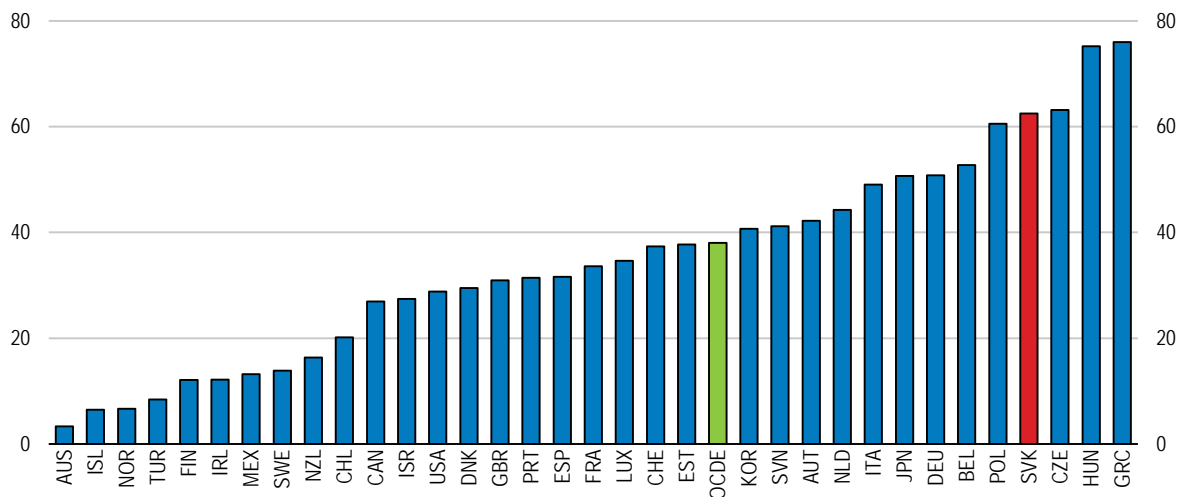
Graphique 41. Indicateurs de croissance verte : République slovaque



Source : OCDE (2016), *Indicateurs de croissance verte* (base de données). Les métadonnées détaillées peuvent être consultées [ici](#).

Graphique 42. Décès dus à la pollution de l'air ambiant¹

Pour 100 000 habitants, 2013



1. Décès dus à la pollution par les particules en suspension dans l'air et par l'ozone.

Source : Institut de mesure et d'évaluation de la santé (IHME, *Institute for Health Metrics and Evaluation*).

Tableau 12. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant l'environnement

Recommandations formulées dans les <i>Études</i> antérieures	Mesures prises depuis septembre 2014
Éliminer graduellement les subventions au charbon et les avantages fiscaux applicables à l'utilisation d'énergie. Envisager d'instaurer une taxe sur le CO ₂ dans les secteurs non couverts par l'EU-ETS et de relever le taux de la taxe sur le gazole.	Aucune mesure n'a été prise.
Évaluer régulièrement l'efficacité des aides aux énergies renouvelables. Éliminer progressivement le soutien aux énergies renouvelables à mesure qu'elles deviennent compétitives.	Les aides financières accordées aux ménages au titre de l'installation de petites sources d'énergies renouvelables (panneaux photovoltaïques, pompes à chaleur, éoliennes) se sont élevées à 115 millions EUR en 2015. Les tarifs d'achat pour l'énergie solaire ont baissé de 15 % depuis 2014.
Dépolluer les sites contaminés, appliquer le principe du pollueur-payeur. Cibler en priorité les sites qui présentent le plus grand risque pour la santé humaine et l'environnement.	Entre 2012 et 2015, des études géologiques d'environnement ont été menées sur 312 sites, et des mesures de réparation des nuisances environnementales engagées sur 19 sites. En janvier 2016, le gouvernement a approuvé la poursuite de ce programme sur la période 2016-21.

BIBLIOGRAPHIE

- Acea (European automobile manufacturers association), (2016), "Overview of CO₂-based motor vehicle taxes in the EU", May, <http://www.acea.be/publications/article/overview-of-co2-based-motor-vehicle-taxes-in-the-eu>
- Andrews, D., A. Caldera Sánchez and Å. Johansson (2011), "Housing Markets and Structural Policies in OECD Countries", *OECD Economics Department Working Papers*, No 836, OECD Publishing.
[http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP\(2011\)5&docLanguage=En](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP(2011)5&docLanguage=En)
- Bartoš, V., Bauer, M., Chytilová, J. and Matejka, F. (2014): Attention Discrimination: Theory and Field Experiments with Monitoring Information Acquisition. IZA Discussion Papers 8058, Institute for the Study of Labor.
- Card, D., J. Kluve and J. Weber (2015), "What Works? A Meta Analysis of Recent Active Labour Market Program Evaluations", *NBER Working Papers*, No. 21431.
<http://www.nber.org/papers/w21431>
- Cernenko, T. Harvan, P. Kubala J. (2017) "Viac peňazí pre samosprávu?", Ministry of Finance of the Slovak Republic, Economic University of Bratislava, forthcoming
- Chetty, R., J. Friedman and J. Rockoff (2014), "Measuring the Impacts of Teachers I: Evaluating Bias in Teacher Value-Added Estimates," *American Economic Review*, Vol. 104, No. 9, pp. 2593-2632.
- Cools, S., J. Fiva and L. Kirkebøen (2015), "Causal Effects of Paternity Leave on Children and Parents", *The Scandinavian Journal of Economics*, Vol. 117, pp. 801–28.
- Duell, N., P. Tergeist, U. Bazant and S. Cimper (2010), "Activation Policies in Switzerland", OECD Social Employment and Migration Working Papers. www.oecd.org/els/workingpapers.
- Dutu, R. and P. Sicari (2016), "Public Spending Efficiency in the OECD: Benchmarking Health Care, Education and General Administration", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1278, OECD Publishing, Paris. http://www.oecd-ilibrary.org/economics/public-spending-efficiency-in-the-oecd_5jm3st732jnj-en
- EC (2014a), "Study on Conditional cash transfers and their impact on children", European Commission, June
- EC (2014b), "State aid : Commission finds Slovak system of compulsory health insurance involves no state aid", 15 October, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-1158_en.htm .
- EC (2015a), *The 2015 Ageing Report*, European Commission, March,
http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2015/pdf/ee3_en.pdf
- EC (2015b), "University quality indicators: A critical assessment", DG for Internal Policies.
[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/563377/IPOL_STU\(2015\)563377_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/563377/IPOL_STU(2015)563377_EN.pdf)
- EC (2016a), "Country Report Slovakia, 2016", *Commission Staff Working Document*, February,
http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2016/cr2016_slovakia_en.pdf

- EC (2016b), "Accelerating the Process of Roma Integration", December, <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14294-2016-INIT/en/pdf>
- EC (2017), "Country Report Slovakia, 2017", *Commission Staff Working Document*, February, https://ec.europa.eu/info/publications/2017-european-semester-country-reports_en
- ENQA (2013), *Standards and Guidelines for Quality Assurance in the European Higher Education Area*, http://www.enqa.eu/wp-content/uploads/2013/06/ESG_3edition-2.pdf
- Eurobarometer (2015), "Businesses and corruption – Slovakia", Flash 428, <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/FLASH/surveyKy/2084>
- Eurostat (2017), *Energy Price Statistics*, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Energy_price_statistics
- Feyrer, J., B. Sacerdote, and A. Stern (2008), "Will the Stork Return to Europe and Japan? Understanding Fertility within Developed Nations", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 22, No. 3, pp. 3-22.
- Filko, M., J. Mach and M. Zajíček (2012), "Málo zdravia za veľa peňazí: Analýza efektívnosti slovenského zdravotníctva (Not enough health for a lot of money: Analysis of expenditure efficiency of Slovak Health Care System)", Institute of Financial Policy. http://hpi.sk/cdata/Documents/IFP_EA28_Efektivnost.pdf
- Fournier, J.-M. (2016), "The Positive Effect of Public Investment on Potential Growth", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1347, OECD Publishing, Paris. <http://www.oecd.org/eco/public-finance/The-positive-effect-of-public-investment-on-potential-growth.pdf>
- Fryer, R., Jr. (2016), *The Production of Human Capital in Developed Countries: Evidence from 196 Randomized Field Experiments*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass.
- Gyomai, G. and P. van de Ven (2014), "The Non-Observed Economy in the System of National Accounts", *OECD Statistics Brief*, No 18, June, <https://www.oecd.org/std/na/Statistics%20Brief%2018.pdf>
- Government (2016), "Government manifesto 2016-2020", <http://www.vlada.gov.sk/programove-vyhlasenie-vlady-sr-na-roky-2016-2020/>
- Gatti, R., S. Karacsony, K. Anan, C. Ferré and C. de Paz Nieves (2016), *Being Fair, Faring Better. Promoting Equality of Opportunity for Marginalized Roma*, World Bank Group, Human Development. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2016/01/27/090224b084103a5f/2_0/Rendered/PDF/Being0fair00fa0or0marginalized0Roma.pdf
- Haluš, M., M. Hlaváč, P. Harvan and S. Hidas (2017), *Odliv mozgov po slovensky, Institut financnej politiky*, Ministerstvo Financii Slovenskej republiky, <http://www.finance.gov.sk/Default.aspx?CatID=11308>
- Harvan, P., A. Jevčák, P. Pontuch and V. Solanič (2015), "The Impact of Rapid Credit Growth on Slovakia's Housing Market", *European Economy Economic Briefs*, December, http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/eeeb/pdf/eb006_en.pdf

- Hidas S., P. Harvan and K. Vaľková (2016), "Veľa práce na úradoch práce: Efektivita a účinnosť služieb zamestnanosti". <http://www.finance.gov.sk/Default.aspx?CatID=11228>
- Haugh, D., A. Kopoin, E. Rusticelli, D. Turner and R. Dutu (2016), "Cardiac Arrest or Dizzy Spell: Why is World Trade So Weak and What Can Policy Do About It?", *OECD Economic Policy Paper*, No. 18, September, <https://www.oecd.org/eco/outlook/Cardiac-arrest-or-dizzy-spell-why-is-world-trade-so-weak-OECD-Paris-21-September-2016.pdf>
- Machlica, G., S. Hidas and B. Žúdel (2014), "Unemployment in Slovakia", Institute for Financial Policy, Economic Analysis, *Policy Paper*, No. 30, Bratislava. http://www.finance.gov.sk/en/Components/CategoryDocuments/s_LoadDocument.aspx?categoryId=698&documentId=605
- IMF (2016a), "The Slovak Republic, Selected Issues paper: Macroprudential measures for tackling excessive credit growth : the counter-cyclical buffer (CCB) and beyond", *IMF Country Report*, No. 16/14, January, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2016/cr1614.pdf>
- IMF (2016b), "Corruption: Costs and Mitigating Strategies", Fiscal Affairs and Legal Departments, May, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2016/sdn1605.pdf>
- Itas (2016), *Importance of the ICT sector for Slovakia*, IT asociacia Slovenska.
- Johansson, Å., C. Heady, J. Arnold, B. Brys and L. Vartia (2008), "Taxation and Economic Growth", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 620, OECD Publishing, Paris. http://www.oecd-ilibrary.org/economics/taxation-and-economic-growth_241216205486
- Kertesi, G. and G. Kézdi (2013), "The Kindergarten Attendance Allowance in Hungary An evaluation of a conditional cash transfer program", *Budapest Working Papers on the Labour Market*, No. BWP – 2013/14.
- Koucky, J. (2015) "Kvalita a zodpovednosť. Slovenské vysoké školstvo a potreby spoločnosti v medzinárodnom kontexte", podkladové štúdie ("Quality and Responsibility: Slovak Higher Education and Societal Needs within the International Context", background studies), CVTI Bratislava.
- Ministry of Education (2016), *Dlhodobý zámer vo vzdelávacej, výskumnej, vývojovej a ďalšej tvorivej činnosti pre oblasť vysokých škôl na roky 2016 – 2020*, forthcoming.
- MoF (Ministry of Finance) (2016a), *Draft Budgetary Plan of the Slovak Republic for 2017*. http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sgp/pdf/dbp/2016/2016-10-12_sk_dbp_en.pdf
- MoF (Ministry of Finance) (2016b) "Revízia výdavkov na dopravu" <http://www.finance.gov.sk/Default.aspx?CatID=11375>
- MoF (2016c), "Summary Note on the Spending Review on Health Care", document provided by the authorities.
- Ministry of Health (MoH) (2013), "Strategic framework for health for 2014-2030", <http://www.health.gov.sk/?Key-publications>
- Ministry of Interior (2017), "Updated strategy action plans for Roma integration to 2020 for the years 2016–2018", <http://www.rokovania.sk/File.aspx/ViewDocumentHtml/Mater-Dokum-206836?prefixFile=m>

- Mourougane, A., J. Botev, J.-M. Fournier, N. Pain and E. Rusticelli (2016), "Can an increase in public investment sustainably lift economic growth?", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1351, OECD Publishing, Paris. <http://www.oecd.org/eco/public-finance/Can-an-increase-in-public-investment-sustainably-lift-economic-growth.pdf>
- NBS (2016a), *Financial Stability Report*, May, http://www.nbs.sk/img/Documents/ZAKLNBS/PUBLIK/SFS/FSR_052016.pdf
- NBS (2016b), *Quarterly Commentary on Macprudential Policy*, July, http://www.nbs.sk/img/Documents/Dohlad/Makropolitika/Quarterly_commentary_2016_July.pdf
- OECD (2008a), *Tertiary Education for the Knowledge Society: Volume 1 and Volume 2*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264046535-en>
- OECD (2008b), *International Migration Outlook 2008*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2008-en
- OECD (2010), *Health Care Systems: Efficiency and Policy Settings*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264094901-en>
- OECD (2011a), *Doing Better for Families*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264098732-en>
- OECD (2011b), *Taxation and Employment*, OECD Tax Policy Studies, No. 21, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264120808-en>
- OECD (2012), *OECD Economic Surveys: Slovak Republic 2012*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-svk-2012-en
- OECD (2013a), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris. <http://www.oecdilibrary.org/docserver/download/9213011e.pdf?expires=1480946132&id=id&acname=ocid84004878&checksum=57836749E8CDD98A5489E53D9191B5FD>
- OECD (2013b), *PISA 2012 Results: What Makes Schools Successful (Volume IV): Resources, Policies and Practices*, PISA, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201156-en>
- OECD (2014a), *OECD Economic Surveys: Slovak Republic 2014*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-svk-2014
- OECD (2014b), *International Migration Outlook 2014*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2014-en
- OECD (2015a), *Tax Administration 2015: Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/tax_admin-2015-en
- OECD (2015b), "OECD Services Trade Restrictiveness Index (STRI): Slovak Republic", December, http://www.oecd.org/tad/services-trade/STRI_SVK.pdf
- OECD (2015c), *OECD Digital Economy Outlook 2015*, OECD Publishing, Paris. <http://pacfiles.oecd.org/acrobatbook/9315041e.pdf>

- OECD (2016a), *OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2: Preliminary version*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-en
- OECD (2016b), *Entrepreneurship at a Glance 2016*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/entrepreneur_aag-2016-en.
- OECD (2016c), *Financing SMEs and Entrepreneurs 2016: An OECD Scoreboard*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/fin_sme_ent-2016-en.
- OECD (2016d), *PISA 2015 Results (Volume I): Excellence and Equity in Education*, PISA, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266490-en>
- OECD (2016e), "Measuring Distance to the SDG Targets – A pilot assessment of where OECD countries stand", July. <https://www.oecd.org/std/OECD-Measuring-Distance-to-the%20SDGs-Target-Pilot-Study-web.pdf>
- OECD (2016f), *Innovation in provider payment: New levers to drive health system performance*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016g), *Health Workforce Policies in OECD Countries: Right Jobs, Right Skills, Right Places, OECD Health Policy Studies*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264239517-en>
- OECD (2017a), *Economic Policy Reforms 2017: Going for Growth*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017b), "Memorandum of understanding for cooperative activities between the Government of the Slovak Republic and the OECD in order to strengthen the fight against corruption and increase the transparency in public procurement in Slovakia", January.
- Palumbo, G., G. Giupponi, L. Nunziata and J. Mora Sanguinetti (2013), "The Economics of Civil Justice: New Cross-Country Data and Empirics", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1060, OECD Publishing, Paris. http://www.oecd-ilibrary.org/economics/the-economics-of-civil-justice_5k41w04ds6kf-en
- Pažitný, P., T. Szalay, A. Szalayová, K. Morvay, R. Mužik, M. Pourová, D. Kandilaki, P. Balík and T. Sivák (2014), "Modernization of Slovak Hospitals, Basic Frameworks of Health Care Policy 2014-2016", Health Policy Institute. http://hpi.sk/cdata/Publications/hpi_zakladne_ramce_2014.pdf
- PIAAC- National Report (2013), *Slovakia 2013 PIAAC, Survey of Adult Skills (PIAAC)*, OECD Publishing, Paris.
- Pungas, E., O. Toomet, T. Tammaru and K. Anniste (2012), "Are Better Educated Migrants Returning? Evidence from Multi-Dimensional Education Data", *NORFACE Migration Discussion Paper*, No. 2012-18. www.norface-migration.org/publ_uploads/NDP_18_12.pdf
- Rigobon, R. and D. Rodrik (2005), "Rule of law, democracy, openness, and income. Estimating the interrelationships", *Economics of Transition*, Vol. 13, No. 3. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-0351.2005.00226.x/epdf>
- Ringberg, U., N. Fleten, T. Deraas, T. Hasvold and O. Førde (2013), "High referral rates to secondary care by general practitioners in Norway are associated with GPs' gender and specialist qualifications in family medicine, a study of 4350 consultations", *BMC Health Services Research*, Vol. 13, No.147. <http://bmchealthservres.biomedcentral.com/articles/10.1186/1472-6963-13-147>

- Saia, A., D. Andrews and S. Albrizio (2015), “Productivity Spillovers from the Global Frontier and Public Policy: Industry-Level Evidence”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1238, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5js03hkvxhmr-en>
- Schneider, F. (2015), “Size and Development of the Shadow Economy of 31 European and 5 other OECD Countries from 2003 to 2015: Different Developments”, Department of Economics, Johannes Kepler University, <http://www.econ.jku.at/members/Schneider/files/publications/2015/ShadEcEurope31.pdf>
- Shah, J., A. Couffinal, H. Nguyen, G. Schieber, D. Prokopov, S. Nenkov and P. Atanasov (2015), *Final action plan for the implementation of DRG-based payments*, World Bank Group, Washington, D.C. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/11/25465748/final-action-plan-implementation-drgs-based-payments>
- Slovak Republic (2011), “Constitutional Act of 8 December 2011 on Fiscal Responsibility”, http://www.rozpovtovarada.sk/images//constitutional_act_493_2011.pdf
- Slovak Republic (2016), “Východiská implementácie Agendy 2030 pre udržateľný rozvoj” (“Basis for the implementation of Agenda 2030 for sustainable development”), <http://www.rokovania.sk/Rokovanie.aspx/BodRokovaniaDetail?idMaterial=25381>
- Sprocha, B. (2014), *Reprodukcia rómskeho obyvateľstva na Slovensku a prognóza jeho populačného vývoja*, INFOSTAT – Výskumné demografické centrum.
- Trend (2017), *Kazimír: Kazimír: V prípade Bašternák ide o našu dôveryhodnosť*, 1/2017.
- U21 (2016), *Ranking of National Higher Education Systems*, Melbourne Institute of Applied Economic and Social Research, University of Melbourne.
- UNDP (2012), “Roma education in comparative perspective: Findings from the UNDP/World Bank/EC Regional Roma Survey”, *Roma Inclusion Working Papers*, United Nations Development Programme (UNDP) Europe and the CIS, Bratislava Regional Centre, www.eurasia.undp.org/content/dam/rbec/docs/Roma-education-in-comparative-perspective.pdf
- Vagač, L. (2013), “Internal Labour Mobility in Slovakia”, European Employment Observatory, June.
- Vagač, L., P. Goliaš and D. Zachar (2014), “Country Document Update 2014: Pensions, health and long-term care, Slovakia, March 2014”, European Commission, Brussels.
- WEF (2016), *The Global Competitiveness Report 2016–2017*, World Economic Forum, http://www3.weforum.org/docs/GCR2016-2017/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2016-2017_FINAL.pdf
- Zachar, D. and Z. Dančíková (2014), “Vo veľkých nemocničných tendroch sa súťaží málo: Analýza verejného obstarávania nemocníc v rokoch 2012-2014” (Little competition in large hospital tenders: Analysis of public procurement in Slovak hospitals, 2012-2014), INEKO, Transparency International Slovakia.

ANNEXE : PROGRÈS ACCOMPLIS EN MATIÈRE DE RÉFORMES STRUCTURELLES

Nous passons en revue dans ce tableau les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées dans les précédentes *Études*. Les nouvelles recommandations figurant dans la présente *Étude* se trouvent à la fin des chapitres.

Recommandations formulées dans les précédentes <i>Études</i>	Mesures prises depuis septembre 2014
CADRE BUDGÉTAIRE	
Donner davantage de latitude aux ministères pour la répartition des fonds entre les différents organismes publics et programmes. Réduire le nombre de lignes budgétaires et permettre le report des éléments de dépenses courantes.	Aucune mesure n'a été prise.
Stabiliser le fonctionnement du système de retraite : ne pas ouvrir davantage l'affiliation aux deux piliers. Envisager de rendre obligatoire la participation au pilier à cotisations définies pour toutes les personnes entrant pour la première fois sur le marché du travail.	Aucune mesure n'a été prise.
EFFICIENCE DU SECTEUR PUBLIC	
Moderniser la gestion grâce à la budgétisation axée sur les résultats et à l'administration électronique. Assurer la formation du personnel à l'informatique et à internet.	<p>De nouvelles cartes d'identité électroniques ont été délivrées aux citoyens slovaques pour leur permettre de communiquer en ligne en toute sécurité avec leurs administrations publiques. À la fin de 2015, près de 1 300 000 cartes avaient été délivrées.</p> <p>Trois registres de base ont été mis en place – un registre des personnes physiques, un registre des adresses et un registre des personnes morales – ainsi que des modules communs du portail de l'administration publique centrale servant de point d'accès unique aux services administratifs en ligne.</p> <p>Au début de l'année 2016, une procédure de communication électronique avec les redevables de droits d'accises a été mise en place.</p> <p>À la fin de l'année 2015, le ministère des Finances a lancé un projet sans équivalent, le Centre de données des villes et villages (DCOM, <i>Dátové centrum obcí a miest</i>), qui comprend 138 services d'informatique en nuage (<i>cloud services</i>) destinés aux communes accessibles <i>via</i> internet dans un seul et même système d'information. Les communes intéressées par ce projet sont déjà au nombre de 1500.</p>

Recommandations formulées dans les précédentes <i>Études</i>	Mesures prises depuis septembre 2014
Encourager la prestation conjointe de services publics par les petites communes et donner aux collectivités locales viables davantage de responsabilités en matière de recouvrement des recettes et de dépenses.	En l'état actuel, la législation applicable fixe les conditions de fourniture conjointe de services publics (dans l'ensemble des communes), qui doit s'effectuer de préférence dans le cadre d'offices municipaux communs. Ces derniers exercent pour plusieurs communes des compétences concrètes définies d'un commun accord. La création de ces offices municipaux communs est laissée totalement à la discrétion des communes désireuses de s'engager dans un tel dispositif.
POUR UNE MEILLEURE UTILISATION DES FONDS DE L'UNION EUROPÉENNE (UE)	
Simplifier les procédures administratives et renforcer les capacités de gestion des fonds de l'UE.	À la suite de résolutions adoptées en 2014 et 2015 par le gouvernement, il a été décidé d'accroître de 808 les effectifs travaillant dans les entités chargées de gérer les financements octroyés par les Fonds structurels et d'investissement européens. On n'en a pas moins observé une nette diminution des investissements cofinancés à partir des fonds de l'UE en 2016, compte tenu de l'achèvement de la période de programmation 2007-13.
Fournir aux régions pauvres une part plus importante des fonds de l'UE et faire en sorte qu'elles puissent jouer un rôle plus important dans la conception des programmes. Renforcer les capacités nécessaires à une prise de décisions davantage fondée sur des données probantes.	En juin 2015, l'Organe central de coordination a été doté d'une unité d'analyse. Sa principale fonction est de fournir des données probantes sur lesquelles puisse se fonder l'élaboration des politiques publiques, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'étude de l'efficacité avec laquelle sont employés les fonds de l'UE.
MARCHÉS DE PRODUITS	
Rendre les subventions aux chemins de fer moins défavorables à la concurrence. Utiliser ces subventions pour faire baisser les tarifs d'accès au réseau, ou les attribuer suivant une procédure de mise en concurrence dans le cadre d'appels d'offres portant sur les obligations de service public.	Aucune mesure n'a été prise.
Favoriser le développement de l'économie numérique et du commerce électronique. Envisager d'y associer les organisations professionnelles et sectorielles pour réaliser des économies d'échelle et mieux adapter les services proposés aux besoins des différents secteurs.	Un nouveau système de règlement des différends peu coûteux, simple et rapide destiné aux consommateurs et aux commerçants, mis en place en février 2016, renforce et facilite le commerce électronique et les échanges internationaux.
MARCHÉ DU TRAVAIL	
Redistribuer les ressources entre les différentes agences du service public de l'emploi (SPE) en fonction des taux de chômage observés localement. Accélérer la mise en œuvre de la réforme du SPE. Externaliser une partie des activités d'aide à la recherche d'emploi afin de pallier l'insuffisance des capacités.	Le plan de 2015 vise à favoriser le « placement des chômeurs de longue durée sur le marché du travail en recourant à des services de l'emploi ne relevant pas de l'administration publique ».
Supprimer les obstacles à une participation accrue de la main-d'œuvre féminine : diminuer le coin fiscal sur le second apporteur de revenu dans les ménages à deux revenus, en réduisant l'abattement sur le revenu marital. Envisager d'instaurer une cotisation d'assurance maladie majorée pour les conjoints inactifs.	Aucune mesure n'a été prise.

Recommandations formulées dans les précédentes <i>Études</i>	Mesures prises depuis septembre 2014
<p>Limiter le champ d'application des subventions salariales destinées aux jeunes. Pérenniser la réduction du coin fiscal sur les bas salaires. Supprimer l'obligation de travail imposée aux bénéficiaires de l'aide sociale par les communes. Rendre le travail financièrement plus attractif en instaurant des prestations liées à l'exercice d'un emploi.</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise.</p>
<p>S'assurer que les hausses futures du salaire minimum n'auront pas d'effets négatifs sur les possibilités d'emploi. Tenir compte de l'avis d'une commission d'experts indépendants. Éliminer progressivement la différenciation des salaires minimums fondée sur la pénibilité du travail. Veiller à ce que les dispositions relatives aux salaires minimums et à l'extension juridique des conventions collectives soient appliquées sans nuire aux perspectives d'emploi des personnes concernées dans les régions à la traîne.</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise.</p>
INNOVATION	
<p>Mettre en place des incitations financières en faveur de l'adoption des nouvelles technologies et des dépenses d'innovation. Créer un système de chèques-innovation et réformer le crédit d'impôt en faveur de la recherche-développement (R-D) de manière à ce qu'il soit remboursable. Favoriser l'émergence de facilitateurs de regroupements sous forme de pôles d'activité et le recours à une procédure de sélection concurrentielle pour l'attribution des financements.</p>	<p>Depuis 2013, plusieurs initiatives telles que la mise en place de pôles d'activité et de chèques-innovation ont été prises pour favoriser la coopération entre les chercheurs et les entreprises, mais les financements qui leur sont attribués restent limités.</p> <p>En janvier 2015 a été instauré un nouvel allègement d'impôt qualifié de « super-déduction », qui permet aux entreprises privées de déduire de leur base d'imposition 125 % de leurs dépenses de R-D.</p> <p>En 2016, il a été décidé de lancer trois nouveaux programmes de coopération internationale (liés au programme de financement européen « Horizon 2020 ») dans le domaine de la recherche appliquée et du développement expérimental. Un projet pilote de coopération est également mis en œuvre entre des entreprises et des établissements de recherche slovaques et israéliens.</p>
<p>Fournir une assistance technique aux autorités régionales afin qu'elles puissent se doter de capacités leur permettant de s'impliquer davantage dans l'évaluation et le pilotage des politiques d'innovation au niveau régional.</p>	<p>Aucune mesure n'a été prise.</p>

Recommandations formulées dans les précédentes <i>Études</i>	Mesures prises depuis septembre 2014
POLITIQUES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT ET À LA CROISSANCE VERTE	
<p>Renforcer la capacité d'obtenir, d'absorber et d'utiliser efficacement les financements de l'UE à des fins environnementales.</p>	<p>En octobre 2014, le cadre d'absorption des fonds de l'UE axés sur l'environnement a été amélioré grâce à l'adoption du Programme opérationnel pour la qualité de l'environnement (POQE). Afin que la capacité d'absorption des financements au titre du POQE soit renforcée, l'éventail des organismes admissibles au bénéfice de ces fonds a été élargi aux entités publiques (telles que les organismes financiers et budgétaires, les communes, ou les régions autonomes) et aux acteurs du secteur privé (comme les personnes physiques et morales, les organisations non gouvernementales (ONG), ou les fondations).</p> <p>L'autorité de gestion du POQE a également pris plusieurs mesures pour améliorer ses résultats en termes d'obtention des financements de l'UE. Elle a notamment adopté une approche axée sur les résultats pour la sélection et la mise en œuvre des projets (fondée sur le principe d'« optimisation des ressources »), simplifié et clarifié les documents relatifs à la gestion, et mené des activités d'information ciblées sur les demandeurs potentiels.</p>
<p>Ajuster les plans de gestion des eaux de manière à renforcer les synergies entre les politiques publiques. Parachever les mécanismes institutionnels relatifs à la gestion des bassins hydrographiques et veiller à ce que les plans soient effectivement mis en œuvre.</p>	<p>Les plans de gestion des bassins hydrographiques du Danube et de la Vistule pour la période 2016-21 ont été établis en étroite coopération avec certains secteurs : l'agriculture, l'économie, les transports et la santé. Des représentants des villes et villages ont été associés au processus d'approbation de ces plans, notamment en ce qui concerne la gestion des risques d'inondation.</p>
<p>Élaborer une stratégie globale concernant les zones protégées, en tenant compte des coûts et avantages des différentes options envisageables. Étoffer encore le système de surveillance et d'information relatif à la protection de la nature et de la biodiversité.</p>	<p>Pour l'heure, il n'existe pas de stratégie globale relative aux zones protégées. L'élaboration d'un cadre conceptuel pour la protection de la nature et des paysages en 2015 a été reportée.</p> <p>Des activités de surveillance ont été réalisées au cours de la période 2013-15 sur six saisons (l'hiver et l'été de chaque année), au cours desquelles plus de 16 800 visites de terrain ont été effectuées sur des sites faisant l'objet d'une surveillance régulière.</p>

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE 2017 (VERSION ABRÉGÉE)

L'économie de la Slovaquie continue d'afficher des résultats extrêmement satisfaisants, qu'il s'agisse de la situation macroéconomique ou des finances publiques. La croissance du PIB a été supérieure à 3.5 % en moyenne en 2015 et 2016, et devrait rester vigoureuse au cours des deux prochaines années. Les prix sont stables, le taux de chômage est passé en dessous de 10 %, soit son plus bas niveau en 7 ans, et la balance courante est proche de l'équilibre. La situation budgétaire est très saine, avec un déficit nettement inférieur à 2 % du PIB et une dette publique de l'ordre de 52 % du PIB, soit des niveaux très inférieurs à la moyenne de l'OCDE. La compétitivité internationale, la stabilité budgétaire et financière et l'ampleur de l'investissement direct étranger (IDE) sont autant de facteurs qui contribuent à une hausse soutenue des niveaux de vie.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/3b4a96cf-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2017/14
Juin 2017



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2017
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-82283-2



9 789264 822832

éditions OCDE
www.oecd.org/editions